

Vincent Lannoye

*La monnaie et les banques
de la Mésopotamie à Manhattan*

Histoire

LE CRI



EDITION

Distributions exclusives :

France

Casteilla
10, Rue Léon Foucault
F-78180 Montigny-Le-Bretonneux
Tél. : 01 30 14 19 30
Fax : 01 34 60 31 32

Belgique

Interforum Benelux
Boulevard de l'Europe, 117
B-1301 Wavre
Tél. : 010/42 03 20
Fax : 010/41 20 24

Diffusion C.E.D. **France**

73, Quai Deshayes
F-94200 Ivry-sur-Seine
Tél. : 46 58 38 40
Fax : 46 71 25 59

Autres

G.I.A. s.a.
Avenue des Volontaires, 321
B-1150 Bruxelles
Tél. : 32 (0) 2/732 35 32 • 732 40 84
Fax : 32 (0) 2/732 42 74

Canada

Les Messageries ADP
1261-A, Rue Shearer
Montréal, Québec, H3K 3G4
Tél. : (514) 523-1182
Fax : (514) 939-0406

Le Cri

Rue Victor Greyson, 1
B-1050 Bruxelles
Tél. : 32 (0) 2/646 65 33
Fax : 32 (0) 2/646 66 07

À Marc et Didier qui ont collaboré
à la rédaction.

À ceux qui ont échangé de bon
gré leurs opinions politiques et
économiques. Plus spécialement à
Eddie et à Carine, différents,
intéressants, et jamais rancuniers
envers nos divergences.

Catalogue sur simple demande.

ISBN 2-87106-375-3

© Le Cri édition, rue Victor Greyson, 1
B-1050 Bruxelles

Cet ouvrage a été publié avec l'aide de la Communauté française de Belgique.

Imprimé en Belgique
D/2005/3257/14

En couverture : Marinus van Reymerswaele,
Le changeur et sa femme (détail), 1540

*Tous droits de reproduction, par quelque procédé que ce soit, d'adaptation ou de
traduction, réservés pour tous pays.*

PROLOGUE

Une introduction à travers l'Histoire

Pour décortiquer une matière scientifique, il s'avère judicieux d'étudier ses origines et son évolution chronologique. Comparer l'actualité au passé approfondit notre compréhension des faits. D'excellentes vulgarisations sont ainsi axées sur l'Histoire, comme en sciences (*Éléments d'Histoire des Sciences* – sous la direction de Michel Serres), en physique (*Traité de physique à l'usage des profanes* – Bernard Diu) ou en philosophie (*Le monde de Sophie* – Jostein Gaarder). J'ai recherché sans succès un tel livre sur la monnaie, et donc sur la banque. Aucun livre concis et simple de ce genre ne me satisfaisait. Les publications qui retracent l'Histoire de la monnaie sont destinées à un public averti en économie. Rien n'avait été écrit pour introduire un néophyte aux questions monétaires par l'Histoire. Voici pourquoi je me suis attelé à la rédaction d'un ouvrage pour expliquer la monnaie et la banque depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours.

La présentation historique a une tendance thématique, tout en respectant la chronologie. Malgré les flottements des

connaissances historiques actuelles, une synthèse est tentée en conciliant les divergences entre historiens. Le ton est occasionnellement prudent. Aussi, cet ouvrage se concentre sur l'Histoire occidentale. Il ignore notamment la Chine et l'Inde. Ce livre n'est donc pas un manuel exhaustif de l'Histoire de la monnaie et de la banque. Il est seulement destiné à inculquer des rudiments monétaires et bancaires. Il répond aux questions suivantes : Pourquoi et comment la monnaie est-elle apparue ? Quel est le rôle de la banque ? Quel est le lien entre les banques et la monnaie ? La monnaie est-elle l'épine dorsale de l'économie ? Dans quelles poches sont passées les pièces d'or qui circulaient jadis ? Qu'y a-t-il derrière la valeur d'un billet de banque en papier ? Qu'est-ce que l'inflation ? Pourquoi appréhender la déflation ? Quelles causes provoquent tant de dévaluations des taux de change entre devises ? Qu'est-ce que le FMI ? Comment a-t-on introduit l'euro ? Le déficit commercial américain est-il intenable ? Et bien d'autres notions prérequis à la compréhension approfondie de l'économie.

L'économie est effleurée, mais la monnaie sous-tend la trame de ces pages. L'économie se définit comme la science de la répartition des ressources, des échanges, du commerce, des budgets, des taxes ou des impôts, et du rôle de l'État. Pour sa part, la monnaie que nous palpons chaque jour ne remplit le rôle que d'un outil des sciences économiques. Il peut y avoir une économie sans monnaie, il n'y a jamais de monnaie sans économie. La monnaie n'est qu'un moyen en économie. Expliquer la définition et le rôle de l'obscur monnaie est l'essence de ce livre. Déchiffrer les tenants et les aboutissants de la monnaie me semble essentiel avant de détailler les facettes de l'économie. Si la monnaie est bien cernée, alors les causalités et les contraintes de l'économie couleront presque de source.

Le vocabulaire utilisé est volontairement simplifié. Le jargon économique et financier est évité. Les quatre principaux développements concerneront : monnaie, banque, inflation et déflation. Ces quatre notions s'entremêlent étroitement. D'autres définitions secondaires sont exposées et référencées

dans l'index en fin de livre. Enfin, d'autres désignations basiques seront moins développées comme le Trésor public, les intérêts, les prêts, les salaires, le déficit, etc. Un dictionnaire ou l'expérience quotidienne doivent suffire à les expliquer.

Plusieurs livres ont servi d'assise théorique à ce travail. Je tiens à mettre en exergue le livre de Glyn Davies pour son exhaustif *A History of Money*, et également l'ouvrage très accessible du British Museum *Money – A History*. Aucun de ces deux livres n'est traduit en français.

Coïncidences entre les grandes ruptures historiques et les manipulations monétaires

L'incidence de l'efficacité du système monétaire sur le cours de l'Histoire est soulignée. Elle est loin d'être négligeable. En effet, de nombreuses manipulations ou nouvelles techniques monétaires coïncident avec les grands événements de l'Histoire. Depuis une trentaine d'années, une autre vision de l'Histoire apparaît dans ce sens, surtout chez les Anglo-saxons. Certains historiens vont jusqu'à présenter l'évolution du système monétaire comme une des causes primordiales de grands mouvements de l'Histoire. Ces thèses sont présentées succinctement à la fin de chaque chapitre.

Dans cet ouvrage, seuls sont expliqués les systèmes, les manipulations et les pensées monétaires qui ont influé sur le cheminement de l'Histoire, et qui présentent un intérêt pour comprendre le système monétaire actuel. Ce livre introduit au système monétaire de notre XXI^e siècle, plus qu'aux théories et aux pensées oubliées.

À titre d'exemple de manipulation monétaire, cet ouvrage présente une aventure originale qui s'est confinée dans ma ville de Liège juste avant la Révolution française. Cette tentative de réforme monétaire était encore embryonnaire avant son interruption. Elle est ensuite tombée dans l'oubli des rayons de la bibliothèque municipale. Néanmoins, ce véritable cas d'école me semble pertinent pour illustrer l'usage des techniques monétaires.

AVANT-PROPOS

Depuis la Magna Carta au XIII^e siècle en Angleterre jusqu'à la déclaration universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies de 1948, réaffirmée par la Convention Internationale des Droits Civiques et Politiques de 1993, le droit à la propriété a gardé une place importante dans la défense des individus contre les abus du pouvoir central. Sans ces garanties contre la confiscation ou contre une taxation excessive, un exécutif tyrannique ou même représentant la majorité, étouffera toute opposition ou toute minorité, et s'appropriera l'ensemble des pouvoirs en privant la critique de toute ressource et de toute possibilité d'expression. Rien de tel que d'obliger les chefs de file de la contestation à retourner à un labeur astreignant de subsistance pour les faire taire. Le malin n'aura plus qu'à bâillonner les médias confisqués en manipulant les élections du directoire. Il aura alors les mains libres pour éliminer ses derniers rivaux par un procès truqué ou dans un accident de voiture. Dans ce sens, la taxation abusive ou la confiscation, même au nom des pauvres, est pernicieuse.

En revanche, une certaine taxation est impérative non seulement pour raisons humanitaires ou sociales, mais aussi

pour redistribuer les richesses afin de maintenir un équilibre politique équitable. Surtout, toute crise économique tend à concentrer le pouvoir économique aux mains des plus riches à même d'écraser les salaires des travailleurs menacés par le chômage. Cette concentration du pouvoir peut s'étendre aux autres domaines de la vie publique, politique, judiciaire ou médiatique. La démocratie s'enfoncé alors dans la ploutocratie.

Pour mieux jouer au funambule entre les solutions extrémistes ou ineptes qui recherchent trop souvent des boucs émissaires entre groupes sociaux ou entre nations, étudier l'économie est crucial. Cette science reste au cœur de l'étude des solutions aux problèmes des inégalités. Étudier la monnaie et la banque est la première étape vers la compréhension de l'économie.

TABEAU SYNOPTIQUE

Dates	Politique	
-V ^e et -VI ^e m.	<p>vers -4200 Début de la civilisation des Sumériens en Mésopotamie.</p> <p>v. -4000 Premières cités-État.</p> <p>Égypte et monarchies préthinites et</p> <p>v. -3200 unification de l'Égypte. I^e Dynastie.</p> <p>Arrivée des Sémites en Syrie.</p>	
-III ^e m.	<p>Civilisation sumérienne : Our, Ourouk.</p> <p>-2750 Fondation de Tyr.</p> <p>-2300 Sargon I^{er} Ancien intègre le pays de Sumer dans son empire d'Akkad.</p> <p>-2100 Code législatif d'Ur-Nammu en Mésopotamie.</p> <p>-2720 Début de l'Ancien Empire d'Égypte.</p> <p>-2423 Fin de l'Ancien Empire d'Égypte.</p> <p>-2100 Début du Moyen Empire d'Égypte.</p>	
-II ^e m.	<p>-1900 Début de l'extension de l'empire babylonien.</p> <p>-1790 Code d'Hammourabi en Mésopotamie.</p> <p>-1830 Début de l'Ancien Empire babylonien.</p> <p>-1770 Ancien Empire assyrien.</p> <p>-1450 Expansion égyptienne en Mésopotamie.</p> <p>-1350 Vassalisation du Mitanni par les Hittites.</p> <p>v. -1200 Période brillante pour l'Assyrie.</p> <p>-1680 Fin du Moyen Empire d'Égypte et invasion des Hyksos.</p>	

	Religion, arts et philosophie	Sciences et techniques
		<p>v. -3750 Métallurgie du bronze par les Sumériens.</p> <p>v. -3300 Invention de la roue par les Sumériens.</p> <p>-3400 Utilisation de symboles numériques et débuts de la métrologie en Mésopotamie.</p> <p>v. -3200 Premiers hiéroglyphes en Égypte.</p> <p>-3000 Écriture cunéiforme et système numérique à Sumer et début de l'HISTOIRE avec l'ANTIQUITÉ.</p> <p>-3000 Invention de l'abaque pour simplifier les calculs en Asie Mineure.</p> <p>-3000 Apparition de l'araire (charrue simple) en Mésopotamie.</p>
	<p>v. -3000 Arts en Égypte.</p> <p>v. -2650 Grandes Pyramides, Sphinx de Gizeh.</p>	<p>v. -3000 Première utilisation du fer.</p> <p>v. -2900 Apparition des premières écoles.</p> <p>v. -2500 Technique du verre.</p> <p>Premiers textes mathématiques mésopotamiens.</p> <p>v. -2400 Calendrier sumérien établi selon l'observation des astres. Il précise les meilleures dates d'ensemencement.</p>
	<p>-2000 Palais de Cnossos.</p> <p>-2000 Abraham quitte la Mésopotamie et il devient l'ancêtre des arabes et des juifs.</p> <p>-1250 Construction des temples égyptiens d'Abou Simbel.</p>	<p>v. -2000 Équation du second degré à Babylone.</p> <p>v. -1750 Épopée de Gilgamesh, première œuvre littéraire sur tablettes d'argile.</p> <p>v. -1800 Calendrier lunaire à Babylone.</p> <p>v. -1500 Écriture syllabique.</p> <p>v. -1400 Naissance de l'alphabet phénicien.</p>

Dates	Politique	
	<p>-1580 Début du Nouvel Empire thébain.</p> <p>-1450 Expansion égyptienne en Syrie – Palestine et jusqu'en Mésopotamie.</p> <p>v. -1300 Avènement de Ramsès II et paix avec les Hittites.</p> <p>v. -1250 Exode des Hébreux avec Moïse.</p> <p>-1090 Fin du Nouvel Empire thébain.</p> <p>-2000 Les Hittites arrivent en Anatolie.</p> <p>v. -1200 Fin de l'Empire hittite.</p> <p>Création d'un État phrygien.</p>	
-X ^e s.	<p>-721 Avènement de Sargon I^{er} d'Assyrie.</p> <p>-605 Nabuchodonosor, roi de Babylone.</p> <p>-753 Fondation de Rome.</p> <p>-750 Début de la colonisation grecque en Méditerranée.</p> <p>-621 Lois de Dracon en Grèce.</p> <p>v. -1000 En Palestine : David, Salomon.</p> <p>-721 Destruction d'Israël par les Assyriens.</p> <p>-695 Le Royaume de Phrygie est détruit.</p>	
-VI ^e s.	<p>-597 Nabuchodonosor prend Jérusalem. Après sa mort en -562, déclin de Babylone.</p> <p>-586 Captivité des Juifs à Babylone.</p> <p>-550 Cyrus fonde l'Empire perse.</p> <p>-538 Cyrus libère les Juifs de Babylone.</p> <p>-525 Les Perses annexent l'Égypte divisée.</p> <p>-580 Installation des tyrannies en Grèce.</p> <p>-504 Instauration de la démocratie à Athènes.</p>	
-V ^e s.	<p>-486 Xerxès succède à Darius.</p> <p>-490 Athènes écarte la menace perse après les batailles de Marathon et de Salamine.</p> <p>-460 Périclès à Athènes.</p> <p>Retour de la démocratie en Grèce.</p> <p>-429 Mort de Périclès et la Grèce s'enfoncé dans les incessantes guerres du Péloponnèse.</p>	

	Religion, arts et philosophie	Sciences et techniques
		<p>v. -1500 Utilisation en Grèce du parchemin qui remplace le fragile papyrus.</p> <p>v. -1200 Extension du commerce phénicien en Méditerranée grâce à leurs « bateaux ronds » propulsés à la voile.</p>
	<p>-776 Premiers jeux olympiques en Grèce.</p> <p>-750 Homère avec l'Illiade et l'Odyssée.</p>	-800 Alphabet grec.
	<p>-570 Temple d'Artémis à Éphèse. Tentative du percement de l'isthme de Corinthe.</p> <p>-550 Fondation de l'école de Pythagore.</p> <p>-536 Reconstruction du temple de Jérusalem.</p>	<p>v. -550 Cartographie par Anaximandre.</p> <p>Thalès prévoit une éclipse solaire.</p> <p>v. -546 Les Grecs introduisent la vigne par leurs colonies en Gaule.</p>
	<p>-490 Naissance d'Hérodote.</p> <p>-470 Naissance de Socrate.</p> <p>-472 Première tragédie grecque d'Eschyle, « Les Perses ».</p> <p>-447 Début de la construction de l'Acropole d'Athènes.</p> <p>-428 Naissance de Platon.</p>	<p>-460 Développement de la médecine, de l'urbanisme en Ionie (Milet).</p> <p>Théorie atomique du cosmos.</p>

Dates	Politique	
-IV ^e s.	-400 L'Égypte retrouve son indépendance. -341 Elle est reconquise par les Perses. v. -340 Philippe II de Macédoine conquiert la Grèce et son fils Alexandre le Grand conquiert l'Anatolie, la Syrie, la Palestine, l'Égypte, la Mésopotamie et l'Iran. -323 Alexandre meurt à Babylone. -327 Séleucus I devient satrape de Mésopotamie et d'Iran. -323 Ptolémée Sôter fonde la dynastie des Lagides en Égypte. -301 Bataille d'Ipsos entre les successeurs d'Alexandre.	
-III ^e s.	-III ^e s. Naissance de l'empire de Parthie et du royaume de Bactriane. -264 Première Guerre punique pour Rome.	
-II ^e s.	-188 Les Séleucides perdent presque toute l'Asie mineure. -146 Destruction de Carthage par Rome. -133 Le roi de Pergame lègue son État à Rome. -63 La Syrie devient province romaine.	
-I ^e s.	-82 Dictature de Sylla à Rome. -44 Assassinat de César. -30 Mort de Cléopâtre, reine d'Égypte. L'Égypte est province romaine. -27 Auguste, premier empereur romain.	
I ^e s.	54 Néron empereur. 69 Début de la Pax Romana. 81 Domitien empereur. 98 Trajan empereur.	
II ^e s.	117 Hadrien empereur.	

	Religion, arts et philosophie	Sciences et techniques
	-399 Jugement et mort de Socrate. -384 Naissance d'Aristote.	-387 Découvertes des paraboles et des hyperboles et étude de l'ellipse.
	-298 Fondation de la bibliothèque d'Alexandrie.	-300 Les « éléments » d'Euclide -264 Édification de l'observatoire d'Alexandrie. -250 Archimède : les leviers et l'hydrostatique.
	-149 Exécution de la Vénus de Milo.	-149 Hipparque développe l'astronomie, la trigonométrie
	-70 Virgile (jusqu'à -19). -4 Naissance de Sénèque.	-46 Adoption du calendrier Julien.
	0 Naissance de Jésus-Christ. v. 75 Colisée de Rome. 80 Évangile de saint Luc.	v. 100 Fabrication du papier.
	v. 120 Construction du Panthéon de Rome.	140 Système astronomique de Ptolémée. 150 Galien développe la médecine.

Dates	Politique	
III ^e s.	284 Dioclétien empereur.	
IV ^e s.	312 Fin des persécutions antichrétiennes à Rome et Constantin empereur.	
V ^e s.	Conquête de la Gaule par les Francs. 433 Attila. 476 Fin de l'Empire Romain et début du MOYEN ÂGE. 482 Clovis.	
VI ^e au IX ^e s.	520 Développement de la peste en Europe. 527 Justinien, empereur d'Orient. 697 Élection du premier doge de Venise. 732 Bataille de Poitiers contre les Arabes. 800 Charlemagne, empereur d'Occident. 843 Partage de l'empire de Charlemagne. Début des invasions vikings et féodalité. 885 Siège de Paris par les Normands. 962 Otton I ^{er} , empereur d'Occident. 987 Hugues Capet, roi de France.	
X ^e au XII ^e s.	1054 Schisme d'Orient : rupture définitive entre l'Église d'Orient et Rome. 1066 Bataille d'Hastings. 1096 Première croisade. 1147 Deuxième croisade. 1189 Troisième croisade.	
XIII ^e s.	1227 Organisation de l'Inquisition.	

	Religion, arts et philosophie	Sciences et techniques
		275 Arithmétique de Diophante.
	325 Credo de Nicée et publication officielle du Nouveau Testament.	381 Abandon des rouleaux pour la publication des livres.
	400 Compilation du Talmud. 480 Débuts de la scolastique.	480 Transferts progressifs de la culture romaine à la culture du Moyen Âge (Boèce).
	610 Mahomet fonde l'Islam. 650 Écriture du Coran.	740 Diffusion des chiffres arabes et de la numérotation décimale d'origine hindoue. v. 840 Perfectionnement de l'astrolabe et traduction de nombreux textes grecs en arabe.
	910 Érection du campanile de Saint-Marc à Venise. 967 Fondation de l'université arabe de Cordoue. 1126-1198 Averroès en Andalousie et les traductions latines des auteurs de la Grèce antique. 1155 Fondation de l'université de Paris. 1170 Chrétien de Troyes : Lancelot.	1160 Traduction de l'Almageste de Ptolémée en latin.
	1257 Fondation de la Sorbonne. v. 1260 Thomas d'Aquin.	1202 Fibonacci explique la numérotation arabe. 1221 Publication de l'Encyclopédie géographique arabe. 1271 Marco Polo en Chine.

Dates	Politique	
XIV ^e s.	1337 Début de la Guerre de Cent Ans entre la France et l'Angleterre. v. 1350 Extension de la peste noire en Europe.	
XV ^e s.	1429 Jeanne d'Arc à Orléans. 1453 Fin de la guerre de Cent Ans. 1453 Constantinople tombe aux mains des Turcs. Début de la RENAISSANCE avec la redécouverte des écrits de la Grèce antique en Italie avant le reste de l'Europe. 1492 Découverte des Amériques par Christophe Colomb. 1497 Vasco de Gama franchit le cap de Bonne-Espérance.	
XVI ^e s.	1500 Naissance de Charles Quint. 1515 François I ^{er} , roi de France. 1519 Cortès conquiert le Mexique. 1521 Excommunication de Luther. 1534 Cartier explore le Saint-Laurent. 1560 Début des guerres de Religion. 1588 Défaite de l'Invincible Armada. 1572 Massacre de la Saint-Barthélemy. 1598 Édit de Nantes.	
XVII ^e s.	1620 Le Mayflower accoste l'Amérique du Nord. 1618-1648 Guerre de Trente Ans en Allemagne. 1642 Guerre civile en Angleterre. 1643 Mort de Louis XIII, roi de France, Mazarin. 1651 Majorité de Louis XIV, roi de France. 1658 Mort de Cromwell en Angleterre. 1661 Mort de Mazarin, Louis XIV gouverne seul. 1685 Révocation de l'Édit de Nantes.	

	Religion, arts et philosophie	Sciences et techniques
	1307 Dante : <i>La Divine Comédie</i> . 1339 Fondation de l'université de Prague.	1336 Engrenages métalliques et première horloge publique sonnante à Milan. 1377 Métier à tisser à Bristol. Écluses sur les canaux aux Pays-Bas.
	1450 Les arts de la Renaissance rivalisent avec les arts religieux. v. 1450 Donatello, David, premier nu monumental de la Renaissance.	1414 Extension de l'activité bancaire des Médicis. 1453 Installation de l'imprimerie de Gutenberg à Mayence. 1480 Première impression de la géométrie d'Euclide.
	1503 Michel-Ange : David. 1509 Naissance de Calvin. 1511 Érasme : <i>Éloge de la folie</i> . 1513 Machiavel : <i>Le Prince</i> . 1516 Thomas More : <i>L'Utopie</i> . 1580 Montaigne : <i>Les Essais</i> . 1590-1610 Shakespeare : œuvres.	1509 Première montre. 1534 Premières cartes de Mercator. 1540 Michel Servet découvre la circulation du sang. 1543 Nicolas Copernic : <i>De revolutionibus orbium coelestium</i> .
	1635-1659 Tragédies de Corneille. 1637 Descartes : <i>Discours de la Méthode</i> . v. 1650 Début de l' <i>Enlightenment</i> en Angleterre. 1651 Hobbes : <i>Le Léviathan</i> . 1661-1675 Spinoza : <i>L'Éthique</i> . 1667-1694 Racines : œuvres. 1689 « Bill of rights » en Angleterre. 1690 Locke : <i>Essais sur l'entendement humain</i> .	1600 Kepler : tables trigonométriques. 1610 Télescope de Galilée. 1614 Les logarithmes. 1640 Pascal : <i>Essai sur les coniques et machine à calculer</i> . 1656 Huyghens découvre les satellites de Saturne. 1664 Calcul différentiel : Newton, Leibniz, Pascal.

Dates	Politique	
XVIII ^e s.	1715 Mort de Louis XIV, Régence. 1723 Avènement de Louis XV. 1740 Frédéric II, roi de Prusse. 1756 Guerre des Sept Ans. 1774 Avènement de Louis XVI. 1776 Déclaration d'indépendance des USA. 1789 Révolution française. 1799 18 Brumaire de Napoléon.	
XIX ^e s.	1804-1814 Premier Empire napoléonien. 1815 Waterloo. 1815-1824 Charles X, roi de France. 1830 Révolution en France. 1830-1848 Louis-Philippe. 1864 Première Internationale. 1852-1870 Second Empire napoléonien jusqu'à la guerre Franco-Allemande de 1870. 1861-1865 Guerre de Sécession aux USA. 1871 Unification de l'Allemagne. Commune de Paris, III ^e République.	
XX ^e s.	1914-1918 Première Guerre mondiale. 1917 Révolution bolchevique en Russie. 1929 Crise économique mondiale. 1933 Hitler est nommé chancelier. 1939-1945 Seconde Guerre mondiale. 1953 Mort de Staline. Comptes rendus des « crimes de Staline ». 1955 Émergence de la notion de Tiers Monde. 1960 Développement de l'idée de l'Europe. 1968 Débuts des mouvements écologiques. 1973 Commencement de la crise économique et de l'expansion du chômage.	

	Religion, arts et philosophie	Sciences et techniques
	v. 1700 Début du siècle des LUMIÈRES en France, après l'Angleterre. 1748 Hume : <i>Enquête sur l'entendement humain</i> . Montesquieu : <i>De l'esprit des lois</i> . 1751 Rousseau : <i>Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes</i> . 1756 Voltaire : <i>Candide</i> . 1776 Adam Smith : <i>La Richesse des Nations</i> . 1781 Kant : <i>Critique de la raison pure</i> .	1705 Première machine à vapeur. v. 1750 RÉVOLUTION INDUSTRIELLE en Grande-Bretagne. 1759 Première manufacture de toiles imprimées. 1771 Travaux de Lavoisier en chimie. 1790 Métier à tisser de Jacquard. 1793 Télégraphe de Chappe. 1796 Hypothèse cosmologique de Laplace. 1799 Éclairage au gaz.
	1807 Hegel : <i>Phénoménologie de l'esprit</i> . 1846 Proudhon : <i>Philosophie de la misère</i> . 1852 Comte fonde le positivisme. 1867 Marx : <i>Le Capital</i> . 1880 Zola : œuvres Nietzsche : <i>Ainsi parlait Zarathoustra</i> . 1896 Premier jeux olympiques de l'ère moderne.	1830 Développement du chemin de fer. 1852 Urbanisme de Haussmann à Paris. 1866 Mendel : fondements de la génétique. 1870 Travaux de Pasteur, Claude Bernard, Pierre et Marie Curie.
	1900 Freud : <i>L'Interprétation des rêves</i> . 1913 Développement de l'expressionnisme allemand. Esprit Dada et débuts du surréalisme. 1918 Lénine : <i>L'État et la révolution</i> . 1932 Développement du thème de l'État Providence. 1936 Keynes : <i>Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie</i> . 1937 Sartre : <i>La Transcendance de l'ego</i> . 1947 Heidegger : <i>Lettres sur l'humanisme</i> . 1948 Déclaration Universelle des Droits de l'Homme adoptée par les Nations Unies.	1900 Planck élabore la théorie des quanta. Ouverture de la première ligne de métro à Paris. Premiers vols en avion. 1905 Einstein : relativité restreinte. 1907 Blériot travers la Manche. 1912 Funk découvre les vitamines. 1965 Vols dans l'espace. Développement des utilisations du nucléaire.

DU TROC JUSQU'AUX PIÈCES DE MONNAIE ET AUX BANQUES DANS L'ANTIQUITÉ

ÉCONOMIE DE REDISTRIBUTION
À L'AUBE DE L'HISTOIRE AU IV^e MILLÉNAIRE AV. J.-C.

Économie de redistribution aux prémices de l'Histoire

Au néolithique, les nomades chasseurs-cueilleurs de la préhistoire s'étaient sédentarisés. Pour un approvisionnement plus régulier, ils tiraient parti de l'élevage sur les terrains incultes et de l'agriculture dans les champs rendus arables par l'irrigation et d'autres techniques. Les communautés s'étaient approprié des territoires. Elles s'étaient regroupées en villages, puis en villes fortifiées ou en cités-États. Parallèlement, les autorités se sont détachées du peuple imbibé de croyances et de religion. Les sorciers sacralisés en prêtres, les guerriers adoués en nobles, les plus malins intronisés en rois et les autres accointances des dieux décidaient pour le peuple dévot. Les pouvoirs religieux et politiques se confondaient. Ils ne se sont distingués que lentement par la suite, sans véritablement se séparer.

Au IV^e millénaire, les autorités, les rois, et les prêtres collectaient la production « en nature ». Ils ponctionnaient intégralement la production, ou ils l'imposaient selon le terme moderne. Souvent le peuple l'offrait spontanément dans les temples. Ensuite, les autorités éclairées par les messages divins interprétables dans les augures ou dans les astres

centralisaient la redistribution de ces biens produits. La mise sur pied de services communs émanait de cette redistribution, spécialement dans les domaines militaires ou religieux pour prévenir des attaques des démons réels ou imaginaires. Le rang, le statut d'esclave ou d'homme libre, ou l'occupation civile, religieuse ou militaire quantifiaient les rations de la production redistribuée. Comme annoncé dans le prologue, l'« économie » est la science de la répartition des ressources, toujours limitées par les moyens de production, pour satisfaire la consommation le mieux possible. Au début, la simple et autoritaire redistribution de la production organisait l'économique. L'économie de redistribution était comparable à une imposition totale des revenus de la production avant la répartition de ceux-ci.

Avec les siècles, les villes s'étendaient, et l'administration de l'économie de redistribution prenait une tournure complexe. Dans le Croissant Fertile entre l'Euphrate et le Nil, les besoins de mémorisation comptables et administratifs instiguaient l'invention de l'écriture. Les rois établissaient également des quantités ou des mesures de ponction et de redistribution étalonnées en poids, en pieds, en pouces ou en coudées royales. Vers la fin du IV^e millénaire av. J.-C., les premiers hiéroglyphes apparaissaient en Égypte, et d'autres pictogrammes marquaient des morceaux d'argile le long de l'Euphrate, dans le pays de Sumer. À l'aube du III^e millénaire av. J.-C., des textes élaborés s'inscrivaient sur des tablettes d'argiles. En quelques siècles, les signes de l'écriture progressaient pour formuler des idées, pour promulguer des lois, ou pour relater des épopées. Cette invention fondamentale n'a eu de cesse de se propager. L'Histoire commençait avec l'Antiquité racontée sur des murs en pierre ou sur des tablettes d'argile.

Codes et références dès le III^e millénaire av. J.-C.

Dès les débuts de l'écriture, les rois promulguaient des codes pour établir les principes de droit et de justice. Le

« Code d'Hammourabi » du premier quart du II^e millénaire était le plus fameux d'entre eux. Les règles à respecter, les sanctions en cas de manquement recouvraient ainsi des tablettes d'argiles d'écritures ou des stèles de gravures.

Les règles et les sanctions devaient parfois être chiffrées pour établir les quantités, les salaires à payer ou les indemnités à délivrer en cas de jugement suite à une plainte. Par souci de simplification des codes et des lois, un unique bien principal définissait les quantités ou les montants de ces règles et ces sanctions. Le grain constituait souvent ce bien central. Un rapport au grain référençait autoritairement ou religieusement les valeurs relatives des autres biens. Un autre bien équivalent au grain pouvait ainsi régler l'apport ou l'amende selon le code et ses lois avec ses mesures royales ou divines.

L'or et l'argent, références de valeurs dès la deuxième moitié du III^e millénaire av. J.-C.

L'or et l'argent étaient presque des biens comme les autres. Seule la rareté naturelle de ces métaux les différençait des autres valeurs. Parfois, leur acquisition nécessitait l'importation d'autres contrées qui recelaient des gisements aurifères ou argentifères. De plus, les mineurs s'épuisaient à excaver des pépites hors de montagnes de minerai. L'orpillage hors de milliers de seaux d'eau n'était pas non plus une sinécure. La fonte du métal brut hors du minerai nécessitait un paquet de bois pour les feux des fours. L'or et l'argent inspiraient le respect par la débauche d'efforts du mineur et de l'orpilleur jusqu'à l'orfèvre.

Par ailleurs, l'or et l'argent reflétaient mystiquement la lumière. Ils avaient la couleur du Soleil ou de la Lune. L'or et l'argent ont toujours fasciné les hommes. Les bijoux d'or et d'argent étaient esthétiques, durables, inaltérables. Ils ne se ternissaient pas au contact de la sueur, et ils n'irritaient pas la peau. Dès lors, les rois et les prêtres ont utilisé l'or et l'argent pour asséner leur magnificence ou pour récompenser les plus

fidèles en leur passant des médailles dorées ou argentées autour du cou. Les serviles congénères du royaume ou du temple révéraient une couronne en or sur le crâne. Ornaments somptueux et clinquants d'or ou d'argent étaient des symboles vénérés et associés à la richesse et au pouvoir. Les rois et les prêtres, en mal de persuasion de leurs sujets, recherchaient et demandaient avidement ces métaux.

La valeur de ces métaux rares et demandés s'élevait en conséquence. Ces métaux étaient dits « précieux ». Les orfèvres et les bijoutiers fournisseurs des puissants les échangeaient sans sourciller contre un volume important d'autres biens communs. Dès la deuxième moitié du III^e millénaire av. J.-C., l'argent-métal servait de référence de valeur pour les autres biens produits dans les codes et les lois. L'or-métal était trop rare que pour être adéquat pour régler les comptes des apports codifiés selon les lois. L'argent-métal remplaçait le grain comme référence centrale des quantités et des montants dans les codes et ces lois. Par exemple, au début du II^e millénaire av. J.-C. et deux siècles avant Hammourabi, le code du roi Eshnunna de Mésopotamie du Nord stipulait une compensation d'une « mina » d'argent (environ 500 grammes) en cas de morsure du nez. Une amende de 10 « shekels » d'argent, soit six fois moins de métal que la sanction précédente, punissait une gifle à la face.

Besoins de prêtres

En parallèle à la redistribution, les prêtres pouvaient avancer une part des revenus à redistribuer dans les temps à venir. Les autorités accordaient ces prêts à partir des réserves collectées dans les temples. Un citoyen pouvait souhaiter un prêt qu'il justifiait par des salaires des d'ouvriers agricoles ou d'autres raisons. Les codes réglementaient également les remboursements de ces prêts. Ils prévoyaient même des intérêts, souvent pour éviter des charges d'intérêts abusives. En accordant ces prêts, les prêtres répondaient doublement à leur vocation : ils s'attiraient la reconnaissance de leurs

contemporains, et ils contribuaient à la gloire des dieux par les bénéfices sur les revenus issus des intérêts.

Des traces archéologiques du I^{er} millénaire av. J.-C. attestent de l'existence de prêts. Les prêts étaient accordés le plus souvent en grains ou en métal précieux. Chronologiquement, les premiers prêts étaient en grain. L'argent-métal a ensuite été préféré pour constituer la somme avancée, car ce métal ne pourrissait pas contrairement au grain. L'argent-métal remplaçait le grain comme référence de valeur, surtout en Mésopotamie. Par exemple au début du II^e millénaire, une tablette d'argile retrouvée détaillait un prêt. Les inscriptions stipulaient un prêt en argent-métal accordé par un temple, ainsi que les modalités de son remboursement prévu à la saison des récoltes.

L'autre référence de la valeur de l'argent-métal ou du grain

Les autorités ne sont pas l'origine exclusive d'une définition arbitraire de la valeur de l'argent-métal par rapport aux autres biens. Pourquoi un panier de fruits valait-il un certain poids en shekels d'argent-métal ? Un panier de fruits ne valait pas un certain poids en shekels d'argent-métal, parce que les rois ou les prêtres l'avaient arbitrairement décidé. Même si le rôle de l'État a été important, les historiens n'acceptent pas sa prépondérance dans la définition de la valeur de référence de l'argent-métal ou du grain, donc de la valeur relative des biens entre eux.

En fait, l'économie de redistribution ne régula pas intégralement la répartition de la production. Les autorités ne contrôlaient pas totalement la vie des gens. Plus les villes s'étendaient, plus la population croissait, et plus le régime tendait à s'assouplir. Au fil des siècles, les autorités ont relâché leur emprise sur le peuple. En marge de l'économie de redistribution, une économie d'échanges, de prêts de biens et de production secondaire s'était épanouie. Les autorités ne ponctionnaient pas entièrement la production. L'économie

était mixte, à cheval sur la redistribution et sur les échanges exonérés de l'imposition des autorités. Ainsi, l'économie d'échanges, que nous allons étudier, déterminait aussi la valeur de la référence de l'argent-métal ou du grain.

Avec la référence de valeur et les possibilités de prêts, l'argent-métal ou le grain avaient deux des caractéristiques de la « monnaie ». Cependant, la monnaie se définit par plus que ces deux caractéristiques. La monnaie est effectivement un objet ou un bien utilisé pour acquitter les paiements, pour tenir la comptabilité, pour octroyer des prêts, mais la monnaie représente également un objet manipulé par une grande partie des individus. Selon cette définition, l'argent-métal utilisé en Mésopotamie n'était pas encore complètement une monnaie. D'autres biens servaient à acquitter les échanges, indépendamment du fait qu'ils étaient eux-mêmes référencés en argent-métal. Souvent, une large partie de la population échangeait les biens directement les uns contre les autres, sans passer systématiquement par un intermédiaire monétaire. Nous y reviendrons plus en détail dès le point suivant.

Le développement de la monnaie couplé à l'évolution de l'économie de la redistribution jusqu'aux échanges continuait sa longue Histoire. L'économie de redistribution a subi une mutation étalée sur des millénaires vers l'économie d'échanges entre individus qui échappait au contrôle des autorités. Les nouveaux outils monétaires sont allés de pair avec cette évolution de l'économie. Les outils monétaires ont même été des catalyseurs de ce long cheminement. Le conflit entre la redistribution par les autorités et les échanges entre les individus a pris place dans tous les royaumes. L'évolution a eu un rythme différent d'un pays à l'autre. Par exemple, vers le VII^e siècle av. J.-C., Babylone avait une économie plus mixte et moins rigide que l'Égypte voisine de la même époque.

Dans l'Histoire, des contre-exemples de civilisations sans monnaies existent. Parmi ces exemples, les Incas avaient une organisation sociale très stratifiée, et un système de planification centralisé et rigide. Dès lors, ils avaient moins besoin de l'usage d'une monnaie. Les Incas ont néanmoins atteint un

haut niveau de civilisation, sans écriture pour l'administration, et sans monnaie pour l'économie. Restons-en dans ces pages aux civilisations concernées par la monnaie. À présent, étudions l'autre aspect de l'origine de la valeur de la monnaie. Redéfinissons la monnaie et les prêts au travers des marchés, du commerce et finalement des banques.

TROC ET MARCHÉS PARALLÈLEMENT À LA REDISTRIBUTION AU III^e MILLÉNAIRE AV. J.-C.

Production spécialisée et échangée

Dans l'économie de redistribution comme dans l'économie d'échanges, les tâches se spécialisaient progressivement autour des villes ou des cités. Les hommes n'étaient plus tous chasseurs-cueilleurs. Ils étaient prêtres, nobles, libres ou esclaves. Ils priaient, ils régnaient ou ils travaillaient comme agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, mineurs, sculpteurs, potiers, tisseurs, cordonniers, ferronniers, etc. Chacun s'était spécialisé dans une tâche afin qu'elle soit plus productive et qu'elle fournisse de meilleures conditions de vie à la communauté.

Depuis le néolithique, à l'intérieur ou surtout à l'extérieur de la communauté, les individus échangeaient leur production de biens et de services spécialisés avec celle des villageois ou des citadins voisins. Ces échanges faisaient profiter l'autre individu d'un avantage technique. Avec l'échange de viande contre des outils, un boucher produisait davantage ou avec des procédés plus économes. L'artisan d'outils trouvait plus intelligent de fabriquer un outil pour l'échanger contre un pain nutritif que de produire lui-même un pain malingre. Le monde extérieur ou étranger profitait ainsi d'une mine de fer, d'une rivière poissonneuse, de terres fertiles, ou d'un autre avantage géographique. Les hommes des communautés ou des régions échangeaient pour améliorer leur quotidien. Parfois, ces échanges étaient vitaux. Par exemple, du poisson acquis

contre du grain fournissait une alimentation plus équilibrée à l'éleveur de bétail en plein engraissement.

Production troquée au marché local

Dans l'économie de redistribution, les cultivateurs et les éleveurs devaient apporter leur production au temple. En marge de l'économie de redistribution, ils complétaient l'apport à leur famille par une production secondaire. Cette production était plus ou moins importante en fonction de la rigidité du système. De plus, les revenus redistribués sous forme de grains ou d'argent-métal ne pouvaient être ingérés intégralement ou directement. Dans la pratique, ils étaient destinés à être échangés.

Dès lors, un lieu de rencontre était convenu pour la présentation de ses surplus à échanger. Un même rendez-vous pour échanger à l'endroit le plus accessible et à un jour fixe. Ce lieu de rencontre était le « marché » ou la foire rurale au cœur de l'économie d'échanges ou plutôt de l'« économie de marché ». Les excédents, les réserves, les outils, les butins ou le savoir-faire étaient échangés dans ces marchés urbains ou ruraux. Deux caisses de fruits contre une amphore d'huile. Un poisson séché contre une coupe de cheveux. Cet échange de sacs de grain, de tonneaux de poisson, de coudées de corde, ou de têtes de bétail contre un autre bien s'appelait le « troc ». Même s'il était référencé en grain ou en argent-métal, selon les valeurs codifiées par l'économie de redistribution, l'échange sous forme de troc était la règle dans cette économie de marché. Un bien s'échangeait souvent directement contre un autre bien, et occasionnellement contre du grain ou de l'argent-métal.

Troc entre contrées hors économie de redistribution

Dans les premiers millénaires de l'Histoire, ce sont surtout les échanges entre pays, cités-États ou contrées qui ont décloisonné l'économie de redistribution. L'importance de

ces échanges entre régions venait de la neutralité des « négociants » étrangers. Avec leurs chariots à roues et leurs bateaux, les négociants s'ingéniaient à regrouper et à transporter les différentes marchandises des producteurs locaux pour aller les échanger plus tard et plus loin. Les marchands se rendaient surtout dans les marchés des ports fluviaux ou maritimes. Ils étaient souvent étrangers et ils défendaient leur neutralité envers la cité-État ou envers le royaume, sous peine de ne plus revenir décharger leurs cargaisons exotiques et appréciées. À l'intérieur du pays, des considérations de droit, des obligations religieuses et d'autres comportements propres à l'économie de redistribution, restreignaient les échanges.

Au début du II^e millénaire av. J.-C., les Phéniciens (de l'ancien Liban) avaient étendu leur réseau commercial par terre et ensuite par mer avec leurs flottes de « bateaux ronds » propulsés à la voile. Les Phéniciens profitaient ainsi pleinement de leur situation géographique à la jonction des routes et des mers entre la Mésopotamie et l'Égypte. Toujours pour le développement de leur société mercantile, les Phéniciens utilisèrent même l'écriture sémitique voisine qui avait été simplifiée en un alphabet de moins de 30 caractères. Ils exportaient du bois de cèdre et de pin, des tissus de lin, des vêtements teints en pourpre, des broderies, des outils métalliques, du verre, de la faïence, du vin, du sel, du poisson séché. En échange, ils importaient du papyrus, de l'ivoire, de l'ébène, de la soie, de l'ambre, des épices, des chevaux, du cuivre, de l'or, de l'argent, des bijoux et des pierres précieuses. Ils faisaient également transiter les biens entre l'Égypte, Babylone et les caravanes de la péninsule arabique qui transportaient des épices, de la soie et de l'encens venus de l'Inde et de l'Extrême-Orient dès le I^{er} millénaire av. J.-C.

La valeur des échanges aussi selon négociations et marchandages

Sur les marchés et les foires, les négociations et le marchandage quantifiaient le rapport des échanges de biens.

Les valeurs relatives des biens se décidaient après marchandages en fonction des besoins et des arguments des uns et des autres. Chacun avait ses références et ses repères pour supputer les valeurs et toper les quantités proposées de l'échange.

Souvent la journée de travail était un point central de comparaison et de négociation. Par exemple, une journée en forêt empilait 10 fagots de bois pour fumer 200 livres de poisson. Une livre de sel salait 5 livres de poisson. Par comparaison à la production et à la conservation du poisson, on acceptait de payer 10 fagots de bois contre 40 livres de sel. Dans la foulée, une journée de travail valait 40 livres de sel. Aussi, si une journée de pêche capturait 50 livres de poisson dans les filets, alors 10 livres de poisson valaient 8 livres de sel. Chacun mémorisait ensuite ces valeurs relatives au fagot de bois, à la journée de travail, au seau de poisson, ou à la livre de sel. Ces valeurs mémorisées intervenaient dans les négociations postérieures. Si l'échange habituel tournait autour de trois livres de poisson pour une livre de sel, deux livres de poissons ne valaient pas une livre de sel sans justification.

L'on peut concevoir que les biens s'échangeaient en partie selon les tarifs codifiés en grains ou en poids d'argent-métal d'après les principes de l'économie de redistribution. Réciproquement, les tarifs codifiés se sont peut-être inspirés des valeurs négociées dans les marchés et les foires locales ou dans les ports fréquentés par les Phéniciens.

Les valeurs variaient au fil des saisons. Elles oscillaient selon les négociations entre l'« offre » des biens étalés sur les échoppes des fournisseurs et la « demande » en biens des clients présents dans les allées du marché. Les variations de l'« offre » et de la « demande » déterminaient les fluctuations des valeurs des biens. En toute liberté, chacun agréait ou non une valeur exigée, ou alors il attendait la dernière heure du marché en espérant la liquidation des stocks périssables pour une bouchée de pain. Chacun était libre de refuser la valeur du poisson, si son estomac n'était pas vide. L'abondance ou la pénurie des récoltes étaient des contraintes décisives dans les négociations et les marchandages des valeurs des échanges.

Les niveaux des stocks et l'urgence des besoins influaient sur les valeurs et sur les quantités des échanges.

Les négociants, tels les Phéniciens, étaient les spécialistes des valeurs des échanges au quotidien et aussi à terme. Ils essayaient d'échanger à faible valeur ici, pour obtenir une meilleure contrepartie là-bas. Ils achetaient une livre de sel au bord de la mer salée, et ils la revendaient avec profit au pied des montagnes. Le sac de blé ne s'échangeait pas contre la même quantité d'eau en plein désert ou près d'un puits. L'estimation d'une valeur ultérieure n'a jamais été évidente ou aisée. Tout un art ou une science en-soi pour les producteurs, les consommateurs, et les négociants. Le négociant acquiesçait les valeurs des biens du marché local en fonction des marges bénéficiaires espérées au marché étranger. Le négociant rusé s'informait des bonnes pêches du jour. Il tenait compte de la saison, des coutumes, des envies, des codes et des valeurs en vigueur en Égypte ou à Babylone pour anticiper les fluctuations des valeurs des biens.

DE L'ÉCHANGE CONTRE UN « BIEN INTERMÉDIAIRE » JUSQU'AU COMMERCE EN MONNAIE

Échanges contre des « biens intermédiaires » dès le néolithique

Dans les marchés du néolithique jusqu'à ceux des premiers millénaires de l'Histoire, l'échange contre un « bien intermédiaire » a graduellement remplacé le troc. Le producteur échangeait son bien, non pas directement contre le bien désiré, mais contre un « bien intermédiaire ». Un « sac de sel » était un exemple de « bien intermédiaire ». Ce « sac de sel » serait certainement écoulé plus tard au marché local ou régional contre un bien désiré. La nécessité du sel pour conserver la viande et le poisson rendait infaillible la demande de « sacs de sel ». Avec les siècles, l'échange contre des « sacs de sel » a

détrôné l'échange exclusif contre le bien désiré, donc le troc pur. Le poids de sel ou le « sac de sel » a effectivement été utilisé comme « bien intermédiaire ». Les mots « salaire » et « solde » ont d'ailleurs dérivé de « sel ». Les récits de Marco Polo sur les tribus primitives décrivaient également ces coutumes d'échange.

Continuons les explications avec les « sacs de sel » sans ignorer les différents « biens intermédiaires » de l'Antiquité. Ainsi, le bétail en têtes de vaches, buffles, chèvres, moutons ou chameaux a servi de « bien intermédiaire ». Signalons que le mot latin « pecus » se traduit par « bétail » en français et a donné « pécuniaire ». Le bétail n'était pas une unité flexible ou discrète comme le « sac de sel », car un fractionnement en quarts de vache pour l'échange écartait la possibilité de conservation. Il se conservait aussi difficilement sans pâturage. Le bétail était un « bien intermédiaire » répandu, mais le « sac de sel » est plus pertinent pour les explications. Citons d'autres « biens intermédiaires » comme l'argent-métal et le grain stipulés dans les codes de l'économie de redistribution, comme les barres de cuivre toujours salutaires pour fabriquer des outils et des armes, comme le stère de bois pour cuisiner et fumer des aliments, ou comme le muid d'orge pour nourrir le bétail en mauvaise saison.

Pour référencer et compter en mémorisant les prix

Sa commodité pour échanger représentait la première raison de l'usage du « bien intermédiaire ». Les négociations et les marchandages au marché ne nécessitaient plus une mémoire d'éléphant pour garder en tête les valeurs et les références des échanges en troc. Plus besoin de se souvenir qu'une jarre d'huile d'olive valait deux amphores de vin, qu'un bœuf s'échangeait contre 30 poulets, et qu'un couteau ne s'obtenait pas à moins d'un baril de poisson salé. Un rappel en nombre de « biens intermédiaires » était vite venu dominer les débats. Les multiples valeurs relatives entre biens étaient oubliées pour quelques références par rapport à un unique

« bien intermédiaire ». Seul le nombre de « sacs de sel » se fixait en mémoire pour chiffrer l'échange contre une livre de viande, contre une jarre d'huile, ou contre une amphore de vin. La quantité chiffrée en « bien intermédiaire » servait de point de repère pour les valeurs des échanges. Ces références, ou cet étalon de mesure s'appelaient le « prix ». Il signifiait le montant à payer en nombre ou en quantité de « biens intermédiaires » pour obtenir le bien désiré. Il s'imposait comme un critère prééminent pour les prochaines négociations et marchandages au marché. Sans explications additionnelles, payer 5 « biens intermédiaires » n'était pas justifié si 4 suffisaient la veille.

Le « prix » en « biens intermédiaires » était apprécié pour les échanges triangulaires : X a du poisson et voulait acquérir un filet de pêche. Y a un filet et souhaitait une jarre d'huile. Z a une jarre d'huile et recherchait du poisson. Un « prix » en « bien intermédiaire » comme le « sac de sel » facilitait l'échange. Chacun séparément, X, Y et Z échangeaient leur bien contre des « sacs de sel ». Ensuite, ils payaient avec les « sacs de sel » obtenus contre le bien désiré lors d'une deuxième négociation. C'est ce qu'on appelle parfois la « double coïncidence ». Les échanges selon des « prix » mémorisés en « sacs de sel » offraient un gain de temps considérable. Quelques instants suffisaient pour échanger à une personne à la fois, toujours intéressée par des « sacs de sel ». Avec le troc, chacun passait par des négociations interminables. X, Y et Z devaient se localiser et négocier avant l'échange. Tous couraient les uns vers les autres pour négocier une valeur en fonction d'une autre. Le temps perdu au marché laissait aussi moins de temps pour pêcher, cultiver et remplir les ventres.

Le « prix » simplifiait le calcul du moindre « coût » pour résoudre un problème compliqué d'une combinaison d'achats impératifs pour la solution. La somme des « coûts » donnait le « prix de revient », qui servait de base pour négocier un « prix de vente ». Par exemple, comment acheminer une cargaison : par voie d'eau, de route ou une combinaison des deux ? Comment choisir la solution la meilleur marché en comparant les valeurs du troc ? Comment comparer les 5 fagots de bois demandés par le batelier avec les 20 livres de poisson exigées

par le charretier ? Le risque existait de choisir la solution la plus chère en fonction des valeurs de troc non mémorisables. Le comptage selon les « prix » en « sacs de sel » clarifiait la comparaison des « coûts » de transport.

Pour postposer la dépense en épargnant les surplus

La deuxième raison de l'usage d'un « bien intermédiaire » comme le « sac de sel » se déduisait de son utilité. Le sel était apprécié pour saler et conserver la profusion de poisson frais. Le poisson salé remédiait à un jour de carence, de pêches misérables ou de vaches maigres. Il s'échangeait après un long transport contre du gibier fumé des lointaines forêts pour rompre la monotonie de l'alimentation du littoral. Bien sûr, le poisson salé se conservait jusqu'à un échange contre de la viande dodue, sans forcément être échangée contre la maigre viande du jour. Les réserves de poisson salé s'échangeaient pour une meilleure contrepartie, lors d'un contexte plus opportun.

Le sel lui-même ne pourrit pas et peut être conservé contrairement à des cruches de lait troquées. Le « sac de sel » s'échangerait toujours au marché contre de la viande et du poisson. Bienheureux les exploitants des marais salants ou de la carrière de sel, car ils écoulaient aisément leur production. Pour saler la viande, les villages des prairies appréciaient toujours les « sacs de sel » des marais salants. Pour conserver le surplus de poisson, les pêcheurs nécessitaient des « sacs de sel ». Le « sac de sel » serait échangé au plus offrant des producteurs de viande ou de poisson. Les « sacs de sel » en réserve seraient troqués a posteriori plus avantageusement contre des biens désirés que contre du poisson salé ou de la viande fumée.

Dès lors, les excédents de la pêche et des récoltes s'échangeaient contre des « sacs de sel ». Les réserves de « sacs de sel » étaient entassées. Ces réserves de « sacs de sel » garantissaient la possibilité d'un échange ultérieurement contre des denrées disponibles dans les villes voisines. Le

« sac de sel » offrait l'opportunité de biens « meilleur marché ». Les aléas du quotidien se trouvaient atténués par les « sacs de sel » épargnés. Les repas n'étaient plus seulement tributaires des jours de bonne pêche, des réserves de poisson salé ou de stocks de viande fumée. Les bouches étaient mieux nourries après des échanges au marché contre des « sacs de sel ». L'épargne en « sac de sel » reconfortait les hommes face à l'angoisse d'une pénurie.

Du « bien intermédiaire » jusqu'à la monnaie

Les habitudes s'installaient dans les marchés. Les biens n'étaient plus échangés directement les uns contre les autres, comme de l'huile échangée contre le poisson désiré. L'huile s'échangeait indirectement par l'intermédiaire des « sacs de sel » contre le poisson salé. L'amphore d'huile s'échangeait d'abord contre des « sacs de sel », et ensuite ces « sacs de sel » s'échangeaient contre le baril de poisson. Le troc pur avait disparu.

Les hommes avaient confiance en l'utilité du « sac de sel ». Jamais ils ne doutaient de pouvoir l'échanger par après. Peu à peu, les négociants oubliaient qu'un « sac de sel » salait 5 livres de poisson. Dans la balance, seul pesait le prix en nombre de « sacs de sel » ou en poids brut de sel. Le « sac de sel » était alors le bien de référence, l'intermédiaire presque abstrait dont la valeur intrinsèque avait été oubliée. Le « sac de sel » se mettait à circuler de main en main sans être consommé. Le « sac de sel » n'était plus un « bien intermédiaire » consommable, mais une valeur numéraire ou « monnaie » pour compter en prix, acquitter le paiement (pouvoir libérateur), et postposer les échanges. Le « bien intermédiaire » avait été considéré jusqu'alors comme une protomonnaie. En circulant, la protomonnaie évoluait vers la monnaie : un simple instrument pour compter, acquitter, mettre en réserve ou épargner sans consommer. Les échanges se muaient en « commerce » avec « vente » et « achat » contre monnaie. Les négociants en biens se drapaient en commerçants en monnaie.

La transition s'est étalée sur des millénaires depuis les échanges contre « biens intermédiaires » jusqu'au commerce en monnaie « pure ». La monnaie sera pure lorsque le « bien intermédiaire » « non consommé » aura évolué en monnaie « non consommable » et sera utilisée pour les transactions par l'ensemble de la population. Ce stade sera atteint avec des monnaies symboliques en pièces de cuivre ou en billet de papier. La monnaie se transformera alors en un simple « outil de paiement et d'épargne », inutilisable à une fin comestible comme le « sac de sel ». Au cours de l'Histoire monétaire, la monnaie n'a cessé de s'éloigner de la référence à l'utilité d'un « bien intermédiaire » consommable pour s'estomper en une référence reconnue mais abstraite. Avec les siècles, les méprises quant à la valeur intrinsèque de la monnaie se sont multipliées. La monnaie s'enfonçait dans l'incompréhension, de pair avec les manipulations monétaires.

La nuance entre « bien intermédiaire » et « monnaie » est ténue, et surtout destinée à mieux expliquer la « monnaie ». Cette scission entre ces deux définitions est propre à cet essai. D'autres ouvrages préfèrent utiliser le terme de « monnaie marchandise » à la place du terme du « bien intermédiaire ». Ce terme qui inclut la notion de monnaie plonge dans l'équivoque. Il exclut une scission nette entre les deux notions. Dans ces pages, le « bien intermédiaire » plus parlant s'est substitué à ce terme ambigu.

Préalable au choix de la monnaie

La sélection du « bien intermédiaire » comme monnaie a longtemps été indécise dans les marchés du néolithique et de l'Antiquité. L'usage du « sac de sel » a fini par disparaître. Cette monnaie était susceptible de procurer trop d'atouts aux producteurs de sel. Si les techniques de production de sel s'amélioraient soudainement, les producteurs étaient à même de gruger les tenanciers des échoppes du marché. Les produits s'achetaient et se vendaient en fonction des prix mémorisés en « sacs de sel ». Les producteurs de sel raflaient l'entièreté de

la viande à un marché habitué à vendre la livre de viande pour 2 « sacs de sel ». Conscient du privilège du producteur de sel, le « bien intermédiaire » du « sac de sel » inspirait méfiance. Ce désaveu mettait des bâtons dans les roues du commerce en monnaie « sacs de sel ». Le « sac de sel » restait considéré comme un « bien intermédiaire » plus que comme une monnaie à l'usage familial et généralisé.

Les producteurs et les commerçants de biens devaient dénicher un autre « bien intermédiaire » plus laborieux à produire, et qui risquait moins de privilégier son fabricant. Un tel « bien intermédiaire » acquitterait les paiements, tout en assurant la possibilité d'épargner en conservant une bonne valeur. Aucun détenteur de « bien intermédiaire » ne souhaitait mourir de faim parce que la viande s'était envolée du marché, achetée par le producteur de sel. Ainsi, le « bien intermédiaire » recherché serait digne de confiance pour évoluer en « monnaie ». La circulation d'une monnaie n'était fluide qu'avec les habitudes autorisées par l'apaisement de la méfiance. Quand un « bien intermédiaire » était accepté comme paiement pour son utilité intrinsèque, une monnaie était acceptée comme paiement par la confiance dans les habitudes et dans sa capacité à conserver l'épargne.

Lingots d'or ou d'argent, monnaies appréciées dès le II^e millénaire av. J.-C.

En Mésopotamie ou en Égypte ancienne, les lingots d'or et d'argent étaient troqués au poids. Les métaux précieux d'or et d'argent ont imposé leur usage dans les échanges et dans les prêts comme un « bien intermédiaire » recherché. Jamais ils ne risquaient de proliférer comme les « sacs de sel ». Les métaux précieux n'étaient pas sujets au pourrissement ou aux fluctuations saisonnières des prix comme le grain. Cette stabilité en faisait une référence appréciée par les codes en vigueur dans l'économie de redistribution. Pour estimer la valeur des lingots, la frappe d'une marque ou d'un sceau royal certifiât le poids et le titre de l'or ou de l'argent du lingot sans

composés impurs de cuivre ou de zinc commun. Ce sceau était reconnu pour apprécier le poids et surtout la pureté. Un titre sûr et un bon poids des lingots de métal précieux assurait la liquidité de ce « bien intermédiaire ». Ces lingots étaient encore un « bien intermédiaire » avant d'être une monnaie. Une référence occasionnelle de valeur ne suffisait pas à définir une monnaie. La véritable marque de la monnaie était son usage généralisé dans le commerce.

Dès le I^{er} millénaire av. J.-C., l'influence des marchands étrangers a été importante pour entendre l'usage de l'or et de l'argent-métal comme « bien intermédiaire » ou comme monnaie, selon les sources historiques. Les Phéniciens acceptaient toujours ces lingots en paiement dans le commerce ou dans les marchés des cités. Les commerçants appréciaient ces lingots en paiement qui étaient inertes, aisément manipulés ou comptés, et dont un volume compact représentait une valeur convenable pour les transactions importantes. Du Moyen-Orient à la Méditerranée, ces commerçants-voyageurs parcouraient de longues distances. À l'inverse, le bronze commun pesait lourd pour représenter une contrepartie importante. Les lingots permettaient aussi un placement en une réserve inaltérable, et non multipliable contrairement aux « sacs de sel ». Cet engouement pour l'or et l'argent n'a jamais été infirmé depuis. L'usage des métaux précieux comme « bien intermédiaire » s'est étendu en Méditerranée. Les Grecs l'ont notamment adopté au I^{er} millénaire av. J.-C. Les lingots circulaient ainsi comme une monnaie dont les origines de la valeur avaient presque été oubliées.

Lente évolution de l'économie de redistribution vers l'économie de marché dans l'Antiquité

Dès les premiers millénaires de l'Antiquité, les échanges dans les marchés par le troc, contre des « biens intermédiaires » ou contre de la monnaie ont contribué à la croissance des villes. Les échanges intérieurs ou extérieurs aux communautés, aux villes ou au pays ont été des facteurs importants dans

l'évolution des sociétés et de l'extension de l'usage de la monnaie. Les villes se transformaient en centre de production et de commerce. En chœur, les marchés et les villes ont hâté l'évolution de l'économie de redistribution vers l'économie de marché. Une nouvelle classe urbaine se développait. Elle se composait d'artisans ou de scribes détachés de l'agriculture ou de l'élevage, comme du sacerdoce ou de l'anoblissement.

Les autorités gouvernantes et protectrices des cités n'étaient pas perdantes dans cette économie plus productive par les échanges d'outils, de savoirs et de techniques. Elles pouvaient augmenter les prélèvements de leurs rentes royales selon les principes de la redistribution ancestrale. Elles imposaient toujours la production selon les valeurs du grain en Égypte ou de l'argent-métal en Mésopotamie. Les Pharaons et les Rois couvraient leurs charges administratives et militaires en redistribuant ou en rétribuant leurs serviteurs en « biens intermédiaires » ou en monnaie de grains ou d'argent-métal. Les soldats et les fonctionnaires achetaient ensuite des biens consommables au marché en payant avec du grain ou de l'argent-métal.

L'usage des « biens intermédiaires » ou de la monnaie se répandait. Le grain ou l'argent-métal ont toujours été distribués avec le consentement du peuple. Le peuple n'était jamais rassasié de grain ou d'argent-métal. Le grain et surtout l'argent-métal seraient toujours acceptés par les marchands étrangers. Ces « biens intermédiaires » ou ces monnaies facilitaient les échanges jusqu'au-delà du royaume par le comptage et l'acquittement des paiements. Ils donnaient aussi accès à une épargne sûre, voire impérissable.

PIÈCES DE MONNAIE DÈS LE VII^e SIÈCLE AV. J.-C.

De minuscules lingots frappés d'un sceau royal

Au VII^e siècle av. J.-C., les rois de Lydie (actuelle Turquie) avaient dû lorgner vers les lingots d'or et d'argent marqués

d'un sceau. Selon les indices historiques, les Lydiens ont été les premiers à fondre de minuscules lingots estampillés d'un sceau royal qui en certifiait la légalité, voire le poids. Le nom du premier roi à avoir fondu ces minuscules lingots est inconnu. Les rois intégraient ou imposaient ces micro-lingots dans leur économie de redistribution. Les rois Lydiens fabriquaient ces micro-lingots plutôt qu'il fondait de volumineux lingots, car une poignée de micro-lingots était certainement plus acceptée qu'un indivisible lingot. Les rois lydiens écoulaient ainsi plus aisément le métal d'électrum (alliage naturel d'or et d'argent) extrait de leurs fabuleuses mines ou du limon des rivières Pactole et Hermos.

Par la suite, ces micro-lingots ont reçu le nom de « pièces de monnaie ». Monnaie vient du mot latin « monere » qui se traduit par « avertir » pour signaler la valeur ou le poids du métal de la pièce de monnaie. À moins que l'étymologie du mot n'ait ses racines dans le palais de la Moneta de Rome. Dès l'adoption de l'usage des pièces de monnaie à Rome, l'atelier de fabrication de ces pièces s'installait à la Moneta. Ce palais avait reçu son nom en hommage aux oies du Capitole. Les oies avaient sauvé Rome en « avertissant » l'intrusion des Gaulois dans la ville.

La fabrication des pièces de monnaie consistait à couler des gouttelettes d'or ou d'argent en fusion sur une plaque. Avec les siècles, des rondelles étaient obtenues en coulant le métal en fusion dans un moule. Ensuite, un poinçon estampillait ces rondelles. Par après, un sceau a fini par couvrir l'entièreté de la face de la rondelle, puis l'avvers comme le revers. Pour la « frappe », chaque rondelle était placée entre deux coins, sortes de matrices ou de poinçons. Le choc entre le marteau et l'enclume emboutissait alors la rondelle. Seuls des hommes costauds frappaient les pièces de monnaie. Avec l'énergie du choc, la rondelle prenait la marque des coins. La rondelle s'était transformée en une pièce de monnaie avec des gravures pour authentifier ses origines. Avec les millénaires, la frappe des pièces s'est affinée. Les rondelles ont fini par être découpées dans des plaques métalliques préalablement laminées. À la Renaissance, la presse à vis de l'imprimerie, la presse à

rouleaux de laminage, et la force motrice de chevaux ont remplacé la frappe au marteau pour obtenir des pièces plus uniformes.

Profit sur ces pièces de monnaie

Les pièces de monnaie d'électrum étaient avalisées pour leur valeur faciale selon les codes de l'économie de redistribution. L'économie de redistribution était encore bien en place. Cependant, les motivations de la frappe des pièces n'étaient pas seulement leur commodité pour l'économie de redistribution. La valeur faciale était inférieure à la valeur au poids de la pièce en métal précieux sur les marchés de l'économie des échanges entre contrées. Les autorités engrangeaient un gain réel par rapport aux valeurs des métaux pratiquées dans le commerce hors économie de redistribution. Pour faire avaler cette différence, des symboles religieux variés ont été frappés sur les pièces de monnaie pour en inciter l'accueil comme paiement.

Par contre, les commerçants étrangers acceptaient exclusivement les pièces de monnaie comme argent-métal au poids. L'époque était habituée à traiter avec des poids minuscules, selon la précision des poids des pièces de monnaie retrouvées par les archéologues.

L'influence du commerce étranger entrainait aussi en ligne de compte quant à l'écart entre la valeur faciale des pièces et leur valeur au poids. La valeur au poids des pièces d'électrum était toujours comparable aux valeurs des lingots. Les rois de Lydie ne pouvaient exagérer leur ponction. Sinon les paiements en pièces de monnaie selon les valeurs codifiées étaient rejetés. Difficile de décréter une ponction excessive quand les producteurs et les commerçants risquaient de vendre en cachette contre des paiements plus avantageux. La répression n'a jamais su éradiquer l'économie informelle. D'autant plus que cette économie souterraine s'appuyait sur ces discrètes et incontrôlables pièces pour acquitter les paiements sous la table. Avec ces pièces, l'économie rigide

de redistribution faisait un pas de plus vers l'économie libre de marché.

Pièces d'argent en Grèce dès le VII^e siècle av. J.-C.

Dès le VII^e siècle, l'usage de la pièce de monnaie s'est étendu par les commerçants lydiens aux pays voisins. Ainsi, l'expansion du modèle monétaire lydien fut rapide dans toute la Grèce. La Grèce connaissait déjà des quasi-pièces d'un format irrégulier dans la première moitié du I^{er} millénaire av. J.-C. Ces quasi-pièces étaient perçues au poids selon la quantité de fragments de pièces et de morceaux de lingots retrouvés par les archéologues dans les magots perdus et datés de l'époque de la propagation des pièces de monnaie.

Selon le modèle lydien, les nouvelles pièces grecques uniformes et frappées d'une valeur faciale étaient surévaluées par rapport au poids des quasi-pièces, des fragments et des lingots de métaux précieux dans le commerce. Dès lors, chaque cité veillait à faire circuler ses propres pièces pour plus de gain par surévaluation en poids. L'indépendance politique des cités-États s'affirmait aussi dans la frappe de pièces de monnaie. En conséquence, les pièces de monnaie ont circulé en Grèce sous des formes et des dénominations hétérogènes.

La Grèce avait des mines d'argent. C'est donc la pièce d'argent qui s'est répandue en Grèce. La pièce d'argent convenait également mieux pour des transactions d'un petit montant. L'or de trop forte valeur était thésaurisé sous forme de lingot dans la perspective de transactions importantes. Ces pièces convenaient mieux que les lingots pour les diverses opérations locales ou les rétributions légales, comme les soldes des militaires ou les paiements des fonctionnaires.

La propagation en Grèce de la frappe de pièce de monnaie ne s'explique pas seulement selon des motivations de profit, de commodité relative, ou d'influence du commerce étranger qui se satisfaisait de morceaux de lingots. Une pièce d'argent, même de dimensions réduites, représentait toujours un montant important pour le commerce intra-communautaire. Certaines

nécessités philosophiques ont également motivé cet usage. Dès le VI^e siècle, la naissance du droit, des poids et mesures, et de la démocratie en Grèce ne sont pas neutres par rapport à l'extension rapide de l'usage des pièces d'argent. Les philosophes réfléchissaient aux moyens d'appliquer les lois. L'usage de la pièce de monnaie était adéquat pour accompagner la transition d'une économie de redistribution royale vers une économie de marché démocratique. L'un des mots grecs pour désigner la monnaie, « nomisma », dérive d'ailleurs du mot pour désigner les lois, « nomos ». Pour profiter librement du commerce et des produits étrangers, les pièces étaient indubitablement plus indiquées pour les transactions. Les impulsions vers l'adoption de l'usage de la pièce de monnaie étaient ainsi économiques et philosophiques. Les historiens débattent encore de ces deux piliers de la propagation des pièces de monnaie.

Pièce d'argent au poids en Méditerranée

Les commerçants étrangers assimilaient les pièces à des petits lingots évalués au poids. Comme la Grèce commerçait avec ses colonies de Méditerranée, c'est surtout la pièce d'argent qui s'est répandue dans le monde antique. La pièce d'argent était aussi moins trouble que l'électrum lydien aux proportions d'or et d'argent incertaines. D'ailleurs, avant l'apparition des pièces, le lingot d'argent était déjà la monnaie la plus répandue pour le commerce entre pays. De fait, les pays du Moyen-Orient et de Méditerranée avaient souvent des mines d'argent, rarement des mines d'or et exceptionnellement des gisements d'électrum.

Le bimétallisme en pièces d'or et d'argent dès le VI^e siècle av. J.-C.

Dans le commerce avec l'étranger, les rois lydiens ne profitaient pas pleinement de la valeur des pièces d'électrum

alliées d'or et d'argent. Dans les négociations des échanges, les commerçants tendaient à sous-évaluer l'indéterminable et contestable teneur en or, pourtant de plus forte valeur que l'argent. Les pièces à la coloration suspecte de l'électrum étaient considérées comme une masse d'argent en négligeant l'or contenu dans l'alliage. Les pièces d'électrum lydien étaient comparées sur une balance avec des pièces grecques d'argent ou des lingots d'argent fin.

Au VI^e siècle av. J.-C., la métallurgie des Lydiens parvenait à séparer l'or et l'argent de l'électrum dans une longue procédure de manipulations chimiques en four. Les rois de Lydie ont alors abandonné la frappe des pièces d'électrum. Le roi Crésus de Lydie a probablement été le premier à produire des pièces d'or et d'argent fin à partir de son électrum. Son sceau sur les pièces de monnaie certifiait un titre fin d'or ou d'argent. Un simple pesage avec une balance suffisait à vérifier la quantité intrinsèque des pièces en métal fin, au contraire des alliages au titre incontrôlable. Les commerçants étrangers ne dévaluaient plus les pièces en métal pur comme ils le faisaient pour les pièces impures d'électrum. La Lydie profitait mieux de l'abondance de ses métaux précieux. Dès le règne de Crésus, seule la production de pièces d'or et d'argent fin et d'un poids strict a persisté.

Les codes de l'économie de redistribution déterminaient légalement la valeur des pièces en métaux précieux affinés pour le commerce entre lydiens. Ces pièces d'or et d'argent constituaient un système monétaire qualifié de « bimétallique ». Le système monétaire bimétallique impliquait d'établir un rapport fixe de conversion entre les pièces d'or et les pièces divisionnaires d'argent. Par contre, un système monétaire d'or et d'argent n'était pas considéré comme bimétallique si les pièces d'argent côtoyaient les pièces d'or avec un échange au poids fixé selon le bon vouloir aléatoire de la rue.

Dans le système bimétallique, chaque pièce d'or ou d'argent avait une valeur et un poids fixe précisés dans les lois. Comme l'or avait une valeur plus forte que l'argent, une pièce d'or équivalait à un nombre défini de pièces d'argent divisionnaires. Un rapport légal existait entre les poids d'or et d'argent : le

« ratio bimétallique » de change. Pour être viable, le roi maintenait le ratio par ses dépenses d'or ou d'argent dosées par les extractions pour permettre une conversion en rue entre les pièces d'or et les pièces d'argent. En Lydie, ce ratio légal existait à environ 1 poids d'or pour 10 poids d'argent. Comme la Perse a conquis la Lydie de Crésus, ce ratio bimétallique n'a pas duré longtemps.

Système monétaire bimétallique en Perse au VI^e siècle av. J.-C.

Dès le VI^e siècle av. J.-C., la Perse imitait le système bimétallique lydien. La Perse avait des mines d'or et d'argent à mettre en valeur par la frappe de pièces de monnaie. L'usage et la valeur des pièces de monnaie d'or et d'argent étaient prescrits légalement, comme le ratio fixe de conversion entre une once d'or et une dizaine d'onces d'argent. L'équilibre des quantités de pièces d'or et d'argent perses en circulation assouvissait les besoins de conversion en rue. Les paiements en pièces étaient toujours préférés au troc pénible et aux autres paiements contre des « biens intermédiaires » périssables ou multipliables. Toute fois, le troc, peut-être référencé en or ou en argent-métal, côtoyait encore le commerce contre des pièces de monnaie. Le troc convenait toujours pour les transactions des besoins immédiats, tandis que les pièces étaient appréciées pour la thésaurisation.

L'empereur perse jouissait de l'exclusivité de la frappe de pièces d'or. Les délégués locaux, les « satrapes », frappaient les pièces d'argent. Les autorités avaient le monopole des mines sur le territoire. Durant l'Antiquité, les gouvernants se sont toujours appropriés les mines. Ainsi, l'empereur redistribuait, ou plutôt il payait les soldes de ses soldats et les charges de son administration en pièces d'or, tandis que les satrapes couvraient leurs dépenses avec leurs pièces d'argent.

La Perse a haussé le ratio bimétallique lydien de 1:10 à 1:13,33. Des calculs astrologiques et religieux du cycle céleste ont servi de prétexte à cette hausse. Ainsi, non content de

surévaluer la valeur des pièces par rapport à la valeur au poids du métal pour le commerce étranger, le ratio bimétallique surévaluait l'or à l'argent. L'empereur l'avait gonflé au profit de son or. Avec ce ratio rehaussé à 1:13,33, l'empereur a augmenté artificiellement la valeur de sa production d'or pour obtenir plus de biens consommables de son économie, avec moins de métal jaune.

Bien sûr, ce ratio légal surévalué en faveur de l'or ne s'appliquait qu'en Perse. Le commerce extérieur jouait sur la valeur des pièces de monnaie en rapport à leur poids de métal précieux. Notons que dans le commerce en Grèce, le trafic avec la Perse voisine a entraîné à la hausse le cours de l'or. L'once d'or monta à une valeur 12 fois supérieure à l'once d'argent.

PIÈCES DE MONNAIE AU POIDS DÈS LE V^e SIÈCLE AV. J.-C.

Usage attesté des pièces dans toutes les classes sociales grecques au v^e siècle av. J.-C.

À la fin du ve siècle av. J.-C., la plupart des classes sociales avaient adopté l'usage de la pièce de monnaie, selon des témoignages littéraires. Les pièces de monnaie convenaient mieux pour les transactions modiques quand un lingot représentait un montant élevé et indivisible. Au marché local, l'avantage de la valeur de référence des pièces de monnaie facilitait les échanges. L'argent-métal n'était plus seulement une référence comptable selon les codes. Il devenait palpable dans les échanges. Les échanges en troc autrefois référencés en argent-métal se transformaient en commerce contre des pièces d'argent. Les trésors exhumés par les archéologues et datés après la moitié du iv^e siècle av. J.-C., ont livré significativement moins de lingots que de pièces. Dès leur apparition, les pièces avaient donc remplacé les lingots. De tels magots sont repêchés aux fonds des mers, ou déterrés sans

avoir été récupérés par leurs propriétaires assassinés dans les assauts de l'Histoire.

En parallèle à leur reconnaissance généralisée, la demande des pièces d'or et d'argent croissait aussi pour satisfaire les besoins de thésaurisation. Dans l'embarras, les pièces de monnaie thésaurisées acquittaient les paiements de vivres plus avantageusement que n'importe quelle réserve de « biens intermédiaires ». La thésaurisation renforçait le sentiment de sécurité avant de satisfaire la cupidité. Aussi, acheter a toujours été plus pratique ou pacifique que voler ou mettre à sac. Les anciens avaient confiance dans la valeur des pièces de monnaie en métaux précieux. Les magots exhumés par les archéologues illustrent également ce besoin de thésauriser en lingots et surtout en pièces de monnaie pour se rassurer en cas de détresse ou de maladie. Les pièces de monnaie se transmutaient en une référence universelle et incontournable pour tout paiement. Le monde antique a ainsi monétisé ses métaux précieux.

Le financement des États toujours plus axé sur les pièces de monnaie

Les Trésors des États obtenaient l'or et l'argent-métal nécessaires à la frappe des pièces par le monopole sur les mines. Les régions qui jouissaient d'un accès aux filons d'or et d'argent avaient d'ailleurs un avantage. Les rois et les empereurs ont également frappé des pièces d'or et d'argent à partir des butins des conquêtes et des tributs. Les Trésors s'appuyaient de plus en plus sur leur instance spécialisée en frappe de pièces de monnaie : la Monnaie ou l'« Hôtel de la Monnaie ». Ces deux organes étaient bien sûr des apanages royaux.

Les Trésors des États collectaient également les pièces de monnaie par les offrandes aux temples ou par les impôts et les taxes, selon les principes ancestraux de l'économie de redistribution. La levée d'impôts sur les ressources ou les revenus en pièces était d'ailleurs plus fonctionnelle que la

ponction en « en nature » de biens périssables, même référencés en argent-métal. Raison supplémentaire pour les États d'encourager l'usage des pièces de monnaie.

Les Trésors injectaient les pièces dans l'économie par les soldes des armées et les dépenses royales. Les pièces satisfaisaient autant l'économie de redistribution par une fiscalité fonctionnelle, qu'elles étaient acceptées en paiements par l'économie de marché pour des transactions fluidisées et pour une thésaurisation d'une valeur inaltérable. Les pièces de monnaie contribuaient à perfectionner l'organisation de l'économie mixte de redistribution et de marché qui était en vigueur.

Pièces grecques standardisées en forme et en poids dès le v^e siècle av. J.-C.

Au v^e siècle av. J.-C., peu de cités grecques avaient autant de poids commercial qu'Athènes. Athènes possédait des mines d'argent à proximité de ses murailles. Athènes avait aussi bénéficié du savoir métallurgique grec. Depuis le v^e siècle av. J.-C., les Grecs savaient séparer le plomb et l'argent du minerai local. L'existence de ces mines et de ces techniques métallurgiques n'était pas pour rien dans l'essor d'Athènes.

Pour accéder à la source monétaire athénienne, les cités rivales ont ratifié bon gré mal gré une uniformisation du système monétaire. Les Athéniens ont forcé la main de leurs alliés à signer des accords sur les spécifications de poids et de formats des pièces de monnaie. Ce standard « attique » définissait des pièces d'une valeur faciale identique à la valeur au poids d'argent-métal, sans plus de ponction en rapport à la valeur au poids des marchés étrangers. Les Grecs, et les Athéniens en premier, étaient des hommes libres qui ne souhaitaient pas s'entendre dicter une valeur des pièces pour le marché local qui différencierait de la valeur des lingots des marchés étrangers ou des autres cités. Dans le cas contraire, les paiements en « biens intermédiaires », en lingots ou en pièces étrangères au poids étaient susceptibles de circuler librement

comme monnaie. Aussi, le prestige de la cité s'affirmait dans la qualité des pièces.

L'uniformisation clarifiait les paiements acquittés par les citoyens grecs sans s'embarlificoter avec une variété dérangement des pièces. Dès lors, les Grecs se plaignaient moins de devoir s'adresser à des professionnels du change au poids : les changeurs-essayeurs apparus au v^e siècle av. J.-C. et décrits dans les prochaines pages.

L'uniformisation monétaire avait fait un premier pas en Grèce. Les armées macédoniennes et romaines ont ensuite rythmé la marche. Avec la synthèse des grands empires de l'Antiquité, un processus de plusieurs siècles se mettait en route vers la frappe d'unités monétaires communes en forme et en poids sur d'immenses territoires, et sur fond de monopole impérial des mines d'or et d'argent.

Pièces bimétalliques dans l'Empire macédonien

L'or et l'argent pour la frappe de pièces de monnaie ont été des prérequis aux ambitions impérialistes macédoniennes. La Macédoine était effectivement riche en mines d'or et d'argent. L'organisation logistique et financière des conquêtes macédoniennes fut largement axée sur les pièces de monnaie. Les armées dépendaient des pièces de monnaie frappées hors des lingots emportés, comme de l'or et de l'argent des butins. Les populations autochtones, déjà familiarisées de longue date à l'usage des pièces et à leurs avantages, recevaient volontiers les pièces en paiement des victuailles et des fournitures achetées par les armées. Dans les territoires conquis, les Macédoniens établissaient en priorité le monopole de la frappe de pièces de monnaie.

Dans son empire, Alexandre le Grand décréta un système monétaire bimétallique avec un ratio or-argent de 1 pour 10. Il conservait le ratio instauré par son père en Macédoine. Les conquêtes d'Alexandre avaient rapporté des trésors d'or et d'argent. Alexandre avait des réserves minières suffisantes pour produire des pièces de l'un ou l'autre métal pour maintenir

fonctionnel ce ratio de change entre les pièces d'or et d'argent. Les pièces frappées avec l'un ou l'autre métal judicieusement choisi, étaient injectées dans l'empire principalement au travers des soldes des armées.

Notons que malgré les conquêtes, les pièces de monnaie n'ont pas été entièrement uniformisées. Alexandre tolérait les frappes de monnaies locales. Les monnaies de l'empire servaient de référence de poids, d'unité commune du système monétaire bimétallique. Les pièces impériales assuraient la continuité du change entre les hétéroclites pièces d'or et les multiples pièces d'argent.

République de Rome

Avec les conquêtes de la République romaine, l'usage de la pièce de monnaie d'or et d'argent s'est propagé d'Orient en Occident. Les pièces d'or et d'argent se substituaient aux « sacs de sel », barres de cuivre ou lingots d'argent alors utilisés dans le commerce de l'Ouest méditerranéen. Même les pièces de bronze autrefois si populaires, mais si volumineuses (coulées et non frappées), ont disparu au 1^{er} siècle av. J.-C. Ces pièces de bronze avaient seulement circulé dans quelques économies de redistribution locales avant leur annexion par la République romaine. Elles cédaient la place aux plus sûres, plus transportables et plus universelles pièces d'or et d'argent. Ces pièces de bronze allaient réapparaître après la République, dès les premiers temps de l'Empire, pour des raisons expliquées dans le chapitre suivant.

Le système monétaire romain était également bimétallique comme dans diverses régions avant l'extension romaine. César a porté le ratio d'Alexandre de 1:10 à 1:12 par souci de profit sur la production d'or. L'État romain régulait la production de ses mines d'or et d'argent pour maintenir ce ratio. Ce ratio de 1:12 a pratiquement perduré comme référence légale pendant plus de mille ans, jusqu'à Byzance. Comme depuis la Lydie, les pièces d'or ou d'argent nécessaires au

maintien du ratio étaient injectées en circulation par les soldes des armées, les traitements des fonctionnaires, et les dépenses du sénat puis des empereurs.

Les systèmes monétaires antérieurs à la conquête romaine ont persisté jusqu'au 1^{er} siècle apr. J.-C. Néanmoins, quelques pièces ont rapidement formé l'ossature du système ou la référence pour les autres pièces. Le poids intrinsèque d'argent ou d'or des pièces prévalait dans les échanges commerciaux encore handicapés par une telle variété de pièces. L'uniformisation des frappes de pièces a tardé jusqu'au temps de l'Empire. Les pièces d'or et d'argent de tous types ont fini par converger vers Rome ou les délégations impériales. Le monopole des mines, les tributs des conquêtes, et les impôts ou taxes ont rendu possible cette unification. Le système monétaire s'est normalisé à la cadence des frappes des ateliers de pièces romaines.

Le volume des pièces en circulation a été multiplié par dix entre 157 et 50 av. J.-C. Rome a notamment eu des apports massifs d'or et d'argent par les conquêtes, comme en Gaule. En parallèle à la hausse de la frappe, une formidable expansion du commerce absorbait ces pièces nécessaires comme numéraire pour acquitter les échanges et thésauriser. Les Romains réclamaient des pièces pour commercer et thésauriser efficacement. Le troc représentait une énorme perte de temps. La thésaurisation en pièces était plus sûre qu'un placement dans un autre « bien intermédiaire » périssable. Les pièces représentaient une épargne plus rapide et accessible que l'investissement en terres ou en bâtiments. Selon les historiens, l'or et l'argent faisaient même défaut dans l'Antiquité, car les pièces manquaient pour le commerce et la thésaurisation. Cette indication importante sera détaillée ultérieurement. Malgré ce manque relatif de monnaie, le niveau de vie de l'Empire romain allait égaler celui du xvii^e voire du xviii^e siècle de l'Europe des Temps modernes.

**LES CHANGEURS-ESSAYEURS
ET LES PIÈCES VARIÉES DE L'ANTIQUITÉ**

Nécessité des changeurs-essayeurs

L'usage des pièces de monnaie d'or et d'argent s'était propagé pour commercer et thésauriser. Avec les pièces, plus besoin de vérifier systématiquement le poids et la pureté en or ou en argent. En cas de doute, le détenteur d'une pièce se rendait chez un « changeur-essayeur » de monnaie, ou son esclave. Ces changeurs étaient apparus du temps des pièces grecques de haute valeur au *vie* siècle av. J.-C. Ils œuvraient aussi à unifier la variété des pièces en circulation en une même ville. Pas question de jouer avec une diversité dérangeante de pièces de toutes les provenances du commerce entre contrées. Les changeurs exerçaient leur profession près des ports, des marchés, et des centres commerciaux. Ils convertissaient les pièces étrangères des marchands en pièces locales. Les pièces locales se transformaient aussi en pièces divisionnaires chez les changeurs de rue, pour les riches commerçants comme pour la plèbe.

Un seul critère de conversion s'imposait : la quantité réelle d'or ou d'argent contenue dans la pièce. Cette quantité déterminait la valeur intrinsèque de la pièce locale, étrangère, ou même d'origine inconnue. Le poids en once, livre ou marc d'argent chiffrait l'équivalent en pièces locales. Si une pièce d'argent étrangère pouvait donner deux sesterces d'argent lors de la refonte, alors cette pièce valait deux sesterces. Le ratio or-argent était bien sûr appliqué pour les conversions entre pièces d'or et pièces d'argent. Les changeurs revendaient ensuite les pièces étrangères à l'atelier officiel de frappe le plus proche. Ces pièces y étaient changées, toujours au poids, contre des pièces locales. Les changeurs-essayeurs ponctionnaient un *agio* de quelques pour cent sur chaque opération de change. Avec l'*agio* prélevé, eux seuls profitaient de la diversité des pièces.

Les changeurs étaient aussi essayeurs. En plus du poids de la pièce, ils vérifiaient le titre de l'alliage et le fourrage éventuel de celle-ci avec un noyau invisible. Leur méfiance était constante pour détecter la fausse monnaie ou l'altération de la teneur certifiée des pièces d'or ou d'argent. Depuis l'instauration au *v^e* siècle av. J.-C. des pièces grecques à haute valeur en rapport au poids des lingots, les faux-monnayeurs étaient tentés de fabriquer des pièces allégées en métal précieux qui étaient peu susceptibles d'être systématiquement évaluées. Les stratagèmes des faussaires étaient éprouvés. Le métal précieux s'obtenait parfois par rognage, grattage ou suage des pièces officielles. Le suage consistait à secouer un sac de pièces. Le frottement des pièces entre elles produisait une précieuse poussière collectée au fond du sac de cuir. Avec les poussières et les copeaux récoltés, les faux-monnayeurs fondaient des rondelles altérées et les frappaient au marteau en imitant les gravures des pièces officielles. Également, un ajout de cuivre dévaluait le titre en métal précieux. Le cuivre s'allie malicieusement à l'or ou à l'argent par simple mélange des métaux en fusion. Aussi, la tentation était grande de multiplier les pièces originales en de nombreuses fausses pièces. Il suffisait de refondre ces pièces et d'en dévaluer la teneur en or ou en argent par ajout de cuivre. Les pièces d'or et d'argent officielles contenaient elles-mêmes environ 2 % de cuivre. L'or et l'argent purement affiné ne donneraient que des pièces malléables et ductiles, au contraire des pièces alliées avec une pincée de cuivre. Enfin, en plus du poids allégé et de l'alliage dévalué, des fausses pièces étaient fourrées par coulage de l'alliage d'or ou d'argent autour d'un noyau sans valeur.

Du temps de Rome, nous ignorons précisément ce qu'il advenait des fausses pièces retirées par les changeurs-essayeurs. Probablement, ces pièces étaient revendues comme matière au poids attesté d'or ou d'argent au Trésor public ou à l'Hôtel de la Monnaie.

Pièces d'or inspectées

Pour vérifier le titre des pièces d'or, les changeurs de l'Antiquité pratiquaient le test de la « pierre de touche ». Cette pierre se taillait dans une roche spécifique sur laquelle la pièce ou le lingot frotté laissait une marque d'un éclat identifiable. Ce test titrait l'or des pièces de manière fiable et probante, mais la présence d'argent faussait l'éclat de la marque sur la pierre. Ceci explique peut-être la profusion de fausses pièces d'or exhumées et composées d'un soupçon d'argent en plus de la traditionnelle pointe du cuivre. Toujours pour vérifier le titre, un test chimique existait, issu des procédés d'affinage de l'or à partir de l'électrum. Toute fois, ce test chimique était onéreux par la main-d'œuvre et les techniques employées. De plus, il impliquait la destruction de la pièce. Il était donc inadapté pour un usage praticable.

L'or est deux fois plus dense que n'importe quel métal allié. Si le pesage et la mesure des dimensions donnaient une bonne estimation de la teneur en or des lingots, la méthode était inopérante pour les petites pièces irrégulières et imprécises de la frappe au marteau. Selon certains historiens, le pesage des pièces a surtout été pratiqué après la Renaissance, lorsque la frappe s'est régularisée grâce à la presse à vis. Des gabarits et une balance de précision, appelée le « trébuchet », ont alors été exploités pour comparer les dimensions avec le poids des pièces.

Dans l'Antiquité, des techniques empiriques fondées sur les sens ont été préférées. La pierre de touche abîmait trop les pièces. L'évaluation par la détermination du poids et les dimensions était imprécise. Les changeurs-essayers se sont rabattus sur l'examen de la gravure, des marques ou des symboles de l'atelier de frappe d'origine. Ils tâtaient, faisaient tinter la pièce et écoutaient le son si caractéristique de l'or plein et pur. Du son et du trébuchet de la Renaissance, nous avons gardé l'expression de la monnaie « sonnante et trébuchante ». En cas de fourrage deviné, la pièce était cisailée pour visualiser son cœur impur.

Pièces d'argent suspectées

Les techniques de vérification du titre des pièces d'or n'étaient plus applicables pour les pièces d'argent. Un essai chimique pour déterminer le titre d'un alliage argent-cuivre n'a été élaboré qu'au ^{xiv}^e siècle de notre ère. Ce même titre n'était pas plus vérifiable par pesage, car le cuivre et l'argent ont une densité trop assimilable. Même avec les frappes régulières de la Renaissance, l'estimation du titre par pesage et mesures n'a pas concerné les pièces d'argent, contrairement aux pièces d'or.

Il ne restait que l'œil averti pour reconnaître une pièce d'argent authentique. Le contrôle visuel des pièces portait sur les empreintes et les sceaux composés d'effigies, de symboles, de sigles, de dates, ou d'arabesques. Par la trivialité des techniques métalliques, les frappes ont dessiné des motifs assez sommaires sur les pièces de l'Antiquité au Moyen Âge. Par après, à la Renaissance, les frappes ont façonné des pièces plus régulières et raffinées, jusqu'à comporter, dès le ^{xvii}^e siècle, un cordonnet ou un crénelage sur la tranche de la pièce, pour dissuader toute intention de rognage.

Durant des millénaires, la falsification s'est ainsi acharnée sur les pièces d'argent plus que sur les pièces d'or. Raison de plus pour conserver les pièces d'or plus sûres, et faire circuler les pièces d'argent. Cette justification de la circulation accrue des pièces d'argent s'ajoute aux autres déjà expliquées précédemment. Rappelons-les : une pièce d'or, même de dimensions réduites, représentait toujours une forte valeur inappropriée aux échanges, et les pièces d'or n'étaient pas assez nombreuses pour satisfaire un grand nombre de transactions commerciales.

NAISSANCE DE LA BANQUE DANS L'ANTIQUITÉ

La monnaie en sécurité dans les banques

La « banque » était un établissement spécialisé dans les manipulations de valeurs précieuses et principalement de pièces de monnaie. La banque offrait divers services annexes à ces manipulations. Les services offerts par la banque lui ont valu son succès. Le premier de ces services consistait en la sécurisation des dépôts d'orge, de blé, de bijoux, de lingots, de pièces d'or et d'argent dans un coffre-fort inexpugnable ou dans un temple inviolable, parce que sacré.

Pour les dépôts en une monnaie commune, le coffre-fort cessait d'être individuel. Le coût de sauvegarde s'allégeait d'autant. Le banquier tenait juste compte des entrées et des sorties de monnaie du coffre ou du temple. Ces mouvements étaient notés pour chaque client dans un registre sur papyrus ou tablette d'argile, qu'on appellera après l'invention du livre en feuilles de papier : le livre des comptes. Les clients pouvaient alors effectuer des « virements » de monnaie entre leurs comptes par simple mandat écrit. Acquitter un paiement de la sorte ne nécessitait aucun déplacement d'unité de monnaie et évitait d'appâter les détresseurs de grand chemin. Dans une transaction entre comptes, le vendeur et l'acheteur se contentaient de communiquer, par ordre oral ou par contrat écrit, le montant à virer entre les deux comptes clients de la banque. Le banquier retranscrivait méticuleusement et méthodiquement cet ordre de virement dans le livre des comptes.

Évolution de la banque dans l'Antiquité

En Mésopotamie et en Égypte, la genèse de la banque était liée à la monnaie de grains, puis à la monnaie d'argent-métal au poids, avant l'introduction des pièces métalliques. Des traces d'un semblant de banque dateraient du

III^e millénaire av. J.-C. dans la région de l'Euphrate. C'est aussi à Babylone que la première banque privée aurait existé au VII^e siècle av. J.-C..

Avec l'extension de l'usage des pièces de monnaie métalliques dans l'Antiquité, les banques ont connu un nouvel essor autour de cet outil de paiement. L'origine se trouvait chez les changeurs-essayeurs aguerris à l'usage des pièces de monnaie, et habitués à conserver les avoirs de leurs clients familiers. Ils avaient peut-être eu vent de l'acquis et du doigté des banquiers mésopotamiens ou égyptiens. En Méditerranée, la banque est apparue en Grèce dès le V^e siècle av. J.-C., et à Rome dès le IV^e siècle av. J.-C.

Signalons que les banques égyptiennes atteignent le plus haut degré de développement dans l'Égypte ptolémaïque de 323 à 30 av. J.-C. L'aide des banquiers grecs et d'autres banquiers étrangers y était pour quelque chose. Sur base de la monnaie de grain en Égypte, les Pharaons ptolémaïques inauguraient et institutionnalisèrent l'usage de la banque. Les réserves de grain devaient obligatoirement être entreposées en banque. Les Pharaons ont ainsi pu asseoir leur autorité, et surtout surveiller les livres des comptes pour lever les impôts avec moins de plaintes. Cette remarque motivait à elle seule le caractère obligatoire du dépôt de grain en banque. De plus, les traces écrites d'entrées et sorties de grains étaient aussi une assurance contre les contentieux de paiement. Notons que le contrôle de la monnaie n'est envisageable que par les banques. Le contrôle de la monnaie en circulation hors compte bancaire est inconcevable, par sa provenance indétectable, et par sa manipulation si aisée sous la table.

Citons aussi l'île de Délos, sorte de premier paradis fiscal pour le commerce maritime, et à la maîtrise bancaire renommée en Méditerranée. Délos était le principal centre de « compensation » (« clearing » en anglais) ou d'annulation des dettes entre banques en Méditerranée. La banque X doit 100 à la banque Y qui doit elle-même 100 à la banque Z. Comme la banque Z doit également 100 à la banque X, les banquiers soldaient leurs dettes respectives sans déplacement de monnaie, et dans cet exemple-ci, elles annulaient

complètement leurs dettes. Les différents centres de « compensation » en Méditerranée ont sécurisé les transferts vers l'étranger. La majeure portion des transferts s'équilibrait sur papier. Dès lors, un client pouvait déposer de la monnaie dans une banque à Rome, et retirer son dépôt dans une banque de province, sans redouter un scabreux déplacement de monnaie.

Les prêts et les crédits consécutifs aux dépôts en banque

Les prêts accordés par les banques ont emboîté le pas aux dépôts bancaires de grains, de lingots, et surtout de pièces de monnaie. Bien sûr, les prêts bancaires n'étaient plausibles qu'avec une monnaie acceptée par tous. Le prêt se rattachait en sens inverse à l'un des avantages de la monnaie : avancer la dépense et postposer le paiement. C'était avec les pièces de monnaie laissées en dépôt par leurs clients que les changeurs se sont mués en banquiers. Ils se sont mis à allouer des prêts à rembourser à terme avec un intérêt. Les montants des charges d'intérêt variaient au gré des prêteurs et seule la concurrence tempérerait ceux-ci. L'opprobre relatif sur les charges d'intérêt prélevées ne limitait pas le volume des prêts dans l'Antiquité, contrairement au Moyen Âge. L'Antiquité a toujours pris un malin plaisir à contourner les éventuels interdits sur les intérêts. Distinguons enfin les prêts bancaires accordés avec les pièces de monnaie d'autrui en dépôt, et les simples prêts non bancaires effectués à partir de sa fortune personnelle. Ces derniers prêts ont existé bien avant les prêts accordés par les banques.

Jamais la banque ne prêtait des pièces de monnaie sans limites. La banque conservait toujours en coffre une importante « couverture » en monnaie pour couvrir les retraits sporadiques des comptes de dépôt par les clients. Une somme de pièces de monnaie constituait cette couverture pour couvrir ces retraits des dépôts bancaires. Plus il y avait de dépôts, plus la couverture devait être importante. Dans l'Histoire, de nombreuses banques sont néanmoins célèbres pour avoir failli au retrait des dépôts,

pour avoir scandalisé les clients, et pour avoir vu le banquier s'évanouir dans la nature pour fuir les représailles.

Pour augmenter les revenus issus des intérêts, la banque augmentait ses avoirs, et donc sa couverture, en pièces de monnaie pour accorder plus de prêts. Les banques attiraient les pièces thésaurisées enterrées au fond du jardin par la rémunération d'un intérêt au dépôt. La « thésaurisation » de pièces sous le lit se bonifiait en « épargne » de pièces en banque. Les gains bancaires provenaient alors du solde entre les revenus des intérêts des prêts déduits des intérêts payés aux déposants.

La banque privilégiait également les paiements acquittés sans retrait de pièces pour augmenter la quantité monnaie non retirée. Pour cela, elle incitait les virements écrits ou oraux entre comptes. Elle acceptait les endossements des reconnaissances écrites de dettes. L'endos était la simple annotation du nom du nouveau titulaire et bénéficiaire de la reconnaissance de dette après une transaction.

La banque sélectionnait aussi les emprunteurs enclins à laisser les pièces du prêt en compte. Un « prêt » sans retrait de pièces de monnaie se sécurisait en « crédit » inscrit dans le livre des comptes. Avec ces techniques bancaires, le volume des prêts et des crédits s'accroissait, comme les revenus issus des intérêts au plus grand profit de la banque.

Les pratiques bancaires circonscrites au commerce

Les banques préféraient les clients qui ne retiraient pas les pièces prêtées par la banque. D'autre part, le commerce impliquait de longs déplacements risqués, donc un besoin de paiements sécurisés et d'instruments de crédit, plus que de prêt. Les activités commerciales et bancaires s'emboîtaient parfaitement. Les changeurs instruits en banquiers avaient des affinités évidentes avec les commerçants complices. Les crédits étaient orientés vers le commerce. Ils étaient presque confinés dans ce domaine entre gens de confiance. Poignées de main, ordres ou mandats sur papyrus, étaient nominatifs et circonscrits

au cercle d'initiés. Les banques et leurs crédits étaient circonscrits autour des commerçants.

Les prêts à la production ou aux industries étaient inexistantes dans l'Antiquité romaine. Le commerce était toujours plus rentable à court terme que le lent développement de nouveaux produits et de nouvelles techniques chacun dans son coin. De plus, seul l'enrichissement par le commerce de gros était bien toléré à Rome. Il était perçu comme approvisionnement nécessaire, contrairement au petit commerce.

L'Antiquité sans monnaie « créée » par les banques

Pour les banques, le volume des dépôts était normalement bien supérieur au volume des crédits. Les banques parvenaient juste à réfréner les retraits des dépôts et des crédits en favorisant l'usage d'ordres oraux ou écrits entre comptes clients. Parfois, la banque parvenait à inciter un grand nombre de déposants et d'emprunteurs à ne pas retirer les pièces des dépôts ou des crédits. Les transactions commerciales s'acquittaient alors par ordres de virement entre comptes clients. La probabilité de retrait des dépôts et des crédits décroissait.

La banque parvenait alors à créditer une pièce de monnaie deux fois au lieu d'une. La banque en arrivait même à accorder un volume de crédits supérieur au volume de dépôts en pièces métalliques. Il y avait donc une trace exclusivement écrite de ce « surplus » de monnaie créditée. L'on parlait ainsi de « création monétaire » par la banque ou de « monnaie scripturale » créée par jeux d'écritures dans les comptes des clients de la banque. Ne confondons pas la création de monnaie scripturale avec les procédés utilisés pour favoriser les dépôts et éviter les retraits de pièces. Les mandats et les virements n'étaient que les prémisses de la monnaie scripturale. La monnaie scripturale était exclusivement créée par la banque dans son livre des comptes, dès le moment où le volume des crédits dépassait celui des dépôts.

Peu de vestiges bancaires étayaient l'existence de monnaie scripturale dans l'Antiquité. Peut-être a-t-on exhumé des

tablettes de terre cuite qui démontraient une certaine création monétaire dans les comptes des banques de Babylone. Il n'est pas dit que ces pratiques se sont prolongées de Babylone jusqu'à Rome. Les éventuels papyrus et tablettes de cire des livres des comptes ont pour la plupart disparu. Seules des traces écrites répétées auraient prouvé l'existence généralisée de monnaie scripturale, donc d'un volume de crédits supérieur au volume des dépôts. Aucun témoignage de la sorte ne nous est parvenu. Il est aussi plausible que, pour ne pas affoler leurs clients, les banques ne pavoisaient pas en clamant haut et fort qu'elles créditaient plus qu'elles avaient en caisse. Les historiens n'attestent pas unanimement l'existence de monnaie scripturale dans l'Antiquité. De toute manière, les activités bancaires de l'Antiquité se sont concentrées autour du commerce. La création monétaire éventuelle a dû stagner parmi les seuls négociants et notables reconnus par la banque. En conclusion, la monnaie scripturale en masse allait être une quête pratiquement vaine avant des siècles. En fait, jusqu'à la Révolution industrielle du XVIII^e siècle. Selon certains, il s'agit bien là d'une des principales différences du monde romain avec l'Europe moderne. Nous y reviendrons amplement dans les chapitres suivants.

Les banques inaccessibles pour le monde non commerçant

Les classes moyennes non commerçantes n'ont pas eu accès aux banques sans restriction. Des intérêts dissuasifs ou un simple refus les écartaient du crédit. Les banques n'étaient pas développées uniformément dans l'ensemble du monde romain. Des banques accessibles aux classes moyennes ont existé, mais toujours sous la dépendance des banques focalisées sur le commerce. Lorsque les commerçants ont commencé à quitter la péninsule italienne en décadence, les services bancaires ont régressé dans ces régions.

Dans l'Occident romain, l'on peut même parler de stagnation du système bancaire et financier. Les autorités romaines n'y ont jamais pu ou su développer un système

bancaire comme en Orient jusqu'au modèle de l'Égypte ptolémaïque. Les banques ne s'étaient pas diffusées dans l'entièreté du monde romain. Les banques ont été cantonnées dans l'Orient de l'Empire.

Les banques évinçaient également la plèbe de l'accès aux crédits. La plèbe avait pour habitude de retirer les pièces des prêts, ce qui barrait tout crédit. Les plébéiens ne possédaient non plus aucune garantie à offrir aux banques en cas de dédit de remboursement. L'obstacle des garanties bancaires, comme un revenu infailible ou un bien immobilier consolidé, s'est d'ailleurs avéré intemporel pour l'obtention d'un crédit. En cas de besoin, la plèbe était livrée à des prêts chargés d'un intérêt exorbitant, donc à l'« usure » pratiquée par des individus sans scrupules. L'usure et l'endettement étaient des maux invétérés à Rome. La faillite de l'emprunteur menait parfois à l'asservissement, bien que cette forme de remboursement avait fini par être abolie. Dans l'Antiquité, les tribus grecques qui découvraient la banque, percevaient le prêt comme un facteur de paupérisation. Notons que pour les usuriers, il n'était pas question de création de monnaie scripturale, car les emprunteurs retiraient entièrement leurs prêts en pièces. Il n'était pas non plus question d'intérêts perçus sur d'éventuels dépôts, pour un peuple toujours criblé de dettes durant l'antiquité, et même jusqu'à l'ère préindustrielle.

L'exclusion du crédit concernait aussi l'État romain. Les aspirations politiques des prêteurs, créanciers et banquiers étaient notoires. Sénat et empereurs évitaient de s'endetter. L'État romain se rabattait sur un financement par les taxes et par la frappe de pièces de monnaie. Mais des contingences financières allaient s'extérioriser dès le I^e siècle apr. J.-C. Ces écueils allaient contribuer à la déliquescence économique de l'Empire jusqu'à la « crise du III^e siècle apr. J.-C. », et à la chute de Rome.

COÏNCIDENCE : LES PIÈCES DE MONNAIE, NERF DE LA GUERRE OU DE LA PAIX ?

Pour interpréter l'Histoire, dépoussiérons-nous de nos a priori quant à la monnaie et aux banques. Notre méfiance du système monétaire est aussi ancestrale que notre incompréhension. La monnaie n'a pas été pensée, inventée, ou même décrétée. La finalité du « bien intermédiaire » en têtes de bétail ou de la monnaie en pièces d'or n'a pas changée de la place du marché de Babylone au marché boursier de Wall Street de New York : faciliter les échanges par le comptage des biens, l'acquittement des échanges, et offrir plus de sécurité en postposant la dépense par une épargne sûr. L'avènement de cet usage provient autant de l'économie de redistribution que de la pratique de l'économie de marché.

Comme la monnaie s'est détachée du « bien intermédiaire », ses avantages se sont perdus en abstractions pour la majorité. Les méprises et le dédain envers la monnaie trouvent leurs racines dès la naissance de la monnaie dans l'Antiquité. Les écrits des philosophes grecs ont largement influencé notre perception de la monnaie. Leur méfiance envers la monnaie, le commerce et le travail était un développement tardif dans la société de la Grèce antique. Les Grecs étaient parvenus à apprécier les loisirs d'une vie culturelle aux dépens d'une main-d'œuvre bon marché et pas toujours libre. Parmi ceux-ci, Hérodote faisait remarquer que la monnaie venait de la Lydie et qu'en ce pays les commerçants prostituaient leurs filles et ouvraient des commerces en permanence. Socrate considérait qu'être riche et bon en même temps était impensable, et que l'or et l'argent favorisaient l'accumulation de richesses. Les bons gardiens de la Cité ne devaient pas posséder de monnaie. Il fut aussi choqué par la démagogie des sophistes qui défendaient une cause quelconque contre une discrète pièce de monnaie. Certes, la monnaie représente un peu de liberté pour soi, mais aussi un instrument pour soumettre d'autres. Platon considérait que la monnaie ne devait être qu'un symbole purement abstrait pour faciliter les échanges. Il a proposé une monnaie en cuivre pour le commerce intérieur.

Pour Platon, la monnaie était de médiocre importance en comparaison des biens de l'âme. Aristote, peut-être inspiré par son beau-père de banquier, semblait craindre le surplus et la fausse monnaie. L'or et l'argent étaient des intermédiaires convenables pour un troc amélioré, comme l'étaient aussi le bétail ou les « sacs de sel ». Il blâmait néanmoins la recherche du superflu, du profit aux dépens des autres, et surtout les intérêts prélevés sur les prêts.

Pour les Romains « Le nerf de la guerre, c'est la monnaie d'or et d'argent » (« Pecunia nervus belli »). Empires et royaumes se sont étendu grâce ou pour les butins d'or et d'argent des villes annexées. La logistique des conquêtes d'Alexandre et de Rome a même été échafaudée sur l'usage des pièces de monnaie. La frappe de pièces de monnaie à partir des tributs d'or et d'argent était plus immédiate qu'une taxation en nature pour rétribuer les fantassins et les mercenaires. Dans l'inconscient collectif, les pièces de monnaie ont excité les va-t-en-guerre, plus qu'elles n'ont allégé l'organisation logistique des invasions.

Des coïncidences existent entre les grands mouvements politiques et les changements, non pas économiques, mais monétaires. N'ignorons pas les évidentes implications politiques, religieuses, philosophiques, climatiques, techniques, scientifiques sur l'économie et sur l'Histoire. Toute fois, incorporons aussi les causes monétaires dans nos analyses. L'ensemble de ces éléments conditionne l'Histoire.

Ainsi, d'autres coïncidences existent en marge d'un usage de la monnaie intime avec le commerce et les conquêtes militaires dans l'Antiquité. En effet, l'apparition de la monnaie coïncide avec le passage de l'économie rigide et autarcique de redistribution vers une économie additionnée de marché libre plus démocratique, plus ouverte et plus productive. La propagation de l'usage de la monnaie coïncide aussi avec l'unification des Empires, et elle a favorisé le commerce des biens et des techniques de la Pax Romana.

L'EMPIRE ROMAIN ET LES PIÈCES DE MONNAIE MULTIPLIÉES

INQUIÉTUDES FINANCIÈRES
DANS L'EMPIRE AU I^{er} SIÈCLE APR. J.-C.

De la monétisation de l'or et de l'argent jusqu'au manque récurrent de pièces

De fil en aiguille, la pièce de monnaie représentait le seul système organisé de paiement dans l'économie romaine. Les pièces d'or et d'argent étaient toujours appréciées pour faciliter les comptages des paiements, pour thésauriser dans un bas de laine, ou pour épargner en banque. Les autres « biens intermédiaires » primitifs avaient disparu... surtout dans les villes. En effet, si l'usage des pièces était généralisé en milieu urbain, les habitudes séculaires assimilables au troc ou à l'usage de « biens intermédiaires » dans le commerce persistaient en milieu rural. Par exemple, l'utilisation des pièces n'a pas concerné les paysans de Grande-Bretagne avant le III^e siècle apr. J.-C.

La raison de cette carence en milieu rural était le manque de métaux précieux et l'accaparement de ceux-ci pour satisfaire la demande urbaine de pièces. Au cours des siècles, le manque devenait criant. La rareté naturelle de l'or et de l'argent jugulait toujours plus la frappe de nouvelles pièces. Les mines s'épuisaient et les razzias des conquêtes s'espaçaient. Les

deux sources principales de nouvelles pièces de monnaie se tarissaient. À cette pénurie d'or et d'argent, les fuites s'ajoutaient vers l'Inde et la Chine qui pompaient une quantité non négligeable de métaux précieux. Les Romains de l'Empire étaient friands de soie de Chine pour les vêtements et d'épices d'Inde pour donner du goût à la viande salée. L'or et l'argent étaient exportés contre ces biens d'Orient. Ces métaux ne revenaient jamais pour acheter une production romaine insignifiante pour les peuples d'Asie. Une dernière cause du manque de pièces de monnaie était l'augmentation de la population urbaine de l'Empire. Chacun avait besoin de pièces en poche pour ses dépenses quotidiennes. L'augmentation de la population devait s'accompagner d'une production accrue de biens et d'autant de pièces de monnaie pour acquitter les paiements plus nombreux. Ainsi, par une demande en hausse et un approvisionnement insuffisant, le manque de pièces était récurrent, et il s'aggravait au début de l'Empire.

Nous reviendrons plus en détail sur le manque de monnaie dans le troisième chapitre. Admettons à présent le besoin réel de monnaie par une production insuffisante de pièces d'or et d'argent et par une démographie en hausse.

Accumulations des crédits

Sans pièces de monnaie en main, les citoyens accoutumés aux pièces comptaient à crédit dans un registre, en attendant d'acquitter les paiements en pièces. Le crédit à la petite semaine chez le boucher ou le boulanger était fréquent. Cette comptabilité des crédits sur des fragiles papyrus ou des friables tablettes de cire est historiquement sujette à caution par l'absence de preuves conservées. Cependant, l'on peut honnêtement concevoir que la pièce de monnaie ait imposé ses avantages jusqu'à voir le crédit en pièces remplacer le troc ou la circulation de « biens intermédiaires ». Depuis des siècles, la référence de valeur des pièces de monnaie facilitait le comptage. En plus de cette facilité du comptage, la pièce de

monnaie était appréciée pour la thésaurisation ou l'épargne pour postposer la dépense à valeur égale.

Finalement, les pièces du paiement à crédit étaient réclamées matériellement tôt ou tard. Le paiement devait être acquitté pour satisfaire le sentiment de sécurité. En cas de non-paiement, la faillite du débiteur était déclarée. Dès lors, malheur à celui qui manquait de pièces ! De fait, les revendications de la plèbe étaient constantes contre les sanctions pour les faillis obérés par une usure endémique.

Crises financières occasionnelles

Avec le manque de numéraire, les listes de crédits finissaient par s'allonger chez les commerçants. Ceux-ci insistaient de plus en plus pour réclamer leurs dûs. Les acteurs de l'économie se réclamaient l'un l'autre le remboursement des dettes. À un moment donné, des rumeurs de faillites couraient, et un vent de panique se mettait à souffler. La « crise d'endettements » débouchait souvent sur une « crise des paiements » qui déstabilisait les commerçants et les négociants. Tous arrêtaient de vendre à crédit lors d'une crise des paiements. La thésaurisation augmentait souvent dans l'effolement de la crise des paiements. Cette thésaurisation aggravait le manque de monnaie, et donc la crise des paiements. La plèbe endurait le manque de pièces de monnaie et la crise des paiements, tandis que les classes aisées resserraient sans trop de douleurs leurs dépenses et thésaurisaient. Le commerçant n'accordait aucun crédit additionnel. Il ne vendait presque plus, malgré le besoin d'acheter pour manger. La ville s'enflammait de l'agitation de la plèbe, non pas par manque de vivres, mais par manque de pièces de monnaie (« inopia nummorum »). L'économie ralentissait jusqu'à la résorption de la crise des paiements. Une vague de dépenses ou de remises d'arriérés d'impôts par l'État résolvait souvent la crise. Les fonds venaient de pièces en réserves ou d'autres expédients comme des taxes ou des impôts exceptionnels.

L'État lui-même avait éprouvé quelques difficultés de trésorerie ponctuelles au cours des siècles. Pour surmonter la crise des paiements qu'il avait initié, l'État n'avait pas eu le choix. Il taxait plus ou frappait des pièces de monnaie pour assurer la continuité de ses paiements. Le Trésor peinait à payer en pièces les soldes des armées et les charges des fonctionnaires toujours plus gourmands. Le manque de pièces de monnaie risquait de générer des émeutes et des mutineries. Au 1^{er} siècle apr. J.-C., les trous de trésorerie avaient empêché d'honorer soldes et charges. Les troubles s'en étaient suivis sous les règnes d'Auguste et de Tibère. L'Empire devait à tout prix crever l'abcès du manque incessant de pièces de monnaie, et toujours en se refusant d'emprunter aux banquiers. De fait, l'Empire a alors instauré plusieurs palliatifs pour atténuer le manque de pièces, sans toute fois éradiquer les crises financières d'endettement, de paiements ou de trésoreries.

NOUVEAUX EXPÉDIENTS AUX CRISES DE TRÉSORERIE DÈS LE 1^{er} SIÈCLE APR. J.-C.

Réforme fiscale sous Auguste

Un système d'impôts sur les revenus et de taxes sur les transactions existait déjà dans la République romaine. L'économie de redistribution était encore présente. Le système fiscal en place au début de l'Empire était inchangé depuis des générations, si pas des siècles. Au début du 1^{er} siècle apr. J.-C., le fondateur de l'Empire, l'empereur Auguste, a réformé le système fiscal, malgré l'impopularité de nouvelles charges. Trois nouvelles mesures fiscales ponctionnaient les ventes, le patrimoine foncier et chaque adulte en âge de travailler. L'impôt foncier est d'ailleurs passé au rang de principale ressource financière de l'Empire. Malgré la réforme fiscale d'Auguste, le désordre et les crises de trésorerie menaçaient

encore. L'État ne parvenait pas à remplir suffisamment les coffres du Trésor.

L'apport fiscal au Trésor était certainement fondamental, mais le complément par la frappe de nouvelles pièces d'or et d'argent par l'Hôtel de la Monnaie était plus que nécessaire. Les ressources des mines et des tributs des conquêtes ne suffisaient plus à frapper assez de pièces. Un apport frais de pièces de monnaie devait être organisé par d'autres moyens.

La frappe de pièces de billon dès Auguste

Les pièces de monnaie de « billon » étaient des pièces d'un petit montant nominal. Elles étaient composées de métaux non précieux, comme le cuivre pur ou le bronze. Des monnaies de billon étaient apparues depuis plusieurs siècles, mais elles n'avaient eu qu'une circulation localisée dans une économie de redistribution. Des cités du sud de l'Italie avaient déjà utilisé des pièces de billon dès le 5^e siècle av. J.-C. Ces monnaies de bronze, parfois en forme de barres ou de lingots, avaient fini par être retirées de la circulation. Au 1^{er} siècle av. J.-C., les lingots des « aes signatum » ou les larges disques des « aes grave » de bronze avait ainsi pratiquement disparu. L'« aes » s'est traduit par « as » en français, d'où l'expression « plein aux as ». Le succès des pièces d'or et d'argent plus manipulables et d'une valeur sûre et universelle avait rendu ces « aes » obsolètes.

L'empereur Auguste a réintroduit les pièces de billon. Ce reliquat de l'usage des monnaies en barres de bronze a été réimplanté pour suppléer le manque de pièces. Les pièces de billon étaient cette fois divisionnaires légales des pièces d'argent, elles-mêmes subdivision des pièces d'or. Les pièces de billon étaient « convertibles » en pièces d'argent ou même d'or. La valeur des nouvelles pièces de billon de l'Empire résidait dans la confiance en leur convertibilité en pièces d'argent ou même d'or. Ces nouvelles pièces de billon ont germé de l'usage des pièces d'or et d'argent qui les avaient remplacées un siècle plus tôt. L'as de cuivre pur était ainsi

introduit, et le sesterce en laiton remplaçait le sesterce en argent. Les nouveaux as de l'Empire étaient bien plus légers et manipulables que les anciens pavés des as de la République dont la valeur s'accrochait au poids intrinsèque de bronze.

Bien sûr, l'État romain avait légalisé ces pièces de billon pour les paiements des impôts ou des taxes. L'État ne se risquait pas à multiplier outre mesure les pièces de billon. Les pièces de billon étaient frappées en proportion du volume des pièces d'or et d'argent. Les changeurs-essayeurs assuraient la conversion des pièces de billon vers les pièces d'argent ou même d'or. Les changeurs auraient vite dénoncé une accumulation de pièces de billon à leurs tables, contre une disparition des pièces de métaux précieux. Ces pièces de billon étaient nombreuses, mais d'une valeur faciale totale très inférieure à la valeur faciale cumulée des pièces d'or et d'argent. Les pièces de billon représentaient entre 5 et 10 % de cette valeur faciale cumulée des pièces.

Des lingots d'argent n'étaient plus gaspillés pour la frappe de pièces de faible valeur nominale dont l'unique fonction était d'acquitter le paiement dans le commerce. Les pièces de billon soulageaient le quotidien de la plèbe. Une demande soutenue de pièces tolérait autant qu'elle se satisfaisait des pièces de billon. Les pièces de billon ont aidé également à remplacer les échanges ardu du troc ou les paiements en « biens intermédiaires » dans les campagnes. Les pièces de billon contentaient la plèbe tandis que les patriciens préféraient les pièces d'or et d'argent.

Ces pièces de billon circulaient davantage, car seules les pièces d'or et d'argent étaient thésaurisées sous le lit, ou épargnées en banque. Dès que l'un avait assez de pièces de billon, il préférait toujours les convertir contre la pièce d'argent ou d'or équivalente pour thésauriser ou épargner. Les pièces de billon n'ont jamais été thésaurisées. Le risque de fausses pièces de billon existait malgré le piètre gain potentiel. Les archéologues ont rarement retrouvé des magots de pièces de billon. Ils ont seulement exhumé une multitude de pièces isolées. À l'évidence, ces pièces étaient aussi inutilisables pour le commerce au-delà des frontières de l'Empire.

La circulation des pièces de billon a peut-être été décrétée par l'application du « cours légal ». Le cours légal obligeait les vendeurs et les marchands à accepter les pièces de monnaie des soldats et des fonctionnaires comme moyen de paiement. Cette obligation est relative, car souvent contournée. Devant des paiements en une monnaie suspecte, les marchandises fuyaient l'économie officielle à grandes enjambées. Plus que les coups de matraque du cours légal, l'avantage de référence de valeur de la monnaie expliquait la propagation de l'usage de pièces de billon. Une des raisons principales de la propagation de l'usage des pièces de monnaie était leur commodité. La demande de pièces suffisait à les écouler. Toute monnaie de billon, d'argent ou d'or devait être acceptée à l'usage, pas seulement imposée.

Avec les siècles, les peuples romains s'habituèrent à l'usage de pièces de monnaie en différents métaux. Tout profit pour le Trésor de l'Empire, dans la mesure où la frappe de pièces de billon était tolérée. Cependant, la trésorerie de l'Empire était à peine soulagée, car les frais de frappe n'étaient pas négligeables en regard de la valeur des pièces de billon. Les pièces de billon étaient néanmoins une petite création monétaire sans or ou argent. En ce sens, les pièces de billon étaient comparables à l'éventuelle création de monnaie scripturale par les banques.

Multiplication des pièces par dévaluation dès Néron

L'empereur Néron est déjà renommé pour avoir eu recours aux confiscations des condamnés, aux expropriations, et aux ventes des biens de l'État. Ces pratiques démagogiques contribuaient à soulager un peuple endetté et en peine à rembourser par manque de numéraire. « *Vox populi, vox dei* ». Pour pallier au manque de pièces, Néron a inauguré une nouvelle mode plus simple et discrète qu'un supplément d'impôt sur les revenus ou de taxe sur les transactions. Effectivement, Néron devrait être fameux pour avoir enclenché une multiplication des pièces pour renflouer la trésorerie... et

même plus que pour reboucher les déficits. Néron travestit l'État romain en principal faux-monnayeur de l'Empire, en terme de teneur en or ou en argent des pièces. Les pièces étaient multipliées par dévaluation de la quantité intrinsèque d'or ou d'argent pour une valeur faciale inchangée. La multiplication des pièces d'or et d'argent se répercutait en proportion sur les frappes de pièces de billon.

Les pièces d'argent voyaient leur titre dévalué par ajout de cuivre lors de leur fabrication. Une modification légère du titre d'argent était imperceptible et même invérifiable du temps de Rome. La gravure officielle, seule possibilité de détection de la fausse monnaie, n'était plus un gage d'un titre fin d'argent. Les analyses métallographiques des pièces parvenues jusqu'à nous le démontrent : les pièces d'argent jusqu'alors quasi pures passent à 90 % d'argent sous Néron. Durant les deux siècles qui ont suivi, le titre d'argent va progressivement tomber à 40 %.

Les pièces d'or étaient légèrement rapetissées selon la nouvelle norme du nombre de pièces par livre d'or. Une telle modification était difficilement détectable quand les techniques de frappe étaient encore imprécises et produisaient des pièces irrégulières en poids. La pièce d'or était néanmoins plus contrôlable et donc plus volontiers thésaurisée que les pièces d'argent ou de billon. C'est sur la pièce d'or qu'il y a eu le moins de dévaluation.

Sous son règne, Néron a maintenu le bimétallisme au ratio or-argent habituel. Les nouvelles pièces étaient refondues et frappées en plus grands nombres, mais toujours selon un poids d'or ou d'argent fixe et normalisé, bien que revu subrepticement à la baisse. Et les pièces plus légères en argent ou en or restaient frappées en proportion. Ensuite, avec les successeurs de Néron, le ratio a lentement décliné en faveur de l'or.

L'empereur injectait simplement et discrètement ces pièces multipliées par les filières habituelles des soldes des armées et des dépenses impériales. Ces pièces se mélangeaient aux pièces en circulation sans différencier les unes des autres. Le recyclage des pièces s'organisait en continu à partir des rentrées fiscales régulières. En quelques années, la teneur en

or ou en argent de la plupart des pièces était ajustée au poids de la nouvelle norme. La révision à la baisse des normes de poids des pièces était réitérée de décennie en décennie. L'uniformisation de la teneur d'or ou d'argent des pièces par le recyclage par la fiscalité ralentissait ce faux-monnayage. La dévaluation décidée par Néron de l'or et de l'argent dans les pièces était peu perceptible. En tout cas, les réactions des romains devant la différence de coloration des nouvelles pièces ne sont relatées dans aucun écrit. De toute façon, peu d'échappatoires existaient. Les commerçants et les changeurs étrangers qui estimaient au poids les pièces d'argent de Lydie, de Grèce ou de Perse étaient pratiquement intégrés au commerce national sans plus de neutralité. Au moins en façade, ils étaient bien obligés d'accepter les pièces d'or et d'argent des soldats et des fonctionnaires à la valeur faciale. Le monopole impérial des mines combiné au système monétaire unifié de l'Empire offrait moins d'alternatives de change aux romains. Ainsi, ce vaste Empire unifié avait reconduit aux lointaines frontières le refuge en lingots ou en pièces étrangères concurrentes. L'Empire avait échappé à la contrainte de la disparité entre la valeur légale des métaux précieux et entre la valeur pratiquée par les commerçants étrangers, comme du temps de la splendeur lydienne ou grecque.

Une multiplication modérée des pièces d'or, d'argent ou de billon n'était peut-être pas une si mauvaise chose. Elle repoussait le dramatique manque de pièces qui dégénérait parfois en crise des paiements. Les dévaluations, et donc des multiplications des pièces, ont contribué à soulager les crises de paiements. Pendant deux siècles, ces multiplications se sont répétées occasionnellement et dans des chiffres mesurés. Cependant, dès la fin du ^{II}e siècle apr. J.-C., elles sont établies en règle usuelle. Néron avait improvisé un jeu litigieux, sans garde-fous, et sans comptes à rendre. En effet, le danger venait de la confiance perdue dans la teneur d'or ou d'argent des pièces. Les pièces de monnaie s'éloignaient de la perception d'un « bien intermédiaire » en poids d'or ou d'argent pour se rapprocher d'une monnaie pure selon la seule valeur faciale.

Si les paiements en pièces légèrement dévaluées continuaient d'être gentiment acceptés pour leur valeur faciale, une forte dévaluation de la teneur en métal précieux risquait de provoquer une vague de refus des pièces pour acquitter les paiements. De plus, un autre danger menaçait par la multiplication exagérée des pièces. Si quelques pièces en plus soulageaient le manque de pièces, quelques pièces en trop déclenchaient un nouveau phénomène : l'inflation.

L'INFLATION PERCEPTIBLE DÈS LE 1^{er} SIÈCLE APR. J.-C.

La hausse des prix conséquence de la multiplication des pièces

Un curieux phénomène apparaît alors dans l'Empire : une hausse légère et continue de l'ensemble des prix. Le scénario plausible du mécanisme de la hausse des prix a été le suivant. Un afflux de soldats, de fonctionnaires et de clients aux mains pleines de pièces multipliées par Néron se présentait dans l'échoppe du producteur ou du commerçant. Cet afflux de clients riches en pièces était une aubaine. Devant tant de clients, le vendeur s'empressait de négocier les prix plus âprement, sans octroyer l'habituelle remise. En effet, tout commerçant chevronné souhaitait conserver quelques réserves pour ses meilleurs clients. Comme la baisse des stocks de l'échoppe était manifeste, le commerçant se laissait moins amadoué par les clients et les prix augmentaient. Si l'afflux de clients aux mains pleines de monnaie se maintenait, alors les prix mémorisés après négociation et marchandage augmentaient de manière irrévocable. Si au bout de quelques mois, la multiplication des pièces continuait, alors les prix se mettaient à augmenter de mois en mois, d'année en année.

Les négociants avaient augmenté leurs prix assez vite, mais pas instantanément. Juste le temps de percevoir et de mémoriser la hausse des prix selon l'un des avantages du

« bien intermédiaire » ou de la monnaie : la référence de valeur mémorisée. Après un certain laps de temps, les commerçants et les clients avaient enregistré la hausse des prix consécutive à une multiplication de la monnaie. Le commerçant avait lui-même besoin de plus de pièces de monnaie pour maintenir son train de vie et acheter chez les autres commerçants aux nouveaux prix mémorisés.

Cette hausse des prix était la marque d'une multiplication disproportionnée des pièces de monnaie, relativement à la quantité de biens produits. Avec la Pax Romana au début de l'Empire, l'expansion économique et démographique avait absorbé l'injection colossale de pièces. Au 1^{er} siècle apr. J.-C., cette expansion ralentissait. L'infléchissement de la hausse de la production accentuait le déséquilibre entre les quantités en hausse de pièces de monnaie injectées en circulation et les quantités languissantes de réserves de biens dans les boutiques.

La hausse généralisée, continue et prolongée des prix, ou l'inflation

Ce phénomène de hausse généralisée, continue et prolongée des prix est appelé « inflation » depuis le xx^e siècle. L'inflation persistante était toujours due à trop de monnaie dans les mains des clients ou acheteurs toujours plus nombreux par rapport à une quantité de biens inchangée. La multiplication des pièces de monnaie dans les mains des clients pour une production stable de biens, provoquait l'inflation des prix de vente par les négociations entre clients et fournisseurs.

Selon les économistes les plus influents de notre xxi^e siècle, l'inflation est surtout un phénomène monétaire. La quantité de monnaie doit varier en proportion de la quantité de biens pour éviter l'inflation. Assertion raisonnable surtout en notre ère industrielle de production inoxydable, de démographie stabilisée, et enfin d'un système monétaire élaboré et compressible, comme expliqué dans les derniers chapitres. Du temps de Rome, le volume de biens produit était aussi prépondérant que la quantité incompressible de monnaie en

circulation. La « compression » de la quantité de monnaie en circulation sera étudiée par la suite.

Cette explication d'une inflation d'après une cause monétaire est la plus écoutée en notre *xxi*^e siècle. Ce livre va dans le sens de ces théories dominantes. Expliquer la monnaie est plus concret en se raccrochant aux théories actuellement en vogue.

Inflation des prix dans l'Empire

Du temps d'Aristote ou de l'Empire romain, l'inflation des prix était déjà observée sans être mesurée. La mesure de l'inflation par l'enregistrement méthodique du niveau des prix n'existait pas dans l'Antiquité. Cet inventaire du niveau des prix n'était pas systématique. Ce n'est qu'au *xx*^e siècle que des historiens de l'économie ont compilé les niveaux des prix à Rome à partir des annales de l'Antiquité. Ainsi, ils ont pu estimer l'inflation du temps de l'Empire.

D'après les archives, l'inflation des prix par multiplication des pièces a été longtemps modérée et constante dans l'Empire avant d'accélérer le tempo. Cette hausse est généralement admise par les historiens dans l'Orient comme dans l'Occident de l'Empire. Par exemple, la hausse de la solde du légionnaire indiquait un accompagnement d'une inflation annuelle d'environ 1 % par an entre l'an 100 et 220.

L'étude de l'inflation nous indique que les empereurs ont compensé avec un excès relatif la défaillance des mines impériales d'or et d'argent. D'après l'analyse métallographique des pièces retrouvées, les empereurs n'avaient pas lésiné sur la dévaluation de l'or et de l'argent des pièces. La dévaluation de la teneur en métal précieux se chiffrait en dizaines de pour cent. Durant les premiers siècles de l'Empire, les pièces multipliées continuaient d'être acceptées pour leur valeur faciale dans le commerce. Les pièces contenaient encore une quantité substantielle d'or ou d'argent. Même si la multiplication des pièces était exubérante, elle provoquait à peine l'inflation des prix.

Au fil des siècles de l'Empire, la création monétaire par les frappes de pièces du Trésor s'est accélérée. L'appoint de financement par la multiplication des pièces devenait une règle établie. Au tournant du *iii*^e siècle apr. J.-C., la hausse de la solde annuelle du légionnaire est passée de 600 à 1 800 « denarius » sur 20 ans. Longtemps modérée, la hausse de la solde du légionnaire est montée à un chiffre inquiétant de 5 % par an au début du *iii*^e siècle apr. J.-C. La multiplication des pièces et l'inflation résultante allaient contribuer à la dégradation économique, à la « crise du *iii*^e siècle », et à la chute de l'Empire, comme nous allons le comprendre.

Hausses ponctuelles des prix

Précisons que la hausse d'un seul prix n'est pas l'inflation. Un prix isolé peut augmenter selon des facteurs occasionnels, climatiques ou saisonniers. Chaque prix intervient individuellement dans l'inflation, mais celle-ci englobe la hausse de l'ensemble des prix des biens et services. Les flambées ponctuelles de prix ne sont pas à confondre avec l'inflation. L'inflation dénote une hausse généralisée et prolongée de l'intégralité des prix, comme celle rencontrée par l'Empire romain dont l'origine était essentiellement monétaire.

Une hausse des salaires des paysans ne révélait pas directement une poussée d'inflation des prix. En fait, les salaires ne rentrent pas dans la mesure de l'inflation des prix. Ils n'y rentrent que par les coûts de main-d'œuvre pour produire les biens produits et les services vendus. La hausse des salaires ou des soldes des légionnaires était plutôt le reflet d'un accompagnement de l'inflation des prix. Dans ce cas, le salarié n'était pas plus riche en biens, même s'il avait plus de pièces en main. Dans d'autres cas, l'amélioration de la productivité entraînait une majoration des salaires, tout en laissant les prix de vente inchangés. Cette hausse de salaire indiquait que le salarié s'était enrichi en biens. Notons que les ressources physiques et humaines limitent l'amélioration de la

productivité qui génère la hausse des revenus et des salaires. Dans les belles années de prospérité, la hausse de la productivité dépasse rarement quelques pour cent, et elle ne se répercute que modérément sur les salaires et sur l'inflation des prix de vente.

Du temps de Rome, les dépenses des tributs des conquêtes, ou d'autres cadeaux démagogiques des empereurs faisaient s'envoler le niveau des prix. Dans ce cas, la hausse des prix n'était que passagère, et l'on parle d'une hausse ponctuelle des prix plus que d'inflation. La hausse des prix est qualifiée d'inflation si elle est prolongée et liée à une multiplication disproportionnée de pièces de monnaie par rapport aux quantités de biens produits.

Les calamités et la peur du lendemain ont toujours exhorté les producteurs et les commerçants à conserver leurs réserves, en refusant de vendre les biens stockés. Dans le même temps, la crainte d'une famine provoquait une ruée des acheteurs en quête de farine ou de viande salée, et donc une multiplication en circulation des pièces d'or et d'argent vidées des bas de laine. Les producteurs prudents vendaient alors moins, et contre plus de pièces. Les prix étaient en hausse pour cette double raison de plus de monnaie pour moins de biens. Les crises des guerres puniques ont éperonné les prix ponctuellement entre 3 et 4 % au II^e et I^{er} siècles av. J.-C. Ces hausses des prix ne sont pas considérées comme de l'inflation, car elles ne sont que temporaires.

Après ces circonstances ponctuelles ou passagères, les prix redescendaient dans le cas des calamités, ou se stabilisaient dans le cas d'un apport de pièces. La quantité de pièces de monnaie en circulation s'équilibre à nouveau avec la quantité des biens. Les niveaux des réserves des fabricants et commerçants étaient revenus à la normale. Stocks, quantités de monnaie et prix étaient en accord. Fabricants, commerçants et clients faisaient référence aux nouveaux prix, et ils oubliaient les anciens prix.

La clé de l'inflation : excès de dépenses et manque d'investissements par l'État romain

L'inflation provenait d'un déséquilibre entre la frappe de pièces et la production de biens. La quantité de monnaie dépensée augmentait plus vite que la quantité de biens produits.

Certes, les dépenses des pièces multipliées avaient des apports positifs comme d'éviter les crises de trésorerie, et comme de généraliser l'usage de la monnaie jusque dans les campagnes des provinces occidentales. Les nouvelles pièces facilitaient le commerce en pleine croissance par le comptage et l'acquittement. Elles permettaient la thésaurisation après le change des pièces de billon en pièces d'argent. Elles rendaient possible l'éventuel octroi de quelques prêts en pièces. Les dépenses de pièces de monnaie, la paix et les voies romaines avaient presque inconsciemment tonifié la formidable expansion du commerce du début de l'Empire. Le volume de biens s'était accru en proportion aux frappes de monnaie jusqu'au I^{er} siècle apr. J.-C. L'inflation était alors inexistante.

Ensuite, les dépenses multipliées en pièces dévaluées ont surpassé l'augmentation de la production. Le vrai nœud du déséquilibre était le suivant. D'une part, l'État dépensait trop ses nouvelles pièces pour les soldes des armées, pour la bureaucratie et pour d'autres charges non productives. Ces charges comprenaient bien sûr la construction de monuments de prestige ou d'édifices religieux lénifiants, et les diversions démagogiques en pourvoyant du pain et des jeux, surtout en Italie. D'autre part, l'État investissait peu ses nouvelles pièces pour créer des industries rentables ou améliorer valablement l'infrastructure à vocation économique. Rome n'a pas su, ou n'a pas pu mettre sur pied des programmes d'investissements féconds à la place de dépenses stériles. Il y a bien eu des constructions de routes, d'aqueduc, de canaux, ou de ports, mais ces ouvrages étaient destinés en priorité au militaire et au politique.

Avec plus de nouvelles pièces de monnaie dans les mains des acheteurs que de nouveaux biens, l'inflation pointait son nez. La mesure de l'inflation d'après les documents d'époque

nous oriente vers cette conclusion. Les Romains de l'Empire ignoraient les dangers de ce phénomène nouveau de l'inflation. Excepté les hausses ponctuelles, la République n'avait jamais rencontré une telle situation de manière aussi continue. Cette inflation usait lentement l'économie. Elle pouvait dépasser un cap de non-retour jusqu'à échapper à tout contrôle et amener à de graves convulsions économiques et sociales.

MÉCONTENTES ET PROFITEURS DE CETTE INFLATION DES PRIX DÈS LE 1^{er} SIÈCLE APR. J.-C.

Perte pour les uns

L'inflation des prix était une ponction comparable à une taxe. Cette ponction était illicitement prélevée sur certains au profit d'autres spécifiés dans le point suivant. Cette ponction frappait les possesseurs de pièces thésaurisées dans un bas de laine, ou les épargnants de pièces en banque. Expliquons cela par un exemple. Un producteur vendait cinq cochons contre dix pièces. Il thésaurisait ou épargnait ses dix pièces. Plus tard, après la hausse du prix des cochons englobée dans l'inflation des prix par l'afflux de nouvelles pièces, ses dix pièces ne valaient que quatre cochons. L'inflation avait ponctionné un cochon. La ponction avait virtuellement été prélevée durant le laps de temps d'adaptation des prix mémorisés. La monnaie thésaurisée avait perdu son pouvoir d'achat en rapport à l'inflation des prix. Dès lors, l'inflation des prix des biens biaisait la possibilité offerte par la monnaie de postposer la dépense en toute sécurité. La monnaie ne tenait plus la promesse, obtenue lors de l'acte de vente, d'un achat équitable sur la production future. L'inflation des prix rongeaient la thésaurisation et l'épargne. L'inflation agissait comme une taxe sur la thésaurisation et l'épargne. Aussi, plus le temps s'écoulait et plus la ponction par l'inflation augmentait. Pour compenser l'inflation, le système bancaire archaïque n'accordait pas à

chacun l'accès à une épargne sûre et rémunérée par des intérêts. La carence de banques en Occident réduisait de nombreux Romains à la thésaurisation de pièces altérées. Les monopoles des mines de l'État excluaient presque les placements en or ou en argent fin. L'acquisition de terres représentait le seul placement solide, mais il était grevé par l'impôt foncier.

L'inflation des prix était aussi une ponction qui agissait comme une taxe sur les bénéficiaires espérés. Illustrons cela par ce qui suit. Un potier concluait un contrat pour vendre dans deux mois cinquante jarres en terre cuite contre dix pièces. Le potier se mettait à produire en achetant de l'argile et le bois pour le four selon des coûts en vigueur de 8 pièces. Deux mois plus tard, il fournissait les cinquante jarres contre les dix pièces. Entre temps, l'inflation s'était manifestée suite à l'afflux des nouvelles pièces multipliées. Les prix du jour proposaient quarante jarres contre dix pièces. L'inflation avait ponctionné dix jarres. Le potier se retrouvait grugé par le contrat à terme tronqué par l'inflation. Le vol se faisait de la même manière sur le dos du courageux tâcheron payé à la fin de son labeur, jamais au début. Même en cas de poussée d'inflation durant l'exécution du contrat, le travailleur restait payé au montant initialement convenu. Toutes les transactions à terme voyaient ainsi leurs bénéficiaires rognés par l'inflation.

Si les transactions à terme anticipaient l'inflation, les prix mémorisés augmentaient d'autant à terme. Dans ce cas, l'inflation des prix s'intensifiait encore plus. Et l'anticipation de l'inflation des prix à court terme lésait encore plus les épargnants qui étaient incapables de contrer l'inflation pour leurs transactions à très long terme.

Gain pour les autres

Le gain était tangible pour les débiteurs des comptes de crédit en banque et pour les emprunteurs de pièces de monnaie. L'inflation des prix délestait le remboursement du crédit ou du prêt. Les revenus postérieurs s'alignaient sur les prix de vente.

La dette valait vingt pièces, et était autrefois proportionnelle à vingt cochons produits par l'emprunteur. Après la hausse des prix, cette même dette de vingt pièces correspondait peut-être à dix-neuf cochons, et son remboursement s'allégeait d'autant. La dette à rembourser avait fondu par l'effet de l'inflation des prix.

Le gain était appréciable pour l'acheteur qui payait à terme. Il avait précédemment convenu d'un prix de 10 pièces pour 50 jarres. Le jour du paiement, il revendait 40 jarres pour obtenir 10 pièces selon les prix du jour, il effectuait le paiement dans la journée au fabricant, et l'acheteur conservait 10 jarres pour lui-même. Une bonne affaire pour l'acheteur qui payait sa commande au prix antérieur à l'inflation.

Gain temporaire pour l'État

Le gain pour le principal faux-monnayeur de l'Empire, l'État romain lui-même, était à peine lié à l'inflation. L'État romain affranchi de dettes, ne gagnait rien par l'inflation. Seuls les débiteurs et emprunteurs gagnaient ce que l'inflation rognait aux prêteurs et créanciers. Le gain de l'État romain se montait à la dévaluation de métal précieux dans chaque pièce, ou au nombre de pièces frappées sans scrupules en plus de la valeur annoncée par rapport au lingot. L'État ne gagnait que par la dépense de cet extra de pièces de monnaie multipliées. La ponction sur les pièces d'or et d'argent était une taxe en métal précieux.

Avec l'inflation, l'injection de pièces dans l'économie par l'État avait cessé de vitaliser le commerce et de permettre l'épargne en banque ou la thésaurisation dans une cassette. L'inflation déroutait les commerçants. Elle frustrait les épargnants par la perte de valeur de leurs pièces en banque. Elle démotivait les actifs qui travaillaient pour épargner ou thésauriser leurs salaires. L'inflation perturbait l'économie, et les revenus fiscaux de la production en pâtissaient, comme nous allons le comprendre en détail. L'inflation a effectivement contribué au déclin de l'Empire romain.

DÉCLIN ÉCONOMIQUE DU I^{er} SIÈCLE JUSQU'AU DÉBUT DU III^e SIÈCLE APR. J.-C.

La démagogie financée par la fiscalité et la multiplication des pièces de monnaie

Depuis la République du 1^{er} siècle av. J.-C. et ensuite dans l'Empire, du blé bon marché se déversait en Italie après les nouvelles conquêtes de Sicile, d'Asie Mineure et d'Afrique. Cette nouvelle concurrence ruinait la paysannerie des petits propriétaires d'Italie. Les grands propriétaires terriens leur rachetaient leurs biens qu'ils exploitaient avec une main-d'œuvre d'esclaves. Les hommes libres dépossédés de leurs terres s'agglutinaient à la population urbaine de la plèbe sans source de revenus. Les empereurs étaient perplexes et impuissants à donner du travail aux désœuvrés. Ils ont éludé le problème par la démagogie qui a été la principale cause de la décadence. Le désœuvrement et la démagogie étaient manifestes à Rome et dans la péninsule italienne. « Du pain et des jeux ». Prendre aux riches pour donner aux pauvres. Et 200 000 subsidiés à Rome étaient autant de paires de bras en moins au travail. La bureaucratie était aussi en hausse pour absorber les inactifs.

La démagogie a été rendue possible par un financement assuré par la fiscalité, et également par la multiplication des pièces. Il était vrai que les mêmes pratiques de frappe de pièces de monnaie contribuaient au financement des États depuis l'invention des pièces de monnaie par les Lydiens. À Rome, les pièces en étaient arrivées à donner le pouvoir d'acheter tous les biens ou les services. Les pièces apparaissaient comme richesses plus que les biens. Alors, pourquoi ne pas augmenter les distributions de pain en les finançant par la frappe artificiellement de pièces de monnaie ? Grave erreur ! Une sorte d'aveuglement devant le scintillement des pièces de monnaie, et une inconscience du péril de l'excès. Qu'aurait-il fallu faire pour remédier au cancer des cohortes de chômeurs ? Les siècles d'Histoire qui

ont suivi Rome nous éclairciront sur le sujet. Nous y reviendrons dans les prochains chapitres.

Le travail dévalorisé aussi par l'inflation

À Rome, les réquisitions, les confiscations, la fiscalité en augmentation, et surtout la démagogie dévalorisaient et décourageaient le travail. Un credo peu productif surpassait les valeurs de l'huile de bras, de la rigueur et de l'équité. Seul l'État s'enrichissait et nourrissait les citoyens. Le pouvoir s'accaparait la consommation. Dès lors, les fardeaux de l'État, et l'attrait des villes et des subsides démagogiques déforçaient doublement la production. La lassitude s'emparait de la production. Bien sûr, d'autres causes toujours débattues expliquent le déclin économique de l'Empire romain. La question est demeurée ouverte depuis la décadence jusqu'au XXI^e siècle.

Le découragement du travail résultait aussi de l'érosion de la valeur des pièces épargnées et thésaurisées sous l'effet de l'inflation des prix. Même si cette cause était apparemment limitée durant les deux premiers siècles de l'Empire selon le diagnostic historique, elle n'a pas dû ragaillardir l'activité économique. L'inflation dévalorisait et donc décourageait le dur labeur accompli pour épargner ou thésauriser, comme le travail au prix du jour et rétribué à terme. De même, les ventes à terme, les contrats à échéance et les investissements perdaient en rentabilité. L'inflation, ajoutée aux perceptions des impôts et des taxes, rognait inexorablement les bénéfices de ces opérations.

Les commerçants et les producteurs éliminaient sèchement les activités les moins profitables. Personne n'a jamais aimé perdre le fruit de ses efforts grignoté par le temps, sans moyen de conserver son revenu pour ses vieux jours. L'inflation rognait année après année la valeur de la pièce de monnaie. Peu d'alternatives subsistaient pour placer ses revenus et en conserver la valeur, car l'épargne en banque rémunérée par des intérêts compensant l'inflation était rarement possible, et les placements fonciers excitaient l'appétit des impôts.

Même le producteur de biens manufacturés non encore découragé trouvait moins de débouchés. L'inflation rongait l'épargne des consommateurs, et ceux-ci se repliaient inévitablement sur l'approvisionnement en vivres. Dès lors, les autres producteurs se contentaient également de travailler pour produire et consommer un minimum vital. La production des uns n'était plus l'émulation de la production des autres. Les effets pervers de l'inflation décourageaient l'économie, même légèrement. L'Empire s'appauvriissait globalement en partie par l'effet de l'inflation. Au contraire, la stabilité de la monnaie a toujours été un excellent incitant de la production, de la consommation, et donc de l'économie.

Multiplication retenue des pièces et inflation modérée jusqu'au III^e siècle

Les analyses métallographiques des pièces retrouvées nous éclairent quant à la dévaluation et donc à la multiplication des pièces. C'était surtout à la fin du II^e siècle apr. J.-C., que la dévaluation s'était accrue à une époque de dépenses du gouvernement en hausse et d'approvisionnement affaibli en or et en argent. Les pièces d'argent ternissaient à une valeur intrinsèque en métal précieux médiocre, mais encore appréciable. Ainsi, vers 250 apr. J.-C., le titre d'argent était tombé à 40 %. Les pièces d'argent s'étaient partiellement éloignées du « bien intermédiaire » de métal précieux pour se rapprocher de la monnaie « pure » selon la valeur faciale des pièces.

Pour les pièces de billon, le coût de fabrication avait fini par rattraper la valeur nominale de ces pièces sous l'effet de la lente inflation. Ces pièces ont donc disparu dans la plupart des régions de l'Empire à la fin du II^e siècle apr. J.-C. pour ne persister que dans les régions proches de Rome.

Pour sa part, l'inflation des prix indisposait plus qu'elle paralysait l'activité économique jusqu'en 260 apr. J.-C. L'inflation modérée des I^{er} et II^e siècles apr. J.-C. était un désagrément mineur. L'inflation était une cause secondaire du

déclin économique des deux premiers siècles de l'Empire. L'inflation était plus un symptôme d'une anomalie que le virus de la décadence. Par contre au III^e siècle, l'inflation s'est dégradée en une préoccupation majeure. Le poids de l'inflation sur l'économie s'est effectivement alourdi pendant la « crise du III^e siècle ».

LA CRISE DU III^e SIÈCLE APR. J.-C.

Le déclin économique accentué au début du III^e siècle apr. J.-C.

Dès la fin du II^e siècle, le déclin économique s'accélérait, surtout en Italie. Les contre-incitants au travail s'additionnaient. Le découragement affectait toutes les classes sociales. La production périssait lentement et périlleusement. Les campagnes italiennes étaient désertées, et de nombreuses terres retournaient en friches. L'industrie, qui avait émergé considérablement depuis Auguste, ne trouvait plus de débouchés suffisants parmi les masses urbaines inactives.

Les revenus fiscaux des empereurs s'amenuisaient en proportion de la baisse de production, surtout en Italie. L'Italie importait davantage des autres provinces. Le mécontentement de celles-ci s'accroissait devant la décadence aggravée de l'Italie. La collecte des taxes était contestée, peut-être éludée. De plus, les provinces occidentales avaient elles-mêmes épuisé leur croissance tirée par la « Pax Romana », le droit romain, et le commerce entre provinces. L'économie de ces provinces occidentales végétait également sans un appui bien senti des banques. Le système bancaire avait peu évolué depuis la conquête romaine : toujours développé en Orient, encore rachitique en Occident. Au III^e siècle, les banquiers avaient même déserté la campagne italienne. La banque accaparée par le commerce n'avait rien à gagner si la production locale chutait. À l'autre bout de la Méditerranée, l'économie

égyptienne continuait de s'appuyer sur une longue tradition bancaire, et elle montrait moins de signes d'essoufflement malgré la légère inflation. Grâce aux banques, la rémunération en intérêts des dépôts persistait dans l'Orient de l'Empire. Ceci contribuait peut-être à cela.

La « crise du III^e siècle »

Entre 235 et 284, une crise autant politique qu'économique emportait l'Empire au bord du précipice. Les historiens parlent de la « crise du III^e siècle ». La confiance, le commerce et la production s'étaient fortement dégradés. Les légions, dont la morale se perdait, ou les estomacs se vidaient, harcelaient et extorquaient les civils, ce qui n'améliorait pas la situation. Une épidémie de peste ajoutait au désarroi économique et politique dans les années 240.

L'Empire fragilisé économiquement et politiquement était incapable de supporter les charges militaires pour se défendre. Les barbares et les pirates, surtout dans l'Occident, se ruaient pour écumer terres et mers. La sévérité de la crise est difficilement estimable vu l'insuffisance d'écrits préservés. Néanmoins, l'archéologie illustre la situation : l'époque voyait des palissades et des fortifications s'ériger autour de cités et des villas.

Apogée de la multiplication des pièces vers 260

Le Trésor de l'État subissait la baisse des revenus fiscaux. Sans possibilité d'emprunt à un système bancaire efficace, il ne restait que la folle multiplication des pièces de monnaie. La multiplication des pièces bondissait à son apogée avec l'empereur Gallienus (260-268). Seules la vitesse de refonte et la frappe manuelle des pièces limitaient encore la multiplication. La frappe de pièces de billon en bronze encore en circulation dans la région de Rome finissait par disparaître totalement sous Gallienus, faute de rentabilité. La multiplication s'est

alors portée sur les pièces d'argent. La dévaluation de l'argent-métal dans les pièces a été abrupte pour compenser l'arrêt des frappes des pièces de billon. En un peu plus d'une décennie, le titre d'argent-métal des pièces plongeait de 40 % peu avant 260, à 4 % vers 270. Les pièces d'argent s'étaient dégradées en des rondelles de bronze enrobées d'une pellicule d'argent. Les nouvelles pièces dévaluées en argent étaient de plus en plus rejetées. La confiance en ces nouvelles pièces s'effondrait. La monnaie n'était plus ni d'or ni d'argent. Les pièces de monnaie étaient très éloignées d'un « bien intermédiaire » avec une valeur intrinsèque. Elles n'étaient acceptées en paiement que parce qu'il fallait bien se nourrir, sans les rejeter systématiquement. Alors, chacun payait en mauvaise monnaie pour s'en débarrasser, sans la thésauriser. La circulation de cette mauvaise monnaie s'accélérait pour acheter des vivres ou des « biens intermédiaires ».

Les pièces d'or non dévaluées étaient thésaurisées depuis longtemps sous le matelas et circulaient à peine. Moins les pièces ont circulé, plus concentrées elles ont été retrouvées par les archéologues. Ainsi, la prédominance de l'or sur l'argent est nette en terme de valeur faciale dans les magots enfouis ou égarés lors de débandades, et exhumés depuis le XIX^e siècle. Le ratio entre pièces d'or et d'argent, déjà fort détendu, se disloquait au temps de Gallienus, selon les historiens. Également, les pièces d'argent de qualité étaient thésaurisées quand elles avaient échappé au cycle des taxes et de la multiplication des pièces. La bonne monnaie, conservée chez soi, disparaissait du circuit. Un certain Gresham a énoncé cette loi au XVI^e siècle, d'où l'appellation de « loi de Gresham » : « La mauvaise monnaie chasse la bonne », car la bonne monnaie est conservée à la maison.

Décollage de l'inflation après 260

Ce rejet des nouvelles pièces aggravait l'inflation de prix. La quantité de pièces en circulation augmentait par les nouvelles frappes et par le rejet des pièces médiocres hors des bas de

laine. L'inflation se nourrissait d'elle-même. Les monnaies concurrentes et le marché noir réapparaissaient. Pour se couvrir de la mauvaise qualité des pièces, les vendeurs négociaient les prix à la hausse. Vendeurs et acheteurs finissaient même par programmer l'inflation dans le calcul des prix. Les clients perdaient confiance dans les nouvelles pièces de monnaie et les dépensaient au galop pour éviter l'inflation. Par là, ils accéléraient également l'inflation. Les créanciers voyaient fondre leurs avoirs dans l'inflation, car ils étaient chiffrés selon les valeurs faciales des pièces. Leur demande dégringolait, et les producteurs étaient incapables de vendre et rembourser leurs dettes à leur tour.

Les effets d'impôts injustes, de taxes élevées, et de la perfide inflation s'accroissaient. Le cycle infernal de crise, démagogie, taxes et inflation s'accélérait. La multiplication des pièces continuait jusqu'au vice et à la décrépitude économique. À juste titre, l'abus de multiplication des pièces par le gouvernement a été comparé à l'alcoolisme : soulagement après une rasade, mais pire après la nuit. Alcoolisme de la multiplication de la monnaie pour les empereurs. Malnutrition du déclin économique pour la plèbe bannie par une industrie effrayée par la crise, la démagogie, les taxes et l'inflation. En rien la production de biens n'augmentait quand les pièces de monnaie étaient multipliées. Seuls les prix s'en ressentaient. Au bout du compte, l'État faux-monnayeur était pénalisé.

Crise monétaire et bancaire vers 265

Les crises des paiements avaient été partiellement éludées depuis Néron en multipliant la monnaie, alors d'or et d'argent fin. Vers 265, une crise des paiements resurgissait avec une monnaie rejetée par le mauvais aloi des pièces et par l'inflation des prix. Les crises des paiements par manque de monnaie comme celles décrites au début de l'Empire s'étaient muées en une crise économique et bancaire par excès de monnaie. Jamais contents, ces Romains !

Le système bancaire, déjà érodé par des décades de perte de confiance et d'évaporation du désir d'emprunt, a même été temporairement suspendu après la culbute des clients faillis. Cette crise du III^e siècle a signifié une coupure profonde pour les métiers bancaires et financiers. Dès la fin du III^e siècle, la thésaurisation des bonnes pièces prenait en partie la place de l'épargne dans les banques vacillantes et à peine remises de la crise bancaire.

Le sauvetage militaire de l'Empire financé par... la surmultiplication des pièces

L'empereur Aurélien (270-275) a sauvé l'Empire de la dislocation par ses victoires militaires sur les insurgés ou les envahisseurs. Par contre, il n'a pas résolu la crise économique. Au contraire, il a traficoté encore plus le système monétaire. Il a frappé de nouvelles pièces avec une dénomination faciale qui équivalait à 2,5 fois la valeur des anciennes pièces... toujours presque sans argent-métal. Chaque frappe au marteau rapportait 2,5 fois plus. La rentabilité de la production manuelle restaurée, Aurélien reprit la multiplication de plus belle. Aurélien est ainsi le premier personnage de l'Histoire à avoir financé son gouvernement par la « planche à monnaie », en ajoutant quelques chiffres à la valeur faciale de la monnaie.

L'inflation des prix décollait pour les paiements en ces nouvelles pièces. Dès Aurélien, l'inflation est devenue rampante jusqu'à la chute de l'Empire. De cause mineure de la déglingue économique, l'inflation s'était muée en une cause majeure de la décadence. L'inflation galvaudait les avantages de la monnaie : compter avec un étalon stable, acquitter les paiements, et surtout postposer la dépense en épargnant à pouvoir d'achat égal. Sous Aurélien, le commerce en pièces de monnaie s'arrêtait partiellement. Le troc et autres « biens intermédiaires » réapparaissent pour acquitter les paiements. L'usage des pièces, pourtant si répandu, cédait la place à d'autres monnaies ou au troc pour assurer le minimum vital. Peut-être continuait-on à compter en pièces, mais on les

acceptait moins volontiers pour acquitter les paiements, ou alors à un prix en pièces surévalué en prévision de l'inflation. L'économie était en plein chaos, surtout à l'Occident de l'Empire. Le retour en friche des cultures s'accroissait par manque de débouchés commerciaux ou par la hantise des raids barbares.

FIASCO DE LA RÉSORPTION DE L'INFLATION À LA FIN DU III^e SIÈCLE APR. J.-C.

Échec de la réforme monétaire pour mater l'inflation

L'économie de l'Empire déperissait grièvement à la mort d'Aurélien. La baisse de la production combinée avec la hausse de la quantité de monnaie en circulation avait multiplié les prix par 10 entre 256 et 280. Le cercle vicieux inflation, démoralisation et baisse de la production pour encore plus d'inflation continuait.

L'empereur Dioclétien (284-305) a alors entamé des réformes monétaires profondes pour mettre un terme à la crise politique et économique. Il a redéfini les normes des pièces. Il a frappé de nouvelles pièces d'or et d'argent quasi pures. Les butins des nouvelles conquêtes de Dioclétien y ont vraisemblablement contribué. Des pièces de bronze divisionnaires des nouvelles pièces d'or et d'argent ont été également mises en circulation. Les nouvelles pièces d'un titre et poids d'or ou d'argent précis étaient à nouveau proches d'un « bien intermédiaire ».

Au grand désespoir et à la grande stupéfaction de Dioclétien, l'inflation continuait après l'introduction des nouvelles pièces. Dioclétien avait certes injecté de bonnes pièces dans l'économie, mais il avait par là augmenté la quantité de monnaie en circulation. En fait, les nouvelles pièces de Dioclétien étaient thésaurisées à la place de pièces de moindre qualité qui étaient remises en circulation. L'inflation des prix

en pièces continuait devant la baisse de production et le rapide rejet des mauvaises pièces en circulation. Peut-être un marché noir se développait en marge de la production officielle payée avec les pièces des soldats et des fonctionnaires. Au contraire d'une taxe que l'on peut suspendre par un simple décret, l'inflation avait créé un effet boule de neige incontrôlable. L'inflation continuait irrésistiblement. Le rejet de la mauvaise monnaie et l'inflation des prix s'aggravaient sans possibilité de retour aisé des pièces de monnaie à la case départ du Trésor de l'État. Les empereurs avaient été impénétrables aux travers de leur rituel monétaire. Après tout, les frappes de pièces de monnaie étaient une institution séculaire pour contribuer au financement de l'Empire.

Échec de « l'édit des prix » pour geler l'inflation

Dioclétien a alors pondu et promulgué son mémorable « édit des prix ». Il établissait des prix maximums des transactions pour contrôler l'inflation des prix des paiements en pièces. La peine de mort était encourue en cas de dépassement de ces prix plafond.

L'initiative s'est soldée par un échec cuisant pour terrasser l'inflation. Les commerçants comme les fabricants dissimulaient leurs marchandises. Le marché noir s'est développé malgré la menace des sanctions. Pourquoi vendre à bas prix le jour, si l'on peut vendre à bon prix la nuit ? Les fabricants et les marchands vendaient uniquement à leurs fidèles clients et à un prix honorable. Dès lors, les biens vendus aux prix officiels se volatilisaient contrairement à la quantité de pièces en circulation. Pour survivre, les clients étaient obligés d'acheter la nuit les biens retirés des échoppes du jour. Les prix du jour ont fini par s'aligner sur les prix de la nuit, et sur l'inéluctable inflation. Et l'inflation n'a pu être contenue.

L'INFLATION CONTOURNÉE POUR REDRESSER L'EMPIRE AU IV^e SIÈCLE APR. J.-C.

Réforme fiscale de Dioclétien

Parmi les réformes de Dioclétien, la grande réussite a été la révision du système fiscal. Pour contourner l'inflation des prix en pièces, la fiscalité était collectée en nature. Le montant des taxes et réquisitions en nature était estimé comme pour l'économie de redistribution, ou pour un budget moderne. D'une part, les besoins étaient supputés pour payer les armées et subvenir aux grandes villes. D'autre part, la production était estimée en fonction des récoltes, de la région, et d'autres critères. Le tout était chiffré en unités fiscales, plutôt qu'en pièces de monnaie. Ces unités étaient mesurées par individu pour les besoins, tandis que pour les ressources, elles étaient déterminées selon les terres, l'équipement, la saison et d'autres facteurs. Malgré sa complexité, ce système a augmenté les revenus de l'empereur. Il a aussi amélioré l'équité fiscale, ce qui rendait moins insupportables les charges réclamées pour les armées et l'administration. Les taxes en nature remplaçaient les grandes transactions en pièces de monnaie entre les provinces et Rome. Le fameux « édit des prix » a servi au bouclage des budgets de cette fiscalité en nature.

Le système a remis d'aplomb les secteurs cruciaux de l'agriculture, des armées et de l'administration. L'administration et l'armée étaient restructurées loin de l'inflation pour garantir à nouveau la bonne marche et la défense de l'Empire. Le commerce s'est récupéré en partie avec la paix et la stabilité retrouvées. L'Empire en a été rafistolé pour un siècle.

Retour partiel de la circulation des pièces d'or ou d'argent sous Constantin

L'empereur Constantin (306-337) a prolongé la vague de réformes de Dioclétien. Il a créé un système monétaire parallèle

frappé de nouvelles pièces de qualité en titre et en poids d'or, et dans une moindre mesure d'argent. Cette fois, aucune conversion fixe n'était assurée entre les nouvelles et les anciennes pièces. Les valeurs de change entre les nouvelles et les anciennes pièces variaient selon le bon vouloir des changeurs de rue. Le poids intrinsèque en once d'or et once d'argent comptait seul à nouveau pour ces nouvelles pièces. Constantin avait obtenu l'or de ses conquêtes en Orient, et des confiscations hors des temples déclarés païens après sa conversion au christianisme.

L'usage de bonnes pièces d'or et d'argent nouvellement frappées a été instauré pour les paiements des charges de l'administration et les soldes des armées. Ces secteurs échappaient ainsi à l'inflation des prix en mauvaises pièces. Les taxes devaient être acquittées en ces nouvelles pièces, ou en onces d'or ou d'argent. Cette mesure fiscale s'appliquait surtout aux fonctionnaires. Pour l'économie privée en prise avec l'inflation, les pièces ont été volontairement non pesées et comptées largement lors des rentrées fiscales. La paix et la stabilité continuaient à favoriser la reprise du commerce sous Constantin.

L'inflation des prix selon les valeurs nominales des anciennes pièces n'était pas apaisée du tout. Les nouvelles pièces de monnaie s'ajoutaient et ne remplaçaient pas les anciennes pièces détériorées et dévaluées. De plus, les mines impériales continuaient à produire de l'or et de l'argent. Enfin, les frappes de pièces selon les anciennes normes frelatées de poids et de titre n'ont jamais vraiment cessé durant et après le règne de Constantin. Cette inflation des prix en pièces aux anciennes normes touchait essentiellement la plèbe qui manipulait ces pièces. La charge de l'inflation était donc injuste, car elle affectait principalement les plus pauvres. De fait, les pauvres continuaient de recevoir la mauvaise monnaie en paiement. Il était impensable de refuser un paiement en pièces altérées quand l'estomac criait famine.

La plèbe se prémunissait difficilement contre l'inflation consécutive à la multiplication des pièces. Pas de temps à perdre à courir épargner, vérifier, et changer si nécessaire,

chaque pièce de monnaie après chaque paiement. Impossible de fouiner partout pour se débarrasser de chaque mauvaise pièce de monnaie contre une valeur refuge, un « bien intermédiaire », ou une autre monnaie. Par la suite, l'Histoire nous a montré qu'il faut une inflation bien plus forte que celle dans laquelle surnageait la plèbe romaine, pour voir l'ensemble des gens en revenir intégralement au troc. Même dans un tourbillon d'inflation, la monnaie garde longtemps ses avantages sur le troc. La plèbe ne pouvait que dépenser les pièces et agiter encore plus la circulation de la mauvaise monnaie, donc l'inflation et les convulsions de l'économie. La situation était inextricable pour la plèbe. Et tandis que la plèbe s'enfonçait dans l'inflation, les placements fonciers ou en pièces d'or fin des classes aisées s'appréciaient par rapport aux prix en pièces dévaluées.

Un siècle après le règne de Constantin, fragilisé économiquement, incapable de maintenir ses armées, l'Empire d'Occident chutait enfoncé par les invasions du ^ve siècle. L'Occident s'est disloqué en quelques décennies tandis que l'Orient épargné par la décadence s'est maintenu avec Byzance... et autour d'un solide système monétaire.

COÏNCIDENCE : L'EMPIRE ROMAIN A AUSSI CHUTÉ SUR DES OBSTACLES MONÉTAIRES

Pour certains, la cause principale de la chute de l'Empire d'Occident était la crise politique, religieuse et sociale interne qui a mené à la démagogie, à la décadence et au désastre politique et économique. Les codes mal définis de successions des empereurs avaient généré trop de guerres civiles. La crise religieuse due à la rencontre de tant de religions dans un Empire si vaste, avait favorisé l'irruption de sectes qui avaient fragilisé l'unité politique.

Pour d'autres, les barbares, acculés par les migrations des Huns, ont accentué leurs coups de boutoir. Pourtant, l'Empire

d'Orient, avec les forces vives romaines regroupées autour de Constantinople, a subsisté pendant mille ans. Byzance a survécu avec le système monétaire stable de Constantin et avec une tradition bancaire prospère et antérieure à Rome. Byzance s'est longtemps arc-bouté devant la poussée des Arabes puis des Turcs jusqu'à la chute de Constantinople au xv^e siècle. Le monde arabe lui-même a fleuri en laissant intacte l'administration byzantine des pays conquis avant de plier devant les Turcs Seldjoukides puis Ottomans.

Depuis quelques décennies, des chercheurs explorent l'histoire hors du cadre étroit de la philologie. Dans cette optique, une nouvelle thèse de la désintégration de l'Empire romain a été avancée notamment par Moses Finley. Selon Finley, l'écroulement de l'Empire romain d'Occident était inéluctable par le système monétaire déficient. L'organisation et l'exploitation des forces productives butaient sur les limites du savoir romain. Les Romains se sont leurrés avec la frappe de pièces de monnaie. Les pièces acquittaient tous les achats, donc les pièces apparaissaient comme la seule richesse. Tragique méprise, car la vraie richesse est en biens, pas en pièces de monnaie ! Les Romains ont multiplié les pièces de monnaie sans réexaminer le système monétaire, fiscal et économique. Le système monétaire s'essoufflait au maximum de ses capacités, sans possibilités de financement des investissements dans la production industrielle. Des techniques disponibles pour une utilisation industrielle existaient bien. Le savoir des penseurs, artisans et ingénieurs englobait déjà l'architecture des aqueducs, la mécanique des catapultes, la métallurgie des armes, le tissage du lin, les mathématiques, etc. Mais le talon d'Achille était le système monétaire qui signifiait des banques orientées vers le commerce et des pièces frappées pour couvrir les dépenses stériles de l'État, et non pour financer des investissements. L'Empire d'Occident était ainsi resté essentiellement agricole. Presque aucune ville romaine ne s'était développée autour de l'industrie. L'Empire d'Occident n'a pas su franchir l'étape économique suivante : l'industrialisation. Au contraire, le chômage et la décadence ont gangrené l'Empire. Les peuples de l'Empire d'Occident

sont passés d'un niveau qui égalait celui de l'Europe du xviii^e siècle, à la quasi-préhistoire du Moyen Âge.

Comment aurait-il fallu faire ? Tout Empire est-il voué à chuter à l'instar de Rome ? Non, car le palier économique supérieur a été atteint dans les Temps modernes. D'abord, la Renaissance a initié la pratique des prêts à l'État accordés pour une relative stabilisation de la trésorerie en pièces de qualité. Ensuite, la Révolution industrielle a été financée par le déclin de techniques monétaires audacieuses pour assurer le décollage de la production industrielle.

MANQUE RÉCURRENT DE PIÈCES DE MONNAIE DU MOYEN ÂGE À LA RENAISSANCE

RETOUR DE LA CIRCULATION DES PIÈCES
EN OCCIDENT DU VII^e AU XII^e SIÈCLES

Sans pièces de monnaie ni banques depuis la chute de Rome

Dans les siècles immédiatement postérieurs à la chute de Rome, une économie de redistribution à l'image du début de l'Antiquité régissait la vie des envahisseurs barbares, du moins à l'intérieur du village ou du territoire contrôlé. Ces peuplades n'avaient ni armée, ni administration, ni infrastructure publique. Elles n'avaient aucune ville axée sur le commerce, juste des villages qui subsistaient d'agriculture, d'élevage et parfois de troc avec le monde extérieur. Le commerce était moins fréquent que les pillages du voisin en cas de disette. Les nouveaux immigrants ne nécessitaient aucune organisation de financement charpentée sur une fiscalité en pièces de monnaie de hautes et de basses dénominations. Près d'un millénaire allait s'écouler avant d'égaliser l'efficacité économique, administrative, fiscale et donc monétaire de l'Empire romain.

L'or et l'argent n'étaient pas abandonnés pour autant par les envahisseurs déjà familiers avec les pièces de l'Empire déchu. L'or et l'argent gardaient toute leur valeur aux yeux des

nouveaux venus. Ceux-ci ont ratissé les pièces d'or et d'argent dans les débris calcinés de l'Empire romain d'Occident. Les nouveaux maîtres des lieux ne voyaient pas les pièces comme de simples trophées. Ils considéraient les pièces et les lingots d'or et d'argent comme des « biens intermédiaires » à échanger à l'extérieur de la communauté. Ils utilisaient les pièces au poids pour acquitter des transactions importantes. Les nobles et les évêques thésaurisaient les pièces à cette fin commerciale. Des frappes de pièces d'or et d'argent ont exceptionnellement eu lieu. Ces frappes rendaient le commerce contre les biens de luxe d'Orient plus commode qu'avec des lingots difficilement divisibles.

À l'Orient, l'Empire byzantin s'était maintenu avec une économie florissante. Elle drainait l'or et l'argent vers Constantinople. Aucun bien d'Europe occidentale, autre que l'or et l'argent, n'intéressait l'Orient. Les réserves d'or et d'argent s'évaporaient d'Occident en faveur de l'Orient. Cet afflux contribuait au maintien du système monétaire byzantin basé sur l'or. Plus tard, Byzance a connu son apogée vers l'an mil. Sur le même héritage administratif issu de Rome, le monde musulman est venu rivaliser avec Byzance. Un système monétaire similaire y était conservé avec des pièces d'or et des sous-multiples d'argent, ainsi que des banques. Le Califat de Cordoue culminait également à son zénith au xe siècle, quand l'Occident n'en terminait pas de se relever du néant politique, économique, et aussi monétaire.

Le retour des paiements en pièces de monnaie dès le vii^e siècle

Dès le vii^e siècle, de nouvelles dynasties domptaient la pagaille en Occident. À nouveau, une certaine organisation surgissait en certains lieux. Des villes sortaient de terre notamment grâce au commerce et aux taxes pour financer l'administration, les armées et les fortifications. Les taxes étaient collectées en nature aux portes des villes. Également, les marchés, les foires et le commerce renaissaient comme

dans l'Antiquité. Le commerce et la fiscalité insufflaient un besoin de numéraire. L'Église encensait aussi l'usage de pièces pour faciliter les donations. À l'instar des rois, elle s'accaparait l'or pour les ciboires, calices et chandeliers de ses églises. Au vii^e siècle, des nouvelles pièces étaient ainsi frappées en argent plus disponible que l'or.

Au viii^e siècle, les Carolingiens instauraient une nouvelle pièce d'argent : le « denier ». Cette pièce d'argent allait demeurer le ferment monétaire du Moyen Âge. Parallèlement, l'or a longtemps circulé au poids, ou a été frappé comme médaille pour les cérémonies avant d'être monétisé. L'or et l'argent n'étaient pas encore liés par un ratio fixe, comme dans l'Antiquité. La pièce d'argent était la seule référence. L'or était un « bien intermédiaire » relatif à la pièce d'argent. Les Carolingiens maintenaient la circulation de la pièce d'argent par la taxation et par la production des mines d'argent dans l'ouest de la France. Les balbutiements du commerce équilibraient les flux d'or et d'argent avec l'Orient et le monde arabe.

Au ix^e siècle, l'or et l'argent se faisaient rares. Les quelques mines en activité ne compensaient pas la fuite de l'or et de l'argent vers l'Orient ou les exigences de tributs par la déferlante d'assaillants vikings. La frappe de pièces d'argent déclinait. Au x^e siècle, l'expansion de l'Europe par la christianisation et la colonisation vers l'est a conduit à la découverte de mines d'argent dans les montagnes Harz de l'actuelle Allemagne. La frappe et l'usage des pièces d'argent étaient relancés. Ces pièces d'argent se sont même répandues aux x^e et xi^e siècles dans l'Empire germanique, la bohème, la Hongrie, la Pologne, les pays scandinaves, et enfin dans l'ouest de l'Europe de la féodalité.

Ces pièces d'argent étaient propagées par le commerce qui renaissait dans toute l'Europe. Bien sûr, les pays sans mines d'argent devaient faire un effort supplémentaire pour acquérir les pièces d'argent. Le jeu des pièces en valait la chandelle. Comme toujours, la circulation des celles-ci facilitait le comptage pour commercer, l'acquiescement des paiements, et la thésaurisation par besoin de sécurité. L'exploitation des

mines représentait aussi un effort considérable même s'il était largement rentable. Vers la moitié du XI^e siècle, les mines d'Allemagne ont fini par s'épuiser. La circulation des pièces d'argent s'est néanmoins maintenue en Europe. La balance commerciale avec Byzance et le monde arabe basculait cette fois en faveur de l'Europe. L'arrivée des Turcs déforçait l'Orient dès le début du XI^e siècle, quand l'Occident avait dépassé le creux de l'an mil.

Les pièces variées de la féodalité du X^e au XII^e siècles

Du X^e au XII^e siècles, la variété de pièces découlait de la féodalité et de la taxe du « seigneurage ». Cette taxe se justifiait pour défrayer le potentat local des charges de refonte, d'étalonnage et de frappe des pièces rendues méconnaissables par l'usure. Le prélèvement du seigneurage a commencé dès Pépin le Bref, selon certaines sources historiques.

Souvent, les évêques et les suzerains ont ponctionné ce seigneurage pour eux-mêmes. De fait, le seigneurage était une ressource importante de pièces d'argent pour les États. L'organisation fiscale était moins développée que celle de l'Empire romain très axée sur la monnaie. Sans pièces en suffisance, la fiscalité était souvent collectée en nature sous forme de « taille ». Ces tailles étaient cependant impropres à payer les mercenaires, les tributs ou les rançons. La pression pour obtenir de l'or et de l'argent était importante. Le seigneurage variait ainsi d'une ponction nulle... jusqu'à l'excès. L'on cite des seigneuries de plus de la moitié de l'argent-métal en cas de crise ou d'urgence.

Pour mieux profiter du seigneurage, les refontes étaient souvent généralisées à l'intégralité des pièces en circulation, et répétées à intervalle régulier par les autorités. Le seigneurage était prélevé sur toute matière d'argent thésaurisée ou en circulation sous forme de pièces ou de lingots. Après la refonte et la frappe, les anciennes pièces étaient simplement échangées contre un nombre inférieur de pièces neuves en argent. La différence ponctionnée de poids d'argent-métal était le

seigneurage. Les pièces changées étaient normalement d'un titre et poids d'argent légaux, mais des dévaluations plus ou moins discrètes ont existé. La ponction était alors double, par le seigneurage et par la dévaluation coupable en poids ou en titre. Une limite existait à cette ponction : les nouvelles frappes devaient produire des pièces recevables par les détenteurs d'anciennes pièces. Sinon, les pièces disparaissaient vers d'autres lieux plus cléments avant la refonte suivante. L'empreinte variait avec chaque refonte pour tenter de forcer l'apport des anciennes pièces. L'on n'aimait pas non plus de voir des effigies d'adversaires politiques sur les pièces locales. Dès lors, les frappes de pièces féodales étaient variées, quasi anarchique et d'une qualité inégale. Au fil des refontes, des pièces avaient perdu en brillance, en taille ou en épaisseur. Par exemple, vers 1160, le denier se composait de 1,3 g d'argent fin en Angleterre, mais seulement de 0,05 g à Venise. Le titre d'argent était de 92,5 % en Angleterre, et fondait à 20 % à Barcelone.

LES PIÈCES DE MONNAIE TRANSMUTÉES AU XIII^e SIÈCLE

Des nouvelles pièces d'argent et d'or diffusées par le commerce

À la fin du XII^e siècle, de nouvelles et fabuleuses mines d'argent étaient découvertes en Europe de l'Est. Suite à cette découverte, des nouvelles pièces d'argent se répandaient par le commerce. En France, signe d'abondance de numéraire, une très légère inflation des prix en pièces d'argent se manifestait dès 1200, et jusqu'en à 1320 voire au-delà, selon les historiens. Ces mines très productives ont contribué à établir la pièce d'argent comme monnaie universelle dans toute l'Europe. L'argent triomphait comme référence monétaire centrale pendant plusieurs siècles avant l'usage exclusif de l'or. Depuis, le mot français « argent » désigne effectivement la monnaie.

Dès le ^{xiii} siècle, les mines fournissaient assez d'argent pour frapper de nouveaux multiples de forte valeur des pièces d'argent. Ces pièces représentaient souvent 12 deniers d'argent. Elles s'appelaient « gros » en France ou « grosso » en Italie. En Angleterre, le « groat » valait 4 deniers ou 4 « pennies » (traduction du dernier en anglais). La profusion d'argent-métal autorisait également la frappe de pièces divisionnaires ou des subdivisions du denier d'argent. Des pièces de demi ou de quart de denier étaient frappées en argent malgré une faible rentabilité due au coût de la frappe. Ces pièces d'argent de petites valeurs ont aidé à populariser l'usage de la pièce de monnaie dans les différentes couches sociales. Le troc pénible reculait. La frappe de pièces pour tous était également préférée au prêt en pièces. Les interdits religieux médiévaux contre les intérêts prélevés sur les prêts expliquaient en partie cela. La taxation s'effectuait occasionnellement en pièces plus appréciées qu'une ponction en nature. Au ^{xiii} siècle, l'usage de la pièce de monnaie avait pénétré les us et coutumes de manière encore relative. Les taxes en nature étaient encore la règle, comme avec la « taille ». Les gouvernants payaient encore leurs gens en terres, plutôt qu'en pièces de monnaie. Les armées étaient encore levées par simple conscription parmi le peuple. Il n'y avait pas de pièces disponibles en suffisance pour payer les mercenaires. L'organisation économique et la fiscalité étaient bien en deçà de celles de l'Empire romain avec la fiscalité et les dépenses généralisées en pièce de monnaie.

Dès la moitié du ^{xiii} siècle, des nouvelles pièces d'or ont également commencé à se répandre dans toute l'Europe. L'or provenait des échanges commerciaux des villes d'Italie comme Gènes, Florence, et Pise. Ces villes capturaient l'or en provenance des mines du Soudan et d'Afrique de l'Ouest et commercé par le Sahara et le monde arabe. Ensuite les pièces frappées avec cet or se répandaient par le commerce vers le nord. À partir du Haut Moyen Âge, le « florin » d'or était une pièce appréciée. Florence était renommée pour frapper des pièces de bonne facture au contenu d'or garanti. Le « ducat » vénitien a eu un franc succès similaire. Ces pièces réputées

étaient acceptées pour les paiements à leur juste poids de métal précieux.

Ces nouvelles pièces d'or et d'argent étaient toujours appréciées pour le commerce, comme pour satisfaire la demande de thésaurisation. Dans la féodalité, les seuls deniers d'argent en circulation n'avaient pas suffi à satisfaire la demande comme outils de paiement et de sécurisation de l'épargne. Ces nouvelles pièces ont calmé la demande frustrée par le manque de pièce de monnaie. L'apport massif d'argent et d'or a contribué à la grande période d'expansion commerciale et économique dès la moitié du ^{xiii} et au long du ^{xiii} siècles.

Bimétallisme et ratio or-argent modifiable

Au ^{xiii} siècle, et pour la première fois depuis l'Antiquité, un système monétaire bimétallique officiel était réintroduit. Comme pendant l'Antiquité, les pièces d'argent étaient divisionnaires des pièces d'or. Elles étaient échangeables à l'Hôtel de la Monnaie selon un ratio or-argent fixe. Ce ratio était d'environ une once d'or pour quinze onces d'argent. Contrairement à l'Antiquité, aucun monopole sur les mines n'existait. Les autorités étaient incapables de réguler les quantités de métaux d'or ou d'argent en circulation. Une découverte de mines d'or, une fuite de pièces par le commerce, ou au contraire un apport par un pays riche en argent, modifiait le rapport des quantités d'or ou d'argent en circulation. Le ratio or-argent était modifié selon les nécessités. La stabilisation du ratio a d'ailleurs posé quelques problèmes. Des tâtonnements et des ratages célèbres ont caractérisé les oscillations du ratio pendant des siècles. Les chapitres suivants reviendront sur les accidents du ratio or-argent.

La modification du ratio avait comme objectif d'assurer la continuité du change des pièces d'or en pièces d'argent à l'Hôtel de la Monnaie. Cette révision consistait le plus souvent en une dévaluation légale des pièces de l'un des deux métaux. L'Hôtel de la Monnaie allégeait les pièces du métal précieux manquant par révision à la baisse du poids ou du titre des

nouvelles pièces. Par exemple, si l'or se raréfiait, alors le ratio officiel proche de 1 grain d'or pour 14 grains d'argent, se décalait vers 1 pour 15. La refonte générale d'une pièce pouvait modifier celle-ci de 1/30 à 1/32 de marc d'or. À titre non modifié, la taille des pièces d'or ne pouvait que se réduire. La rectification du ratio rétablissait l'équilibre entre les quantités de pièces d'or et de pièces d'argent en circulation malgré la déperdition d'un des deux métaux.

Les possesseurs des pièces conservaient habituellement leurs poids d'or ou d'argent lors du change de la refonte générale. Selon l'exemple précédent, l'Hôtel de la Monnaie changeait 30 florins d'or anciens contre 32 florins d'or nouveaux. En tenant compte du seigneurage, les nouveaux florins changés étaient plus souvent au nombre de 31. Quelques pièces divisionnaires complétaient l'échange des florins si nécessaire.

Les dévaluations étaient plus fréquentes que les réévaluations. Les princes allaient en général dans le sens d'une multiplication consentie de la quantité de pièces d'or ou d'argent. L'éventuelle inflation des prix consécutive à la multiplication était négligeable, car les pièces continuaient à être très demandées.

Les changeurs-essayeurs toujours plus vigilants

Dès le XIII^e siècle, l'expansion progressive du commerce renforçait le rôle de la pièce de monnaie. Naturellement, l'apparition des changeurs-essayeurs accompagnait son développement. Ils usaient des mêmes pratiques et techniques que dans l'Antiquité. Bien sûr, les changeurs proposaient un change compétitif en agios par rapport à celui offert par l'Hôtel de la Monnaie.

Dès la fin du XV^e siècle, les frappes commençaient à utiliser la presse à vis. Les pièces produites étaient plus régulières en poids et en dimensions. Une balance de précision, le « trébuchet », était élaborée pour déterminer la densité en or de ces pièces uniformes. La densité de l'or était suffisamment

plus élevée que celle du cuivre, de l'argent, ou que tout fourrage par un noyau. Cette méthode convenait de surcroît pour toute pièce ou lingot d'or allié avec n'importe quel métal de moindre valeur et systématiquement plus léger que l'or. Cette vérification a remplacé la pierre de touche pour tester les pièces d'or. Dans les siècles suivants, plus la frappe s'est améliorée, plus la fausse monnaie trop grossière était contrecarrée.

Au même XV^e siècle, la vérification du titre du lingot ou de la pièce d'argent était possible, contrairement à l'Antiquité. Le test métallurgique « de la coupelle » était élaboré. Quelques copeaux de la pièce d'argent polémique étaient fondus avec une quantité déterminée de plomb dans une coupelle chauffée dans un four. Le plomb fusionnait avec le cuivre et précipitait sous l'argent. Le pesage au trébuchet de l'argent pur refroidi et gratté de l'alliage au plomb déterminait la différence de poids et donc le titre des copeaux d'argent. Un essai similaire existait pour vérifier le titre de l'alliage or-cuivre. Après l'ajout d'argent pur, suivait une recette de séparation de l'or bien compliquée. Cette méthode ardue était moins utilisée que l'estimation de la densité par simple pesage et mesurage de n'importe quel alliage d'or.

Vers des pièces de qualité et un seigneurage modéré sous l'emprise du change

Les commerçants et les changeurs réclamaient des pièces de bon aloi pour faciliter le commerce et le change lors des foires et marchés. Si un commerçant ou un changeur doutait de la pureté d'or ou d'argent d'une pièce, il se protégeait d'une éventuelle perte de métal en sous-évaluant la teneur en or ou en argent. Par contre, le prix était plus raisonnable en pièces concurrentes ou étrangères réputées. Cette pratique de spéculer sur la piètre valeur d'une monnaie est restée intemporelle, de l'Antiquité aux Temps modernes. Des cas sont même cités où les commerçants choisissaient d'exporter contre de meilleures pièces étrangères. Comme du temps de la Grèce antique, la

concurrence des pièces étrangères était latente. Comme le précisait Montesquieu : « Le change gêne les États despotiques ». L'once ou le marc de métal précieux conservait son statut de référence universelle.

La qualité des frappes s'améliorait dans le Haut Moyen Âge. En Italie et aux Pays-Bas, là où l'expansion du commerce était la plus marquée, les pièces d'argent ont été restaurées à un titre fin. Les mines découvertes au XIII^e siècle ont également favorisé une meilleure qualité des pièces d'argent, comme ensuite les nouveaux tests de l'argent et de l'or, et comme enfin les périodes de paix et de commerce. Les pièces divisionnaires étaient équitablement échangées au poids d'argent-métal. En Angleterre, le titre était conservé, et des pièces de petite valeur nominale étaient apparues avec des dimensions si réduites qu'elles étaient délicates à manipuler. Dans d'autres pays, les pièces de petite valeur faciale gardaient des dimensions manipulables, car seul le titre d'argent-métal diminuait pour une même taille respectable des pièces. L'alliage avec une bonne dose de cuivre rendait les pièces d'argent de basse dénomination noires. L'on parlait d'« argent noir ». Ces pièces d'argent noir avaient néanmoins la quantité d'argent supposée. Si une différence existait, elle ne dépassait pas la quantité d'argent-métal supposée de plus de 10 ou 20 %.

Le Moyen Âge ne connaissait pas l'existence de pièces de billon à l'unique valeur faciale, selon les historiens. Des pièces sans argent-métal étaient impensables, au contraire de l'Empire romain. La méfiance aurait été trop forte par rapport aux pièces de billon, même échangeables contre une fraction de pièce d'argent de bon aloi. La frappe grossière des pièces proscrivait le billonnage trop imitable. Les métaux précieux signifiaient encore un « bien intermédiaire » plutôt qu'une monnaie. Au XIII^e siècle, les contrats commerciaux commençaient à peine à préciser des prix en valeur faciale des pièces plutôt qu'en poids d'or ou d'argent, sous l'influence de l'amélioration de la qualité en or et en argent des systèmes monétaires. Un pas plus près de la pièce de monnaie, un pas plus loin du « bien intermédiaire » de métal précieux. L'existence de pièces de billon se rapprochait.

Toujours par l'alternative du commerce et du change étranger, les changeurs locaux évitaient l'Hôtel de la Monnaie diffamé pour son seigneurage élevé ou pour ses pièces dépréciées en cas de besoin de change de pièces d'or en pièces d'argent. Une once d'or devait être changée contre au moins quatorze onces d'argent, et pas treize. Le seigneurage devait aussi porter sur une ponction tolérable d'une pièce hors de vingt ou trente changées, soit à peine quelques pour cent de prélèvement. En cas de manquement à un change honnête ou à un seigneurage modéré, les pièces à changer disparaissaient vers d'autres lieux plus cléments. Les foires et les marchés menaçaient aussi de se déplacer. En conclusion, un change défavorable ou un seigneurage excessif amputait les revenus de l'Hôtel de la Monnaie.

Unification progressive des systèmes monétaires royaux

Dès le XIII^e siècle, en plus de vérifier la teneur d'or et d'argent des pièces, les commerçants se plaignaient de la variété des pièces de la féodalité, au contraire des changeurs qui en bénéficiaient. Sous le poids du rôle accru de la monnaie, du commerce et des unifications politiques, la frappe était décrétee prérogative royale aux dépens des monnaies féodales. Les frappes de pièces s'unifiaient, et les rois finissaient par jouir exclusivement des privilèges de la frappe et du seigneurage.

Aux XIII^e et XIV^e siècles, les déroulements des unifications monétaires différaient d'un pays à l'autre. En Angleterre, la frappe avait toujours été un privilège royal. Les Hôtels de la Monnaie étaient circonscrits à une poignée, et chapeautés par Londres. En France, les frappes royales prenaient lentement le pas sur les frappes féodales. Dans le Saint Empire romain germanique, quelques pièces de qualités circulaient dans tout l'Empire et fédéraient les frappes locales. Aux XIV^e et XV^e siècles, des accords entre pays européens et ligues de commerçants ont défini des normes communes en poids et en titre pour les frappes de pièces.

Au Moyen Âge, les changeurs s'étaient adaptés aux différentes échelles articulées autour des pièces d'or subdivisées en pièces d'argent, elles-mêmes subdivisées en d'autres pièces d'argent « noir ». Pour convertir les pièces, les changeurs se servaient d'abaques à jetons, sortes de grilles de conversion. Après le XIII^e siècle, ces échelles des pièces divisionnaires se sont unifiées. Par exemple, sous Charles Quint, le florin, et de sa subdivision en vingt, s'est généralisé autour des Pays-Bas. Ce n'est que depuis le XX^e siècle que les monnaies sont subdivisées en centimes.

Dévaluations endiguées

Dès le XIII^e siècle, les refontes abusives, généralisées ou non, ont laissé lentement la place à des frappes de qualité. Ces refontes incluaient de moins en moins de dévaluation discrète de la teneur intrinsèque d'or ou d'argent. En cas de refonte généralisée ponctuelle, ou de change au quotidien, l'Hôtel de la Monnaie devait garantir une valeur intrinsèque d'or ou d'argent conservée dans chaque pièce changée. La valeur faciale de la pièce représentait un poids déterminé de métal précieux.

Les quelques dévaluations s'espaçaient au fur et à mesure de la finesse des techniques de frappe des pièces et d'essayage de la monnaie. La frappe régulière à la presse à vis, puis à rouleaux, permettait une comparaison plus précise des pièces d'or par pesage au trébuchet. La qualité des monnaies s'améliorait au long des siècles. Après le XIII^e siècle, des dévaluations ont encore eu lieu épisodiquement. Par exemple, la France a dévalué la valeur d'argent de ses pièces vers 1340, au début de la guerre de Cent Ans. Elle est revenue vers 1360 à un titre honorable. Malgré la guerre, le roi restaurait des pièces de qualité sous la pression du change, et également comme affirmation de la primauté royale sur les féodaux. Vers 1420, la France a encore succombé à la tentation de la dévaluation, et elle a sombré dans l'anarchie monétaire. En 1436, la rigueur était à nouveau de retour, et cette fois pour

près d'un siècle. La longue transition vers des pièces d'une absolue qualité allait encore tarder jusqu'à la fin du XVII^e siècle. La stabilité n'était pas exemplaire, mais moins de vols d'or et d'argent étaient possibles sur le dos du détenteur de pièces.

Au XVI^e siècle, une des dernières dévaluations a eu lieu en Angleterre qui passait naguère pour un modèle de stabilité monétaire. L'Angleterre s'est jetée dans la « grande dévaluation », ainsi appelée. Dans les dernières années du règne d'Henri VIII vers 1545, le titre des pièces a été fortement dévalué. Il a fallu toute l'énergie d'Élisabeth I, conseillée par l'illustre Gresham déjà évoqué pour sa loi éponyme, pour ramener l'ordre monétaire vers 1560. Gresham avait estimé la teneur moyenne d'argent des pennies altérés en circulation. Le nouveau penny était dévalué officiellement à ce contenu moyen d'argent. Un penny d'argent altéré s'échangeait contre un penny nouveau. De plus, pour un poids identique, le titre des nouvelles pièces était revu à la hausse. Ces nouvelles pièces avaient donc des dimensions plus petites, mais une meilleure apparence. Les nouvelles pièces étaient de qualité, car frappées en partie, et pour la première fois, à l'aide de la presse à vis. Ces jolies nouvelles pièces étaient acceptées pour leur titre élevé et leur forme régulière. Cependant, le poids moyen des pièces altérées avait été volontairement sous-estimé, afin de faire supporter le coût de la refonte général au public. Le peuple l'apprit. Pour le peuple, un penny ancien ne valait pas un penny nouveau, car la pièce représentait encore un « bien intermédiaire » d'argent-métal plutôt qu'une monnaie. Fatigué des altérations et des dévaluations sur son dos, le peuple jura que l'on ne l'y reprendrait plus.

Les États ont tenté de contourner légalement la vigilance des commerçants et des changeurs des pays voisins afin de pouvoir dévaluer et donc multiplier les pièces, à l'instar des sesterces. Ils ont interdit les exportations d'or et d'argent, mais sans résultat probant. Les marchands étrangers avaient parfois l'obligation de dépenser la monnaie gagnée. L'interdiction de pratiquer le change sans lettre du roi a été promulguée. Toutes ces lois restrictives pour le commerce et le change se sont

avérées inefficaces. Les marchés parallèles et la contrebande ont surnagé de tout temps.

Dès lors, avec une monnaie liée à l'once de métal précieux plus qu'à la valeur nominale, une autre implication est à épingle : plus moyen de rééditer les exploits de Néron et de ses successeurs, du moins pour une période aussi prolongée comme l'avait connue l'Empire romain. Les États ne pouvaient plus soulager leurs finances par une improbable multiplication sans fin des sesterces. Si des dévaluations notoires autant qu'abusives ont bien pris place dans le Moyen Âge, aucune ne s'est éternisée comme pour l'Empire romain. Comment allait-on combler un manque persistant de pièces de monnaie ?

DÉCLIN ÉCONOMIQUE DÈS LE XIV^e SIÈCLE JUSQU'À LA DÉFLATION DES PRIX AU XV^e SIÈCLE

La défaillance de l'appoint d'argent occultée par les fléaux du XIV^e siècle

Au XIV^e siècle, les mines d'argent s'épuisaient, et le flot d'argent s'asséchait dans toute l'Europe. La fuite des métaux contre les épices d'Inde et la soie de Chine n'était pas bouchée. L'usage de pièces de monnaie continuait de remplacer le troc et les paiements en « biens intermédiaires ». Enfin, en plein XIV^e et XV^e siècles, la crainte d'un avenir funeste incitait chacun à thésauriser ses pièces d'argent. Pour les nantis, l'or et l'argent étaient presque plus sûrs que les terres en ces temps de guerre de Cent Ans et de déplacement des frontières. L'usage apprécié des pièces de monnaie renforçait la certitude de leur acceptation même à l'étranger. Bien sûr, la fonction de réserve de la monnaie concernait moins les indigents. Tenaillés par le besoin de manger pour survivre, leurs dépenses étaient immédiates.

Malgré la raréfaction des métaux précieux en circulation, les prix en pièces étaient plutôt à la hausse pendant la majeure

partie du XIV^e siècle. Les quelques tentatives de multiplication des pièces par dévaluation n'expliquaient pas cette inflation. Ces dévaluations s'espaçaient par le changement de conduite monétaire vers l'unification et la réévaluation. La vraie raison de l'inflation des prix est à chercher ailleurs que dans la multiplication des pièces. Elle trouve sa source dans la chute de production. Le grand mouvement d'expansion économique et démographique des deux siècles précédents s'était achevé. Au XIV^e siècle, les famines, les maladies et les épidémies avaient un caractère presque permanent. La peste noire avait notamment débarqué par les bateaux dans les ports d'Italie vers 1347. Elle a contaminé l'Europe dans le sillage de l'Italie, et elle a tué environ 1/4 de la population européenne en trois ans. La guerre de Cent Ans s'ajoutait aux fléaux et aux catastrophes climatiques. La population était effroyablement décimée. La pénurie et la chute de production par manque de bras, par la guerre ou par les inondations étaient dramatiques. La baisse de production stimulait les prix en pièces d'argent vers le haut. La quantité de monnaie se contractait moins que la quantité de biens. À proprement parler, il n'y avait pas d'inflation des prix par la multiplication prolongée de la monnaie, comme expliqué avec l'Empire romain, mais bien par la diminution de la production. Quoi qu'il en soit, les pertes liées aux désagréments de l'inflation des prix étaient anecdotiques comparées aux cataclysmes endurés par les populations.

La déflation, reflet du manque de pièces

Vers la moitié du XIV^e siècle, la tendance des prix s'inversait. Dès cette date, les baisses des prix ont alterné avec les hausses dans la deuxième moitié du XIV^e et au XV^e siècle. Ce phénomène de baisse généralisée et prolongée des prix est appelé la « déflation » depuis le XX^e siècle. Il s'agissait bien d'une baisse généralisée des prix, et non d'une baisse ponctuelle. La baisse d'un prix isolé était normalement une bonne chose. Une saine concurrence dynamisait alors la production, et amenait

les prix à baisser. Aussi, un printemps clément expliquait la baisse des prix en agriculture. Mais aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, les baisses généralisées des prix étaient étalées et prolongées sur des décennies. Elles s'expliquaient exclusivement par la concurrence entre vendeurs d'une production décuplée. De fait, les améliorations de production étaient rares en ces siècles sinistres. Les baisses généralisées des prix, donc les déflations, s'expliquaient par le déficit ou le manque de pièces de monnaie par rapport au besoin pour commercer ou pour satisfaire la thésaurisation.

Expliquons les répercussions du manque de pièces de monnaie dans les mains des acheteurs ou clients. Payer en pièces d'argent n'était plus possible pour chacun. Dans un premier temps, les transactions s'acquittaient à crédit chez le boucher ou le boulanger. Tôt ou tard, les crédits en pièces saturaient le boucher ou le boulanger. Ils réclamaient leur dû aux clients, et ils exigeaient des paiements en pièces. Ils souhaitaient aussi payer leurs dettes ou thésauriser quelques pièces. Comme les clients aux mains pleines de pièces se faisaient rares, les marchands négociaient leurs prix en pièces à la baisse avec ces clients qui payaient en pièces à qui ils l'entendaient.

Sinon, les vendeurs devaient s'accommoder de troc ou d'échanges contre des « biens intermédiaires » moins pratiques que les pièces d'or ou d'argent. Le troc et les « biens intermédiaires » existaient encore. Le troc expliquait peut-être le peu de cas des crises des paiements au Moyen Âge, contrairement à l'Empire romain. Les paiements s'acquittaient en nature ou en « bien intermédiaire » avant la propagation d'une crise par obsession de paiements en pièces des crédits. Les Européens du ^{xiv}^e siècle grattaient la terre, ignoraient l'hygiène, troquaient souvent, et se trucidèrent allègrement. Ils survivaient bien en deçà du niveau de vie des Romains et de l'épanouissement de la production, du commerce, de l'usage de la monnaie avec la fiscalité et les dépenses étatiques, et finalement du raffinement et de la sérénité de la Pax Romana.

Les baisses des prix des déflations étaient rarement fortes, contrairement aux envolées possibles de l'inflation. Les

épargnants en pièces gagnaient donc peu par la déflation des prix des biens consommables. La déflation était surtout le reflet du manque de pièces en circulation, ou du manque de numéraire. Ce manque de pièces oppressait en laissant les besoins de thésaurisation inassouvis, et surtout en gênant le commerce.

Le commerce gêné par la « famine des métaux »

Au ^{xv}^e siècle, les gens se plaignaient du manque de pièces d'or et d'argent. Le vendeur craignait l'accumulation de crédits auprès de ses clients déjà très endettés. Les transactions ou les dettes étaient épineuses à acquitter sans pièces d'or ou d'argent, malgré l'envie et le besoin de consommer. Hormis pour manger et pour le strict nécessaire, l'achat du jour était reporté au lendemain dans l'espoir d'un paiement reçu en pièces. En marge des paiements en pièces, le troc et les « biens intermédiaires » resurgissaient.

Le producteur de biens manufacturés était réticent à acheter des matières premières en promettant un paiement rapide en pièces. Il craignait lui-même les difficultés de vendre contre des pièces. Le troc contre des biens futiles ou périssables n'intéressait pas toujours le producteur ou le vendeur des biens manufacturés. Dès lors, tous se contentaient de produire le minimum de poteries, de ferronneries, de tissus, de cuirs, de bijoux, ou de meubles. Les activités des manufactures, du commerce, du négoce et finalement la production de richesses fléchissaient. L'artisan renvoyait ses ouvriers inactifs et la confiance se dégradait davantage. Le manque de monnaie portait un préjudice grave au commerce et à la production des artisans. Toute l'activité économique se comprimait vers l'agriculture de subsistance.

La « famine des métaux » du ^{xv}^e siècle, comme on l'a appelée, a freiné le commerce et a appauvri même les riches. La déflation signalait une situation plus chahutée pour l'économie qu'une lente inflation. Pour cette raison, au ^{xxi}^e siècle, l'on vise plus une inflation à 2 % plutôt qu'une

déflation. L'inflation agressait surtout l'économie lorsqu'elle dérapait comme pendant la « crise du III^e siècle » de l'Empire romain.

Plus de tolérance envers les intérêts sur les prêts

Au Haut Moyen Âge, les interdits religieux sur les intérêts prélevés sur les prêts étaient assouplis. La condamnation de la perception d'intérêts depuis Aristote, a été atténuée par saint Thomas d'Aquin au XIII^e siècle. Depuis l'Antiquité, et encore davantage au Bas Moyen Âge, les hommes répugnaient aux intérêts sur les prêts. Les dettes finissaient par obérer les pauvres mortels. L'emprunteur ne savait plus rembourser, et il finissait esclave ou serf du créancier. Pourtant, la méprise était grande quant au prêt. La véritable disgrâce résultait du manque de monnaie reflété par la baisse des prix. Il n'était pas normal d'avoir les gens constamment endettés les uns envers les autres. Or, le travail et la production existaient bel et bien, et ils étaient même déjà consommés à crédit, par simple manque de pièces.

Dès le XV^e siècle en Italie, les monts de piété sont instaurés par les moines franciscains dans ce nouvel esprit plus tolérant envers les prêts à intérêt. Ces monts de piété prêtaient sur gage à taux d'intérêt nul d'abord, puis raisonnable dans les siècles suivants. Les prêts étaient octroyés en proportion à la valeur du bien laissé en gage. Le montant du prêt était intégralement retiré, ce qui interdisait les crédits sur papier. Les monts de piété n'étaient pas des banques qui prêtaient à partir des dépôts. Néanmoins, ces trop rares établissements ont permis à certains d'éviter la ruine et de conserver leurs biens. Ils protégeaient aussi des ravages des taux d'intérêt élevés pratiqués par les usuriers.

LA DÉFLATION CONTOURNÉE PAR LES COMMERÇANTS ITALIENS AUX XIV^e ET XV^e SIÈCLES

Réapparition des banques

La banque, disparue depuis la chute de l'Empire romain, était à nouveau présente en Occident avec les Templiers. Ceux-ci avaient redécouvert la banque lors de leurs irruptions au Moyen-Orient. Ils avaient instauré des semi-banques pour organiser le financement des croisades et pour accorder des prêts.

Ensuite, dans l'Italie du XIII^e siècle, l'économie urbaine et la bourgeoisie des commerçants avaient émergé autour des marchés. L'essor de la banque s'inscrivait chez les changeurs-essayeurs des cités italiennes. Les changeurs tenaient les caisses de leurs clients commerçants qui s'acquittaient entre eux par ordre écrit. L'accumulation des dépôts d'or dégageait des fonds pour constituer une banque. Les changeurs-banquiers pouvaient allouer des prêts à intérêts à partir de leurs réserves de pièces. Ces changeurs-banquiers italiens s'appelaient les « Lombards ». C'était la « renaissance » avant la lettre de la banque. Aux XIV^e et XV^e siècles, les Lombards s'imposaient sur la scène publique forts de leur carte maîtresse du prêt ou du crédit à intérêt. L'importance du crédit est difficile à supputer pour cette époque de transactions en pièces de monnaie plus que d'ordres bancaires écrits. Il y avait peu voire pas de crédit en compte et de création monétaire par ces banques italiennes. Au moins, les banques offraient la possibilité d'épargne et de prêt en pièces. Par là même, elles luttèrent contre la thésaurisation, si dramatique en période de déflation. Les banques prêtaient les trop rares pièces de l'un à un autre. Par contre, les prêts bancaires étaient la chasse gardée des riches commerçants.

Les Lombards contrôlaient le commerce européen grâce à de nouvelles et originales pratiques commerciales ou financières. Aussi, ils proposaient des assurances sur les voyages. Ils avaient également développé leur capacité de

crédit grâce à la comptabilité à doubles colonnes et surtout à la lettre de change.

Une nouveauté : la lettre de change

Les Templiers, contemporains des Lombards, avaient déjà développé le mandat, ou la lettre. Ce papier garantissait le paiement au porteur du mandat dans une autre maison du Temple. Dorénavant, les chemins ténébreux se parcouraient une lettre à la main plutôt qu'avec une bourse d'or ou d'argent à la ceinture. Naturellement, ce contrat stipulait le change en fonction du poids d'or ou d'argent, et non en fonction de la valeur faciale d'une pièce.

Le commerce entre l'Orient et l'Occident via l'Italie nécessitait de nouveaux outils monétaires. Au XIII^e siècle, inspiré de la lettre des Templiers, les banquiers lombards ont réintroduit le contrat de change qui a évolué vers la « lettre de change », appelée aussi la « traite de change ». La lettre de change s'est perfectionnée aux XIV^e et XV^e siècles. La lettre de change était comparable au « chèque certifié » que nous connaissons au XXI^e siècle. Il s'agissait d'un contrat souvent préimprimé par une banque, avalisé et payable à cette même banque. Bien sûr, l'aval ou la garantie bancaire était un service payant. Quand la lettre des Templiers impliquait deux parties, la lettre de change des Lombards en impliquait une troisième avec la banque qui assurait le paiement de la lettre sur base de sa confiance au client, voire de pièces bloquées en dépôt. Pour le paiement, il suffisait au signataire de contresigner la lettre à côté de la signature du représentant de la banque pour acquitter le paiement au bénéficiaire de la lettre.

Contrairement à un chèque certifié, la lettre de change n'était payable en pièces qu'à terme à la banque italienne. Ce terme était de quelques mois, pour laisser le temps du déplacement entre la foire à l'étranger et l'Italie. Les commerçants italiens présents à une foire étrangère évitaient de trimballer de pièces d'or et d'argent grâce à la lettre de change. L'un vendait contre des pièces à la foire et l'autre

voulait acheter contre un paiement en pièces à la même foire. Avec l'aval du représentant de la banque, le vendeur et l'acheteur italiens se réglèrent entre eux avec une lettre de change contre les pièces. Juste une lettre de change nominative dans les valises, plus de pièces à trimballer. Le change au poids d'or ou d'argent s'effectuait ultérieurement à la banque, de retour en Italie.

La lettre de change source de crédits et de prêts

La lettre de change a connu un énorme succès pour les transactions commerciales. Aussi, la lettre de change permettait d'acheter avant d'avoir encaissé le paiement en pièce d'or ou d'argent de la lettre de change obtenue par la vente précédente. On achetait en endossant la lettre de change. On achetait ainsi sans pièces en poche, et avec un crédit virtuel qui couvrait les quelques mois jusqu'à l'échéance du paiement en pièces de la lettre de change. Avant la fin du terme, la lettre de change était endossée plusieurs fois consécutivement. Elle servait de moyen de paiement à la place de pièces de monnaie. La lettre de change avait évolué en un outil de crédit et de paiement plus que de change. La qualification de « change » a perduré.

La lettre de change se substituait aux pièces de monnaie en poche. Avec la lettre, les banques avaient trouvé le moyen de réduire les retraits des dépôts, et donc d'augmenter les prêts en pièces, source de profitables intérêts. En temps de déflation, la lettre de change était vitale pour les banques. Les Lombards accordaient leurs prêts aux seuls clients capables de rembourser rubis sur l'ongle. Il s'agissait bien de prêts en pièces de monnaie versées aux emprunteurs, et non pas de crédit en compte bancaire. Les quantités de pièces prêtées étaient fatalement moindres que les quantités déposées. Les banques italiennes étaient encore loin de créer la fameuse « monnaie scripturale » déjà évoquée, mais l'on s'en rapprochait. On accorde aux banques italiennes d'avoir développé les prémises de la monnaie scripturale par la monnaie créditée sous forme de lettre de change.

La lettre de change parfois escomptée

La lettre de change était sensée être payée contre des pièces au terme spécifié. Néanmoins, le bénéficiaire de la lettre de change pouvait recevoir avant terme les pièces d'or et d'argent stipulées sur la lettre de change. Pour cela, il devait « escompter » la lettre de change à sa banque. La banque lui rachetait la lettre de change contre des pièces d'or et d'argent en déduisant les frais d'escompte. Les frais d'escompte étaient des intérêts destinés à couvrir le prêt virtuel entre le jour de l'escompte et la date du terme spécifié sur la lettre de change pour le paiement. Les intérêts du prêt virtuel étaient calculés sur un taux spécifique aux lettres de change : le « taux d'escompte ». Les frais d'escompte englobaient aussi la marge bénéficiaire de la banque. La banque se chargeait ensuite de recevoir le paiement à terme de la lettre de change auprès de la banque du client qui avait émis ou « tiré » la lettre de change.

INTRUSION DES BANQUIERS
DANS LES SPHÈRES DU POUVOIR AUX XIV^e ET XV^e SIÈCLES

États, Église et emprunts aux banques

Au Moyen Âge, la situation des États était encore plus précaire que pour l'Empire romain. Au moins, l'Empire romain pouvait frapper des pièces de monnaie à partir du métal extrait des mines impériales, tout en continuant à se financer par la fiscalité en pièces de monnaie. Dès le xiv^e siècle, les États ont fini par succomber à la tentation des emprunts. La nécessité des emprunts surmontait les interdits religieux sur les charges d'intérêts. L'affolement devant le Trésor vide et les tempêtes politiques faisait force de loi. Les pièces de monnaie étaient aussi le meilleur moyen d'acquitter les charges des armées, des mercenaires, et des importations de vivres en

cas de pénurie. Les prêts aux États permettaient de stabiliser la trésorerie. Les États étaient obligés d'emprunter les rares pièces d'or et d'argent aux banques lombardes fortes de leurs avoirs en caisse. Les États avaient suffisamment de garanties à offrir aux banques. Les rentes foncières étaient assurées. Les remboursements aux banques des prêts additionnés des intérêts étaient effectués sur ces rentes. Les États concédaient aux banques les revenus fonciers futurs, ou la collecte d'autres impôts à venir. Ces revenus étaient souvent fixes ou fermes, d'où le nom de « fermage » et de « fermiers » des taxes.

Les banquiers lombards prêtaient aux rois d'Europe. Les Lombards étendaient leur réseau d'influence. Ils avaient déjà pressé à l'élimination de la concurrence des Templiers, dont la puissance financière avait fini par faire trop d'envieux. La noblesse et même le clergé appréciaient les emprunts. Les banquiers leur niaient difficilement ces prêts, quitte à se voir emporté en cas de faillite du débiteur... ou quand leur ascendance vexait ces mêmes débiteurs. Les impayés ont englouti quelques banquiers lombards. En 1343, une banqueroute ruinait les Scali. En 1346, les impayés d'Édouard III d'Angleterre anéantissaient également les Bardi. En 1494, même les légendaires Médicis acculés politiquement font naufrage. Les banquiers avaient des positions sociales brillantes, mais fragiles.

Emprunts et banques publics

Dès le xiii^e siècle, certains pouvoirs publics n'étaient pas en reste. Des États, comme la France ou l'Angleterre, organisaient des emprunts publics, sans recourir aux banques privées. Ces emprunts étaient gagés ou consolidés sur l'immobilier, et remboursés par un fermage des taxes. Des bouts de papier attestaient de ces emprunts de pièces en précisant la date et les modalités du remboursement. Avec les siècles, ces documents ont été remaniés jusqu'en « titre » au porteur. Les plus connus sont les « obligations » ou « emprunts » d'État à long terme de plusieurs années, ou les

« Bons du Trésor » remboursables en pièces à court terme de quelques mois avec intérêts, et souvent gagés sur les rentrées fiscales à venir. Les gouvernements avaient recours de plus en plus couramment, et parfois abusivement, à l'endettement étatique.

Au xv^e siècle, les premières banques publiques sont constituées par des villes espagnoles pour briser le monopole des banquiers juifs. Des villes italiennes instituaient des entités semblables pour assainir leurs finances lourdement grevées par les dettes.

DÉFLATION ESQUIVÉE AU XVI^e SIÈCLE ET EMBELLIE ÉCONOMIQUE

Les pièces de billon réintroduites

Dès la fin xv^e siècle, les pièces de billon sont à nouveau frappées par les Hôtels de la Monnaie. Encore une autre renaissance de l'Empire romain. Des villes assiégées avaient tenté des essais de pièces de billon convertibles en pièces d'argent... ce qui permettait de retirer les pièces d'argent de la circulation à toutes fins utiles. On cite ainsi une monnaie obsidionale et convertible en pièce d'argent à Gérone vers 1462. Les Royaumes de Naples et de Venise frappaient des pièces de cuivre pur dès 1472, selon le modèle byzantin et selon la longue expérience financière italienne. Au xvi^e siècle, les autres pays européens sont ensuite entrés dans la danse. Les pièces de billon étaient alors en cuivre quasi pur allié parfois avec une infime quantité d'argent.

Un changement de perception des pièces expliquait également la frappe de pièces de billon. Avec la Renaissance, les vertus de la monnaie étaient redécouvertes dans les écrits antiques. La société s'était aussi accoutumée aux pièces de monnaie. Les pièces étaient davantage considérées comme une monnaie que comme un « bien intermédiaire ». Dans cet

esprit, les contrats légaux mentionnaient la valeur faciale des pièces plutôt que le poids d'or ou d'argent.

L'amélioration des techniques de frappe fournissait aussi des pièces de billon moins imitables. Les frappes régulières à la presse à vis ou à rouleaux et bardées de gravures tarabiscotées inspiraient une certaine reconnaissance. Une frappe de bonne qualité pour un gain aussi minime se supposait dissuasive pour le faux-monnayage. Le peuple comme les Hôtels de la Monnaie redoutaient moins le change d'une vraie pièce d'argent contre d'improbables fausses pièces de billon divisionnaires. La pièce de billon pouvait avoir cours légal comme fraction d'une pièce d'argent.

Le besoin était aussi pressant pour les États toujours financièrement aux abois. Les pièces de billon étaient un bénéfice net pour les Trésors des États qui injectaient ces pièces reçues des Hôtels de la Monnaie dans leurs budgets. Certains États ont exagéré les émissions de ces pièces. Parfois, ces pièces ont été proches du discrédit. Elles ont même connu des périodes de démonétisation à l'Hôtel de la Monnaie pour éviter la fuite des pièces d'or et d'argent.

En pleine déflation, la pièce de billon était reçue comme moyen de paiement sans trop rechigner. La pièce de billon a aidé à soulager les crédits accumulés. Elle a facilité les paiements du commerce jusqu'à contribuer à la généralisation des paiements en pièces de monnaie. Évidemment, ces pièces circulaient surtout pour le commerce, sans jamais être épargnées ou thésaurisées.

Nouvelles sources d'or et argent et embellie économique

Au début du xvii^e siècle, des mines d'argent sont découvertes au Tyrol et en Bohême. Dès 1503, l'Espagne importait aussi des tonnes d'or et d'argent des Amériques récemment découvertes. Durant le xvi^e siècle, les pays d'Europe commerçaient avec la Bohême, l'Espagne et le Portugal. L'Europe entière a ainsi obtenu suffisamment de pièces d'or et d'argent pour satisfaire la demande nationale de monnaie

pour le commerce et pour la thésaurisation. L'Europe entière a évité le problème du manque de pièces de monnaie. Ces apports d'argent et d'or ont mis fin à la « famine de métaux » du xv^e siècle. Le manque de pièces de monnaie n'étranglait plus les affaires. Le spectre de la déflation s'éloignait.

Les nouvelles pièces de monnaie ont accompagné l'expansion économique de la Renaissance. L'expansion démographique, économique, monétaire, financière et commerciale a duré un siècle et demi, de 1500 à 1650. Les deux pôles du renouveau étaient l'Espagne et le Portugal, principaux importateurs de l'or et de l'argent des Amériques. Fait remarquable, l'embellie économique a gagné toute l'Europe malgré les guerres de religion entre les vents de la Réforme et les tempêtes de l'Inquisition.

Bien sûr, des nouveautés techniques ont accompagné ce renouveau économique. Les innovations qui étaient apparues plutôt timidement au xv^e siècle, se succèdent à un rythme accéléré au xvi^e siècle. Les paysans augmentaient leur production avec de nouvelles techniques d'assolement, de fumage des terres, ou des perfectionnements pour les charrues. Aussi, les agriculteurs écoulaient leur production dans les marchés des villes peuplées de clients et d'artisans capables d'acquitter les paiements avec des pièces de monnaie en suffisance. L'économie de marché doit toujours composer une entité cohérente. Si l'un des acteurs est absent, alors cette économie boîte.

Déflation écartée, et inflation très relative

Avant le xvi^e siècle, les prix avaient été assez stables. De fait, quelques légères poussées d'inflation les avaient à peine perturbés. La déflation n'était jamais considérable en rapport au niveau des prix, même si elle était symptomatique d'un dérèglement économique grave. Au xvi^e siècle, une inflation des prix était constatée. Entre 1540 et 1640, les prix étaient multipliés par sept. Ce phénomène interpellait les penseurs de la Renaissance, et ceux-ci tentaient d'interpréter

cette inflation des prix. Les premières explications de l'inflation des prix par augmentation de la quantité monétaire apparaissaient. La paternité de celles-ci est attribuée au penseur pluridisciplinaire Jean Bodin, inspirateur des idées de tolérance religieuse au roi de France Henri IV à la fin du xvi^e siècle.

L'inflation des prix était très relative. Elle ne représentait qu'une inflation moyenne de 2 % par an. Les frappes de pièces de billon et les frappes avec l'or et l'argent de Bohême et des Amériques ont contribué à cette inflation supportable. La quantité de pièces dans les mains des acheteurs a augmenté, mais sobrement. Les historiens des xix^e et xx^e siècles parlent de la « grande inflation » du xvi^e siècle. Ils sont surtout fascinés par une évolution des prix à la hausse après une période de relative stabilité.

L'inflation des prix peut aussi s'expliquer par une productivité insuffisante en regard à l'augmentation de la population. Après deux siècles d'épidémies de peste et de tourmente économique et politique, le redressement démographique s'était amorcé vers la moitié du xv^e siècle. Il provoquait un besoin de pièces en poche dont chacun a besoin pour acheter. Selon certains historiens, la multiplication des pièces de monnaie dans les mains des acheteurs, même plus nombreux, n'expliquait pas seule l'inflation. La multiplication se serait combinée avec une production insuffisante de biens pour nourrir les bouches supplémentaires. En aurait résulté une hausse des prix négociés entre acheteurs et vendeurs de biens, surtout agricoles. Si le déficit relatif de la production s'est vraiment prolongé, il a pu contribuer à l'inflation. Rappelons-le : la hausse des prix lors d'une pénurie était ponctuelle tandis que l'inflation était prolongée. Une inflation moindre, voire une déflation, aurait ponctué le cas contraire. À la place du déficit de production, une hausse de production supérieure à la hausse de pièces de monnaie aurait amené les prix vers la déflation.

En conclusion, l'apport de pièces a comblé le manque de pièces avec un léger surnombre. L'inflation modeste a pu irriter les épargnants qui voyaient leur capital rongé. Mais la perturbation était bien moindre que pour l'Empire romain du

III^e siècle avec une inflation annuelle supérieure à 5 %. Au XVI^e siècle, les banques et emprunts d'État offraient aussi un rendement sûr, et compensait en partie cette inflation. Au bout du compte, l'apport d'or, d'argent et de billon a été bénéfique pour le commerce et l'économie. Aussi, le besoin exacerbé de thésaurisation du mercantilisme naissant a pu être satisfait, voire permis.

L'INFLATION LIMITÉE PAR LE MERCANTILISME AU XVI^e SIÈCLE

L'accumulation autorisée avec la Renaissance

À l'encontre des idées médiévales, la Renaissance approuvait le commerce et l'accumulation de richesses. L'apport d'or et d'argent de Bohême et des Amériques rendait possible cette accumulation sans risquer la déflation. Comme depuis l'Antiquité, la monnaie d'or et d'argent était perçue comme l'incontournable « nerf de la guerre ». Les guerres de religion étaient alors permanentes, et elles légitimaient ce réflexe de survie. Les pièces d'or et d'argent étaient toujours utiles au Trésor afin de défendre le pays. L'or et l'argent assuraient au royaume la capacité de lever promptement une armée et d'embaucher des mercenaires. Ces réserves ostentatoires conjuraient les insurrections et les offensives étrangères. L'or et l'argent acquittaient également les importations de vivres et de denrées en cas de famine. Constituer une réserve de pièces d'or et d'argent de qualité était souhaitable.

Pour accumuler les pièces, la taxation en pièces s'est ainsi développée au XVII^e siècle. Elle bouleversait les principes du financement des États toujours plus axés sur la monnaie. La taxation en pièces supplantait les tailles en nature et le seigneurage. Le seigneurage ne rongait plus l'épargne. La taxation ne ponctionnait que quelques pièces à l'entrée des

villes ou des marchés. L'organisation fiscale se rapprochait enfin du niveau d'efficacité de l'Empire romain avec le circuit fermé entre taxations et dépenses en pièces. Une partie des pièces d'or et d'argent collectées par la taxation étaient retirées de la circulation par substitution en pièces de billon.

Mise en place de politiques mercantilistes

La constitution d'une réserve d'or et d'argent justifiait une intervention de l'État dans l'économie. L'État cherchait à favoriser les rentrées d'or et d'argent dans le Trésor. Cette politique interventionniste de l'État était qualifiée de « mercantiliste ». Par cette politique, l'État souhaitait se passer d'emprunts auprès de créanciers avides en intérêts et en droits de regard sur le pouvoir.

Sans mines d'or ou d'argent, le gouvernement orientait le commerce en vue d'obtenir de l'or et de l'argent aux dépens des autres nations. La balance du commerce devait être favorable. Les importations devaient être inférieures aux exportations payées en or et en argent. L'économie nationale était sous la coupe du protectionnisme mercantiliste. Afin de stimuler les exportations, les industries nationales étaient favorisées par des subsides et protégées par des monopoles. Les colonies devaient absorber les biens finis et fournir en matières premières les monopoles de la mère patrie. Conduite économe et épargne étaient valorisées pour refouler la consommation interne qui détournait les biens des exportations. Les importations étaient défavorisées afin de conserver l'or et l'argent. Le luxe « inutile », tels parfums ou alcools, était même interdit à l'importation, ou au moins grevé de droits de douane. Vivres et médicaments importés étaient à peine tolérés pour assurer un minimum vital.

Dès la première moitié du XVI^e siècle, des politiques mercantilistes ont été mises en place. Malgré les justifications rationalistes, le mercantilisme était économiquement absurde. L'État a inconsciemment enserré son économie dans un étouffement en la dépouillant de capitaux et de concurrence. L'absence de

capitaux empêchait le démarrage de nouvelles activités en manque de financement. Les monopoles confortaient une production désuète en assurant des revenus confortables aux compagnies protégées. Le mercantilisme confondait la monnaie d'or et d'argent avec la vraie richesse de la production de biens.

L'État a peut-être évité l'inflation en absorbant partiellement l'afflux prodigieux des métaux précieux. Cette conséquence était inconsciente, comme la résultante de l'hypothèse inverse. En effet, en cas d'un tarissement des sources d'or et d'argent, le mercantilisme menaçait l'économie de déflation. Pour surmonter une nouvelle période de déflation qui commençait dès 1650, le libéralisme de l'Enlightenment et des Lumières allait contester le mercantilisme et épauler la percée de nouvelles techniques monétaires.

COÏNCIDENCE : ÉVOLUTIONS CONTRASTÉES AVEC OU SANS BANQUES

La coïncidence géographique existe. En Italie, l'impulsion de la Renaissance s'explique par plusieurs facteurs connus : poudre à canon, boussole, imprimerie. N'oublions pas que les ouvrages de l'Antiquité grecque réapparus et traduits en latin via le monde arabe avaient déjà suscité l'éveil intellectuel dès le XII^e siècle. Enfin, constatons que la dynamique de la Renaissance suivait l'émergence du commerce et des banques. La renaissance du commerce et les ramifications du pouvoir des banquiers depuis le XIII^e siècle ne sont pas à sous-estimer. L'octroi de prêts à un gouvernement en manque de trésorerie se négociait durement en pleine période de déflation. La lettre de change renforçait les dépôts, et donc de ses possibilités de prêts par les banques. Les commerçants bourgeois avaient la banque en leurs mains, et ils l'utilisèrent pour empiéter sur les parcelles d'un pouvoir despotique, aux mœurs dissolues, et imbriqué avec l'Église financée par ses contestables ventes d'indulgences et un temps divisée entre Avignon et Rome. Face aux risques de remboursements impayés, les bourgeois

créanciers ont pu se rapprocher de l'Église et de la noblesse féodale. Les monopoles commerciaux concédés et les nouvelles techniques monétaires ont favorisé le mécénat par les grands commerçants. Les mécènes se livraient à une âpre compétition pour la propagande de l'Église ou en faveur des écoles et des arts de la Renaissance. Sans finances et sans la bienveillance obtenue par les prêts accordés, ce mouvement de la Renaissance aurait-il été si puissant ? Sans eau, les graines auraient-elles pu germer pour monter vers le changement insufflé, ou étayé, par la Raison et l'Humanisme de la philosophie antique, et avec en vitrine l'architecture de Brunelleschi, les sculptures de Donatello, les peintures de Botticelli, les créations de Leonardo da Vinci ou de Michelangelo ? Et la Renaissance brilla jusqu'à conduire aux interprétations philologiques de la Bible par ses savants, et ensuite inspirer Luther, Calvin et la Réforme pour une nouvelle révolution aux retombées infinies.

Sur l'autre rive de la Méditerranée, l'Espagne possédait beaucoup d'or au XVI^e siècle. L'Espagne n'avait que faire d'une bourgeoisie d'affaires capable de défier les coups de sceptres et le gavage d'hosties. Elle a expulsé les financiers juifs en 1492. L'Espagne, sans banques, s'est figée devant les interdits religieux. Avec les pièces frappées avec l'or et l'argent des Amériques, l'Espagne a vécu aux crochets de la production européenne, comme l'Italie romaine aux dépens de l'Orient. La Contre-Réforme a enfoncé le clou en faisant preuve d'un rigorisme strict par rapport à la monnaie et au crédit. Le clergé thésaurisait sans se cacher. La Contre-Réforme a poussé l'Espagne à s'enliser. La première puissance européenne du XVI^e siècle semblait en décadence au XVII^e siècle.

Avec le mercantilisme, l'Europe entière confondait les pièces d'or avec la vraie richesse des biens. De trop rares contemporains s'en rendaient compte. L'Espagne n'a ramené pratiquement que de l'or et de l'argent des Amériques, et elle a saccagé inutilement un continent. Les autres pays auraient mieux fait de développer les banques et les monnaies alternatives. Au contraire, ils ont favorisé les exportations de leur production contre des pièces espagnoles ou portugaises

d'or et d'argent. Heureusement, la perception de la monnaie continuait de s'éloigner du « bien intermédiaire » pour chasser le spectre de la chute de l'Empire romain ou du déclin du royaume d'Espagne. Au XVII^e siècle, les banques ont développé de nouvelles techniques monétaires dans l'Europe du Nord. Cap vers une Révolution d'un ordre jusqu'alors inconnu !

DU BILLET DE BANQUE À LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE EN GRANDE-BRETAGNE

LA RARETÉ DU NUMÉRAIRE
À NOUVEAU PRÉOCCUPANTE AU XVII^e SIÈCLE

L'Europe en déflation de 1650 à 1730

À partir de 1650 et pour trois quarts de siècle, la stagnation, voire la récession, a succédé au mouvement d'extension économique précédent. Les causes étaient en partie politiques. Depuis la Renaissance et la Réforme, les défenseurs des traditions catholiques de l'Église freinaient des quatre fers la recherche d'un plus grand libéralisme. L'époque était aussi à la formation des grands États continentaux, et les affrontements étaient continuels entre ces nations pour l'hégémonie de l'Europe. La période était particulièrement difficile.

Les autres explications étaient économiques. Les métaux précieux étaient de plus en plus déviés de l'Espagne vers des mains étrangères par les corsaires, la flibuste et la contrebande. L'économie dominante de l'Espagne, dépendante de l'exploitation de ses mines d'or et d'argent d'outre-Atlantique, périssait en entraînant le commerce international à la baisse. Quelques progrès et enrichissements existaient bien, mais ils étaient hétérogènes. Le mercantilisme favorisait les manufactures et les industries déjà en place et protégées par des monopoles. Les bourgeois, les grands marchands et les

manufacturiers s'enrichissaient rapidement, tandis que le paupérisme caractérisait les masses européennes.

Au XVII^e siècle, le manque de pièces de monnaie aggravait les tensions économiques. En plus des politiques mercantilistes, d'autres facteurs ont accentué le manque d'or et d'argent. La production de métaux précieux commençait à battre de l'aile. L'afflux d'argent des Amériques ralentissait dès 1650. Le besoin de thésauriser se renforçait en ces périodes belliqueuses. Comme dans l'Antiquité, la fuite d'or et d'argent vers l'Inde et la Chine avait repris avec le commerce maritime autour de l'Afrique. La balance commerciale avec ces pays, toujours désintéressés par la production européenne, ne s'équilibrait que par l'or et l'argent. Le manque de pièces de monnaie était aussi prononcé que la récession. La baisse des prix, donc la déflation, se faisait sentir dès la moitié du XVII^e siècle. Elle allait durer jusqu'au premier quart du XVIII^e siècle. Le manque de pièces de monnaie générait la déflation des prix, et il accentuait la déprime économique.

Récession et déflation moindres en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas

Au XVII^e siècle, des pièces dévaluées étaient impensables pour les peuples encore si focalisés sur le poids d'or et d'argent. Il ne restait qu'à attirer l'or et l'argent chez soi. Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, deux pays y parvenaient et résistaient mieux que les autres à la déflation. La déflation était effectivement moindre en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, encore appelés les Provinces-Unies avant 1795, qu'en France ou dans d'autres pays du continent européen. Ce fait était d'autant plus remarquable que l'augmentation démographique si vorace en monnaie était supérieure aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne que dans les autres pays. Les Pays-Bas et la Grande-Bretagne absorbaient les pièces d'or et d'argent par le commerce. Les banques et le commerce y fructifiaient, toute fois sans compenser la baisse du commerce de l'Espagne.

La politique économique des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne s'inspirait du libéralisme naissant qui frondait le mercantilisme. Le libéralisme s'incorporait dans la société et dans l'économie. Il avait comme origine la Réforme qui avait bourgeonné après la Renaissance. Les grands penseurs de la Réforme, Luther et Calvin, avaient apporté leur pierre à la transformation des mentalités. Pour le monde financier, ils ont atténué la condamnation de l'intérêt en blâmant seulement les excès. Au Nord de l'Europe, l'abolition du modèle médiéval d'autorité faisait sauter les restrictions morales traditionnelles imposées au commerce et aux prêts à intérêts. Le libéralisme favorisait aussi les nouvelles techniques financières issues de la Renaissance.

Nouvelles techniques financières

Le système bancaire était encore élémentaire dans l'Europe des débuts de la Renaissance. Sous le rayonnement des commerçants italiens, il s'était développé avec la lettre de change introduite dans les Pays-Bas. D'autres pratiques financières ont fleuri avec la Renaissance. En effet, à la moitié du XV^e siècle, Constantinople tombait aux mains des Turcs. Les routes de la soie et des épices étaient coupées quand la demande des biens de luxes d'Orient n'était pas assouvie. L'Europe s'est mise à la recherche d'autres routes en contournant l'Afrique avec les Portugais ou jusqu'à découvrir un continent par l'ouest avec Christophe Colomb. Pour soutenir le commerce maritime qui évoluait du cabotage jusqu'aux voyages intercontinentaux, de nouvelles techniques financières avaient été développées.

Aux XVI^e et XVII^e siècles, les « sociétés par actions » voyaient le jour. Il s'agissait d'entreprises aux mains des associés-fondateurs de la société. La majorité de ces associés décidait de la marche à suivre de la société. Chaque associé détenait des titres de copropriété, donc des actions achetées contre des pièces de monnaie. Cette monnaie collectée permettait de démarrer les activités de la société. En compensation, les

détenteurs des actions se répartissaient les bénéfices de la société. L'action donnait droit à un « bénéfice par action ». Souvent les actionnaires de la société consentaient à une distribution partielle des bénéfices. La société conservait ainsi des fonds pour développer ses activités sans recourir à un prêt bancaire additionnel avec de lourdes charges d'intérêts. La fraction restante du bénéfice par actions dont les actionnaires se contentaient était le « dividende ».

Pour faciliter les ventes d'actions, les « Bourses » à actions éclosaient. Les Bourses étaient des sociétés privées qui organisaient des marchés aux actions dans leurs locaux. Pour éviter le porte-à-porte, les autres sociétés en recherche de financement, et les investisseurs potentiels disséminés dans le public se rencontraient à la Bourse. Les sociétés levaient ainsi des fonds par la vente d'actions pour démarrer leurs activités. Les Bourses d'actions étaient également des marchés pour la revente d'actions par leurs détenteurs en mal de liquidités. Les actions étaient des titres de propriété et ils n'étaient pas remboursables par la société, mais bien cessible en Bourse contre des pièces d'un autre particulier.

Les prix de cession de ces actions s'estimaient selon les bénéfices par action espérés ou spéculés dans les prochaines années. Si une action promettait de rapporter 10 par an, on concédait de l'acheter à 100 pour briguer un rendement de 10 % par an. Les prix se déterminaient véritablement par un nouveau système de cotation inspiré d'une mise aux enchères. Ce système de cotation spécifique aux Bourses évitait à chacun de comparer les prix dans chaque échoppe du marché. En un quart d'heure, vendeurs et acheteurs d'actions fixaient entre eux un prix de transaction. L'opération rapide était répétée quotidiennement, et elle donnait jour après jour le « cours de l'action » en Bourse.

Les Bourses d'actions ont un caractère essentiel au développement de l'activité. Au travers de celles-ci, des fonds à risque étaient levés dans le public. Les actions vendues composaient initialement ces fonds. Ces actions vendues servaient ensuite de garantie pour obtenir un prêt additionnel à la banque. Les sociétés à actions et les Bourses sont venues

compléter le rôle des banques et des assurances. Ces techniques, manipulées par les financiers juifs et protestants bannis d'Europe, ont attiré des pièces de l'étranger pour financer l'expansion du commerce. L'ensemble de ces ressources financières confiées par d'autres à une société ou à une compagnie constitue le « capital ». Le « capitalisme » est né vers le *xvi*^e siècle avec les Bourses, même si ses racines remontaient aux prêts bancaires. La grande ville de ce renouveau était Anvers. Au *xvii*^e siècle, Amsterdam reprenait le flambeau à Anvers, pour raisons politiques. De fait, après le Traité de Westphalie en 1648, les Pays-Bas septentrionaux obtenaient leur indépendance de l'Espagne tandis que les Pays-Bas méridionaux, les Flandres, restaient possession des Habsbourg d'Espagne. À la même époque, ce nouvel État indépendant, les Provinces-Unies, organisa le blocus maritime d'Anvers qui relégua la ville à l'arrière-plan économique.

Dès le début du *xvii*^e siècle, les Pays-Bas septentrionaux s'étaient spectaculairement développés. Ils avaient innové notamment avec la Banque d'Amsterdam. Cette banque d'État avait su unifier les pièces de monnaie en circulation dans les Pays-Bas. La qualité de ses frappes de pièces faisait la renommée d'Amsterdam comme centre de change. Cette Banque reconnue accumulait les dépôts de pièces. Ce volume de dépôt s'était converti en prêts et même en crédits pour les municipalités néerlandaises. Également, le financement des flottes des Compagnies des Indes, grâce à la Bourse et à la Banque d'Amsterdam, était remarquable. Cependant, le libéralisme ne concernait que les entrées et les sorties de capitaux, et donc de monnaie, du pays. Les monopoles protégeaient les financiers et les industriels de toute concurrence interne, et l'économie du pays stagnait sans parvenir à développer un socle industriel large. Dès la fin du *xvii*^e siècle, les Pays-Bas entamaient leur déclin. Encore le syndrome de la chute de l'Empire romain.

La Bourse, les banques et la finance de Londres tendaient à égaler Amsterdam dans la deuxième moitié du *xvii*^e siècle. Pour attirer les lingots et les pièces de l'étranger, les Hôtels de la Monnaie du Trésor de la Couronne d'Angleterre avaient aboli la taxe du seigneurage en 1666. Ils avaient déclaré la

« frappe libre » sans aucune restriction. Ils prélevaient seulement le coût de la refonte à toute personne qui se présentait à eux avec des matières d'or ou d'argent. Enfin, la Grande-Bretagne allait surmonter la malédiction de la chute de Rome et étendre les crédits au développement de l'industrie, malgré le manque de pièces d'or et d'argent. De nouvelles industries ont pu ainsi se développer comme le textile, la verrerie, la papeterie, l'horlogerie et la métallurgie. C'est ce modèle de financement que nous allons expliquer jusqu'à la montée de la Révolution industrielle du XVIII^e siècle.

APPARITION DU BILLET DE BANQUE EN ANGLETERRE AU XVII^e SIÈCLE

Naissance des banques anglaises

La naissance des banques à Londres s'est située vers 1640. Le roi Charles I aspirait trop ouvertement à saisir les dépôts d'or laissés à la citadelle royale de la Tour de Londres. Les marchands ont alors transféré leurs dépôts d'or chez les orfèvres-changeurs de Londres. Le mouvement s'est amplifié pendant la guerre civile dès 1642. Ces orfèvres-changeurs se sont mis à accumuler les dépôts de bijoux et de pièces de monnaie de leurs clients habituels.

Dès cet instant, ces orfèvres-changeurs se sont convertis en banquiers en offrant la possibilité de prêts en pièces. Les banquiers effectuaient des prêts au gouvernement contre les prochaines collectes de taxes ou de rentes. Les banquiers octroyaient aussi des crédits dans les comptes de leurs clients qui laissaient les pièces en dépôts et pratiquaient par chèque ou virement. Pour augmenter le volume des dépôts et donc le volume de prêts ou de crédits, des intérêts ont rémunéré les dépôts dès 1660, selon les archives. Les intérêts perçus sur ces prêts et ces crédits couvraient les frais d'administration des comptes, des coffres-forts, et laissaient de plantureux bénéfices.

Apparition du billet de banque

Le récépissé nominatif témoignait d'un dépôt de pièces d'or ou d'argent à la banque, autant que d'un prêt accordé par la banque et laissé en dépôt. De plus en plus, les pièces étaient laissées en compte contre un récépissé nominatif, plus sûr en cas de vol. Ce talon était à son tour endossé et utilisé comme moyen de paiement presque à l'égal des pièces de monnaie. Les clients évitaient ainsi de se balader avec des pièces en poche, ce qui imitait les pratiques d'Italie ou des Pays-Bas.

En partie pour confirmer sa responsabilité, la banque apportait une simplification dans l'octroi du prêt. Les pièces obtenues par prêts et laissées en banque, donnaient droit non plus à un récépissé au nom du titulaire du compte en banque, mais à un billet au porteur, et donc exclusivement au nom de la banque. Ce « billet de banque » était échangeable en pièce à la banque émettrice du billet. Le billet mentionnait le seul nom de la banque. Le billet de banque moderne était né. Plus besoin de l'endosser, le billet de banque passait de main en main jusqu'à ce que le montant de pièces d'or et d'argent inscrit sur le billet soit réclamé à la banque émettrice de ce billet. Ces billets de banque ont commencé à être reçus comme paiement à la place des pièces vers 1668 en Angleterre.

Les prêts étaient de plus en plus retirés, non pas en pièces, mais en billets de banque. Les retraits de pièces s'amenuisaient grâce aux billets de banque. Ces billets se substituaient occasionnellement aux pièces d'or et d'argent. Les paiements en billets de banque s'étendaient également aux gens extérieurs à la banque. Ces gens acceptaient ces billets au porteur qui dépendaient d'une banque avec pignon sur rue, et non plus des avoirs en compte d'un client caché derrière un masque souriant. Le vendeur de biens avait le loisir d'échanger ces billets ultérieurement contre des pièces d'or ou d'argent, et sans se soucier de l'état du compte du client au billet. Le bon sens agréait les déplacements de billets en papier moins voyants ou bruyants que des pièces, surtout pour des montants élevés. Dans l'Angleterre du XVII^e siècle, seuls les marchands, les banquiers et le gouvernement appréciaient les services de ces

nouvelles banques et de leurs billets. Les classes populaires étaient exclues du système bancaire. Elles continuaient de manipuler exclusivement des pièces d'or, d'argent et surtout de billon.

On considère que les fondations du billet de banque sont établies à la fin du xvii^e siècle en Angleterre. La légalité de ces billets de papier y est entérinée en 1704. Les montants stipulés sur les billets de banque se sont progressivement arrondis aux centaines ou aux dizaines d'unités de pièce de monnaie. Ainsi, l'usage du billet de banque allait commencer à s'étendre au xviii^e siècle. Ces billets de banque sont appelés « monnaie fiduciaire » pour leur acceptation volontaire, et par la confiance en la banque émettrice à convertir le billet en pièces d'or ou d'argent.

Les billets de banque étaient libellés en poids d'argent, convertible en or selon le ratio bimétallique. L'unité du libellé des billets de banque était souvent la « livre sterling », plutôt que le « shilling » de trop faible valeur pour les marchands qui manipulaient les billets. Une livre sterling valait 20 shillings ou 240 pennies d'argent d'un titre quasi fin. Ce titre était dit « sterling » de 92,5 % pour l'argent et de 91,6 % (22/24 ou 22 carats) pour l'or. Le penny était la traduction anglaise du denier de Charlemagne. Depuis Élisabeth I en 1601, 62 shillings valaient précisément un livre de poids d'argent du système de mesures « troy » utilisé pour les matières précieuses. Un shilling valait 1/62 de 373 g d'argent à un titre de 0,925, donc 5,6 g d'argent fin. Bien sûr, les pièces d'or étaient en relation aux pièces d'argent par le ratio légal or-argent. Avec un ratio bimétallique de 1 : 15, un livre sterling valait 112 g d'argent fin ou 7,46 g d'or fin.

Au xvii^e siècle, les pièces frappées étaient libellées en shillings plutôt qu'en livres sterling de trop forte valeur. La livre sterling était surtout une monnaie de compte. Les billets la visualisaient pratiquement pour la première fois. Les principales pièces frappées en argent étaient la pièce du shilling d'argent qui valait 12 pièces du penny d'argent. Le sixpence de 6 pennies et la demi-couronne d'argent de 30 pennies circulaient aussi. Les pièces de moindre valeur

comme le demi-penny (halfpence en anglais) étaient en billon. La pièce d'or principale était la « guinée » d'or qui fluctuait selon le ratio or-argent à environ 20 shillings. Le nom de « guinée » provenait de l'origine africaine de l'or.

Précisons enfin qu'une livre troy vaut 0,373 kilogramme, tandis que la livre traditionnelle de poids (système des poids « avoirdupois » en anglais) vaut 0,453 kilogramme. Une livre troy vaut 12 onces troy ou 240 pennyweight troy ou 5 760 grains troy, mais une livre traditionnelle (*pound* en anglais) vaut 16 onces ou 256 drachmes ou gros (*drams* en anglais) ou 7 000 grains. Vive le système métrique !

Banques et prêts en billets sous surveillance de la convertibilité en pièces d'or et d'argent

Grâce aux billets de banque, les quantités de crédits alloués par les banques augmentaient. Les prêts retirés en billets de banque équivalaient à des crédits en compte sans retraits de pièces. Les prêts sont alors presque des crédits, sous réserve de demande de conversion-or. Dès lors, la concurrence des banques riches en pièces... et en billets, incitait à offrir des crédits aux conditions plus avantageuses. Les charges d'intérêts sur les crédits se sont effectivement allégées à l'époque. Au début du xviii^e siècle, les différentes formes de monnaie de papier (récépissés nominatifs et billets de banque) commençaient à dépasser la quantité de pièces en circulation. Le système bancaire anglais était parvenu à augmenter la circulation monétaire sans or ou argent. Les billets de banque et les pièces de billon allégeaient le manque de pièces d'or et d'argent, donc la déflation. Comme déjà précisé, l'Angleterre frissonnait d'une déflation effectivement moindre que les pays plus au Sud.

Prudentes, les banques mesuraient les quantités de monnaie créditées à leurs clients. Un dépôt de pièces permettait un crédit. Le prêt accordé et retiré même en billets contentait l'emprunteur. Les billets acquittaient les paiements et ils revenaient en dépôt à la banque. Alors, plusieurs comptes de

dépôt considéraient avoir des pièces en banque. À tout moment, la banque devait assurer les retraits des dépôts, ou l'échange des billets contre des pièces sonnantes et trébuchantes. La banque ne prêtait qu'en proportion des pièces d'or et d'argent en dépôt dans ses coffres. La banque conservait une « couverture » en pièces d'or ou d'argent suffisante pour couvrir les retraits des comptes de dépôt et les échanges de billets. La banque devait assurer la « convertibilité-or » ou argent de ses billets.

Premières crises de retrait aux guichets des banques

En Europe, la première émission de billets de banque a eu lieu en Suède en 1661. Le banquier en question s'est précipité dans la multiplication des crédits et donc à la surémission de billets de banque. Quelques années plus tard, il n'a pu racheter ses billets contre des pièces d'or et d'argent, et il est tombé en faillite. Premier essai, premier échec. Peut-être a-t-il échappé à la mort promise aux faussaires de pièces de monnaie, car l'on ne considéra pas ses billets comme des fausses pièces ? Néanmoins, il a croupi en prison pour le reste de sa vie.

Vers 1710, seuls deux banquiers britanniques de la première heure avaient survécu aux différentes « crises de retrait » depuis 1640. Les crises de retrait étaient sans pitié. La crise de retrait dans une banque avait tendance à se propager et provoquer la faillite d'autres banques. Rumeurs de multiplication des crédits, de créances dilapidées, de fausse monnaie de papier, d'une couverture déficitaire en pièces, et la crise de retrait enfonçait les portes. La banque était le théâtre des fameuses bousculades et gémissements pour retirer son dépôt de pièces d'or ou d'argent, ou pour échanger ses billets de banque qui mentionnaient expressément d'être « payables à vue contre pièces ». Devant tant de demandes, la banque n'était plus en mesure d'assurer la convertibilité-or ou argent de ses billets. En fait, la banque n'avait plus la totalité des pièces déposées en coffre, dès le premier prêt accordé en billets et revenu par la suite en dépôt. Le volume des comptes

en dépôt dépassait toujours le volume de pièces en couverture. La crise de retrait, la suspension des paiements et la faillite de la banque menaçaient dès le premier billet émis.

Pour désamorcer les rumeurs et les crises de retrait, les banques refusaient toujours les mauvais clients susceptibles de faillir au remboursement. En cas d'affaiblissement de la couverture-or et argent, les banques devaient aussi penser à augmenter les taux d'intérêt pour favoriser les dépôts comme pour défavoriser les prêts. Moins la banque avait de liquidités, plus exigeantes étaient les garanties réclamées, ou plus élevés étaient les taux d'intérêt de dépôt ou de crédit. Ces taux d'intérêt montaient parfois jusqu'à 20 % en temps de crise pour tenter de reconstituer la couverture en pièces d'or et d'argent en attirant les dépôts et en dissuadant les crédits.

Malgré les crises sporadiques, le billet de banque s'installait dans les usages et les habitudes. Le besoin de monnaie était le plus fort. Tout plutôt que le manque de monnaie qui génèrait la récession économique et qui était reflété par la déflation des prix.

La convertibilité des billets restreinte aux seules pièces d'or par le « Great Recoinage »

À la fin du xvii^e siècle, les pièces étaient altérées après tant de laisser-aller, surtout par rognage. Les pendaisons de quelques faux-monnayeurs n'avaient pas effrayé les autres faussaires à s'enrichir honteusement. Comme toujours, les pièces d'argent étaient les plus détériorées par l'usure des manipulations et par les faux-monnayeurs. Les pièces d'or, de plus en plus conservées en banque, étaient presque intactes.

En 1689, une nouvelle guerre de l'Angleterre contre la France de Louis XIV éclatait. L'armée et surtout la marine nécessitaient des pièces d'or et d'argent présentables pour assurer leur approvisionnement sur le continent européen. Le parlement anglais votait une refonte généralisée des pièces. Le « Great Recoinage » a commencé dès 1696 et s'est achevé en 1699. Cette fois, une frappe systématique à la presse mécanique

était mise en œuvre. Elle était complétée par le marquage mécanisé du lacet du cordonnet ou des crans du crénelage ou des grains du grènetis estampillés sur la tranche des nouvelles pièces, pour témoigner de l'absence de rognage.

L'opération réévaluait les pièces d'argent, ou plutôt elle les ramenait à leur poids légal. De longs débats avaient accouché de cette décision qui excluait la dévaluation jusqu'au poids moyen d'argent des pièces altérées en circulation. Le grand philosophe John Locke lui-même était intervenu dans les débats en faveur d'une réévaluation. De toute façon, le peuple anglais aurait difficilement admis un nouveau vol d'argent sur son dos, comme sous Henri VIII et Élisabeth I. Les anciennes pièces même rognées devaient être échangées contre des pièces nouvelles légalement équivalentes. La quantité d'argent dans les nouvelles pièces devait être réalignée sur l'ancien poids légal. Le Trésor a financé l'achat du métal manquant grâce à une nouvelle taxe ponctionnée sur chaque fenêtre des bâtiments.

La conséquence indirecte de cette réévaluation portait sur le ratio or-argent. Ce ratio bimétallique selon les anciens poids des pièces était de proche de 1:16. Pourtant, les pièces défectueuses se changeaient au poids en rue et sur le continent européen à 1:15. En effet, depuis 1680, l'argent se changeait à un taux avantageux contre de l'or en Extrême-Orient ou au Brésil. Pour s'adapter, chaque pays avait modifié ses pièces de monnaie et son ratio. Sinon la rue l'avait fait à sa place par exportation vers l'Orient ou le Brésil, ou par rognage. La rue et ses changeurs ont toujours compensé les ratages du ratio or-argent.

Dès le début du « Great Recoinage », toute l'Europe s'est ainsi mise à vendre ses onces d'or aux Hôtels de la Monnaie de la Couronne d'Angleterre pour obtenir 16 onces d'argent par once d'or. Le gain était donc d'une once d'argent par once d'or. L'or affluait de tous les pays, et en sens inverse, l'argent disparaissait d'Angleterre. L'anomalie a été rectifiée en 1717 en fixant la guinée d'or à 21 shillings d'argent au lieu de 20, ce qui rapprochait le ratio de 1:15. Cette mesure était en toute logique jugée plus rapide et adéquate qu'un allègement des pièces d'or lors d'une nouvelle et coûteuse refonte généralisée.

Le maître des Hôtels de la Monnaie d'Angleterre était alors un certain Isaac Newton.

La réévaluation du ratio a involontairement tracé la voie vers la circulation de la seule pièce d'or. En l'absence de pièces d'argent sur le sol anglais, les banques n'avaient plus à assurer officieusement la convertibilité des billets de banque qu'en pièces d'or. La seule convertibilité-or, et non plus en argent, des billets des banques britanniques allait légalement s'en suivre au XIX^e siècle, suite à cette surestimation involontaire de l'or dans le ratio or-argent.

Unifications annexes des pièces de monnaie

L'absence de frappe de pièces de billon par les Hôtels de la Monnaie avait ponctué les années 1648 à 1672. Les Hôtels de la Monnaie de la Couronne s'étaient considérés comme incapables de produire des pièces de billon sûres quant à la contrefaçon. La convertibilité vers les pièces d'argent et d'or était ingérable avec une profusion de fausses pièces de billon. Pour remplir le vide, des milliers de particuliers avaient émis des pièces de billon privées convertibles par eux-mêmes, à l'image du système des billets de banque convertibles. Néanmoins depuis 1672, les Hôtels de la Monnaie avaient repris la frappe des pièces de billon enfin mécanisée et de bonne qualité. Le « Great Recoinage » laissait le système inchangé.

Les Hôtels de la Monnaie d'Écosse ont unifié les frappes de pièces avec celles d'Angleterre vers 1707. Depuis, les systèmes monétaires d'Écosse et d'Angleterre sont liés par les mêmes références de poids des pièces en livre sterling, donc en livre d'argent à un titre de 92,5 % (argent sterling). Une livre sterling d'Écosse valait une livre sterling d'Angleterre. Toujours au XX^e siècle, on parle de « livre sterling » pour désigner l'union des pièces de monnaie et des billets d'Écosse et d'Angleterre.

À la fin du XVII^e siècle, la Grande-Bretagne avait accompli un pas important d'un système bimétallique en pièces d'or et

d'argent vers un système de billets de banque et de pièces de billon convertibles uniquement en pièces d'or aux guichets des banques. La Grande-Bretagne y était arrivée en partie involontairement.

MULTIPLICATION DES CRÉDITS ET RÉVOLUTION INDUSTRIELLE AU XVIII^e SIÈCLE

Prêts avec garants en Écosse

Dans l'Écosse du XVIII^e siècle, la rareté du numéraire était plus criante qu'ailleurs. Les banques avaient peu de dépôts en pièces de monnaie. Le manque de dépôts pour assurer la couverture en pièces d'or ou d'argent étranglait le volume de prêts et de crédits. Les banques réservaient les rares crédits aux riches clients capables d'assurer le remboursement par de solides garanties. Cet accès restrictif au crédit incita les Écossais à réfléchir davantage. Vers 1730, les banques écossaises ont profité de l'usage naissant du billet de banque de papier pour accorder plus de crédits.

Les banques écossaises ont décrété de nouvelles règles pour octroyer un crédit. Désormais, l'intérêt serait payé sur la portion du crédit effectivement retirée. Par cette mesure, les retraits des prêts en billets convertibles en pièces étaient ainsi endigués et limités aux besoins immédiats de liquidités. Avec plus de dépôts, moins de retraits en pièces, et moins de billets en circulation, la couverture en pièces des dépôts et des billets s'épaississait.

Une autre règle fut ajoutée. Un candidat-emprunteur même pauvre se voyait octroyer un crédit à condition d'être parrainé par au moins deux garants. Ces garants devaient être des clients sérieux de la banque, ou reconnus par celle-ci. La banque s'assurait du remboursement du crédit en dernier ressort auprès de ces garants privilégiés. Avec le système de prêts à garants, le fournisseur vendait davantage. Il lui suffisait

de se porter garant de son client pour qu'il obtienne son prêt en billets synonyme d'un crédit en monnaie scripturale. Le fournisseur connaissait son client mieux que la banque. Restait à trouver un deuxième garant pour plus de sécurité pour la banque, et peut-être pour un nouveau dépôt de pièces d'or ou d'argent à la banque. Le crédit accordé, l'heureux client acceptait sans broncher les billets que lui remettait la banque. Le fournisseur-garant recevait tout autant le paiement du client-emprunteur acquitté en billets de banque. Plutôt que de ne pas vendre du tout en pièces, autant vendre contre des billets de banque, même en assumant une partie du risque du remboursement... avec les billets reçus. L'achat fournissait au client-emprunteur de la matière pour travailler, produire, vendre et rembourser les prêts. Pour vendre, l'emprunteur parrainait à son tour ses propres clients-emprunteurs, et il évitait à son tour le manque de pièces. Il agréait les paiements acquittés en billets de banque de papier avec lesquels il remboursait le crédit et les intérêts.

Ainsi, l'usage du billet de banque s'étendait à de nouveaux clients de la banque. Pour la banque, les revenus des intérêts augmentaient avec les crédits judicieusement accordés. Les intérêts étaient peut-être payés en billets, mais les billets étaient de plus en plus acceptés pour acquitter les achats. Les banquiers n'étaient pas plus riches en pièces d'or, mais ils s'étaient certainement enrichis en biens produits et payés en billets. Naturellement, les banquiers anglais ont rapidement imité les banquiers écossais.

Début du capitalisme industriel et financement de la Révolution industrielle

Jusqu'au XVIII^e siècle, l'Histoire avait favorisé les crédits aux commerçants et les prêts aux États. Avec les crédits à garants, les services de la banque sortaient du cercle des commerçants initiés, ou des emprunts d'État. Avec la multiplication des crédits en compte ou des prêts en billets, les Britanniques finançaient la production industrielle et même

agricole. Ces développements monétaires et financiers ont eu une incidence majeure sur l'économie, même s'ils ont probablement été inconscients et non planifiés. Pour la première fois de l'Histoire, des banques octroyaient des crédits à des clients au savoir technique développé... et en relation avec de riches garants. Les crédits, ou les prêts en billets, tombaient à pic pour constituer ou compléter le capital de la compagnie. Le capital finançait l'achat des machines, la construction de bâtiments, les paiements des premiers salaires, la constitution de simples « stocks » pour les petits commerçants, ou de « fonds de roulement » en ressources pour les ateliers. Avec ces fonds, le capitalisme s'étendait à l'industrie.

Dans le même temps, de nouvelles techniques industrielles et agricoles émergeaient en Europe. Depuis le *xvii^e* siècle, des améliorations incessantes avaient eu lieu. Au *xviii^e* siècle, tout était en place pour effectuer un changement quantitatif et qualitatif. L'exploitation de la nouvelle force de la vapeur, l'utilisation accrue de machines, et une suite ininterrompue d'inventions ont permis d'accroître la productivité par individu. Les innovations les plus emblématiques étaient les machines textiles et la machine à vapeur. Les répercussions de l'industrie sur l'agriculture étaient également importantes, comme avec de nouveaux aciers pour des socs de charrue plus profonds ou pour fabriquer des faux plus efficaces que des courtes faucilles. Tout au long du *xviii^e* siècle, les paysans et les artisans vendaient leur production décuplée avec ces nouvelles techniques en constante amélioration.

Enfin, dès le début du *xviii^e* siècle, une nouvelle idéologie commençait à influencer les décideurs. Le libéralisme philosophique et économique de l'Enlightenment ripostait au rationalisme et au mercantilisme de la Renaissance. Le libéralisme commençait à mettre une sourdine aux donneurs de leçons enivrés par la Raison et si prompts à démontrer tout et son contraire, comme le bien-fondé de l'ordre établi en s'opposant à toute forme de progrès. Le libéralisme était lui-même intimement lié aux débuts du régime parlementaire par la « Déclaration des droits » de 1689. Dans le sillage du libéralisme, le « laisser-faire » gagnait du terrain pour favoriser

la concurrence nationale aux dépens des monopoles et les subsides accordés par l'État mercantiliste.

La synthèse des nouveaux outils de crédit, des développements technologiques, et de la montée du libéralisme a été la Révolution industrielle. Celle-ci a démarré en Écosse et en Angleterre vers 1750. Ne sous-estimons pas les développements monétaires ou bancaires pour expliquer la Révolution industrielle en regard aux trouvailles techniques et au libéralisme ambiant. L'absence de financement expliquerait la stagnation de l'industrie sur l'autre rive de la Manche malgré la détention des nouvelles technologies et malgré la montée du libéralisme des Lumières. Ainsi, durant la deuxième moitié du *xviii^e* siècle, l'explosion de la Révolution industrielle n'était remarquée qu'en Grande-Bretagne. Sur le continent européen, la Révolution industrielle n'a commencé qu'au *xix^e* siècle avec l'adoption des techniques financières britanniques.

Tout n'était pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Au *xviii^e* siècle, les Anglais ont certainement apprécié une hausse du revenu individuel et une meilleure santé qui a débouché sur une hausse de 80 % de la population. En comparaison, la hausse démographique était de 30 % en France. Malheureusement, cette brusque hausse a contribué au gonflement d'un prolétariat industriel en Grande-Bretagne, comme en France dès le *xviii^e* siècle.

Multiplication de la monnaie sans inflation

La multiplication des crédits et des prêts en billets signifiait plus de monnaie scripturale et fiduciaire. Ce complément de monnaie aux seules pièces d'or et d'argent était substantiel. Risquait-on une poussée d'inflation comme pour l'Empire romain ? Pas cette fois, car une contrepartie en biens a compensé l'augmentation de la masse monétaire. Les crédits étaient alloués pour investir et non pour dépenser ou consommer. Chaque investissement était destiné à produire davantage ou à économiser le charbon, les matières premières, les ressources

diverses, et la main-d'œuvre. Les coûts de production s'abaissaient comme cela était souhaité depuis des millénaires. Si la création monétaire était proportionnelle à l'augmentation des biens produits, alors elle n'était pas inflationniste. Dans la Grande-Bretagne du XVIII^e siècle, plus de monnaie a circulé dans les mains des acheteurs quand plus de biens ont également composé les stocks des vendeurs. Peu de poussées d'inflation ont donc découlé de la multiplication des crédits. L'on se retrouve dans une situation comparable à celle du début de l'Empire romain. L'augmentation des biens produits avait alors été en proportion aux nouvelles frappes de pièces. Le commerce de la Pax Romana avait progressé et favorisé la spécialisation de la production. La multiplication des pièces de monnaie par l'extraction des mines et les rafles des conquêtes avait alors laissé les prix stables.

L'inflation des prix de 1730 à 1775 coïncidait avec le retour des métaux précieux. L'inflation touchait la Grande-Bretagne comme le continent européen. Au XVIII^e siècle, l'apport d'or était 3 fois plus important qu'au XVI^e siècle. Entre 1720 et 1790, le stock mondial d'or a doublé. Avec la démographie en hausse, le nouvel afflux d'or et d'argent était même le bienvenu. Dans toute l'Europe, les besoins de pièces d'or et d'argent pour la thésaurisation mercantiliste étaient à nouveau satisfaits.

Depuis 1730, la reprise du commerce et de l'économie était également perceptible sur le continent européen, mais à un rythme moins rapide qu'en Grande-Bretagne. Au XVIII^e siècle, peut-être rassasiés de pièces de monnaie, les autres pays du continent européen n'ont pas senti le besoin de copier l'exemple britannique. Quelques essais d'émission de billets s'étaient également avérés catastrophiques, comme expliqué dans le prochain chapitre. Ainsi, le continent européen restait plus dépendant des pièces de monnaie d'or et d'argent que la Grande-Bretagne. Quand la déflation a repris après 1780, le continent européen a souffert davantage de cette dépendance. Nous en reparlerons.

Le volume des pièces de monnaie dépassé par le volume de monnaie scripturale

Vers le début du XVIII^e siècle, le billet de banque de papier avait grandement réduit les retraits des dépôts en pièces. Sur base des dépôts, les banquiers en étaient arrivés à accorder des prêts en pièces qui n'étaient pas retirées. Les crédits en compte remplaçaient les prêts en pièces. Ces crédits étaient éventuellement retirés, mais en billets pour acquitter un paiement. Même les billets qui revenaient à la banque après le paiement n'étaient pas toujours convertis en pièces. Ils servaient à ouvrir des nouveaux comptes de dépôt. Les pièces non retirées étaient créditées une deuxième ou même une troisième fois toujours sous forme de crédit en compte ou de prêt en billets. Une couverture moindre suffisait à assurer les demandes des retraits des dépôts et la convertibilité en pièces des billets. En conséquence, le volume des crédits avait pu augmenter.

Finalement, le volume des crédits, retirés ou non en billets, dépassait le volume des dépôts en pièces. Si tous les crédits étaient retirés en billets, alors ce nombre virtuel de billets dépassait le nombre de pièces. Les banques créaient alors de la monnaie scripturale par jeux d'écritures dans les comptes clients et par émission de billets de papier. Il est difficile de préciser quand la monnaie scripturale a commencé à poindre son nez. En d'autres termes, la date exacte du dépassement du volume des dépôts en pièces par le volume des crédits est difficile à estimer.

À la fin du XVIII^e siècle, la situation à Londres est plus établie. En 1776, Adam Smith l'avait observé et des historiens l'ont confirmé : la quantité de crédits accordés par les banques était nettement supérieure aux volumes des pièces d'or et d'argent de l'Hôtel de la Monnaie en circulation ou en dépôt. Les chiffres du crédit étaient tels que le volume de monnaie scripturale créée par les banques égalait le volume de pièces frappées par l'Hôtel de la Monnaie. Donc, il y avait virtuellement un premier billet pour chaque pièce en dépôt en banque, ce qui atténuait la thésaurisation déflationniste des pièces sous l'oreiller. Ensuite, il y avait un deuxième billet que

le banquier avait émis discrètement. Ce deuxième billet symbolisait l'apparition de la monnaie scripturale en compte ou en billets. Pour la première fois dans l'Histoire, de la monnaie était créée en masse non pas exclusivement par le gouvernement et ses mines, mais par le marché des particuliers qui empruntaient aux banques. Ce que les alchimistes n'avaient jamais trouvé, les banquiers et leurs clients avaient su l'inventer : changer le plomb, ou le papier sans valeur, en or. Les banques et les émissions de billets de banque étaient un véritable transfert de pouvoir digne d'une authentique révolution. En effet, ces banques privées prêtaient à qui elles l'entendaient, nobles ou roturiers, défenseurs ou opposants des privilèges de la Couronne.

LA BANQUE D'ANGLETERRE ET SES BILLETS AU XVIII^e SIÈCLE

La Banque d'Angleterre créée pour financer l'État

À la fin du xvii^e siècle, l'Angleterre était en guerre contre la France de Louis XIV. Cette guerre avait déjà nécessité la refonte généralisée du « Great Recoinage » pour fournir des pièces de qualité à l'armée et à la marine. La guerre nécessitait aussi des dépenses faramineuses qui dépassaient les revenus fiscaux et les prêts obtenus par le Trésor de l'Échiquier, donc du Ministère des Finances de la Couronne. Le gouvernement peinait à emprunter par les seules obligations, emprunts d'État ou Bons du Trésor. En 1672, la crise des emprunts royaux sous le roi Charles II avait traumatisé les créanciers. Ce roi avait renâclé à rembourser ses dettes lorsque les banquiers lui avaient refusé un nouveau prêt. Ce haut fait royal rebutait encore les épargnants devant les nouvelles levées d'emprunts d'État. En 1694, le gouvernement d'Angleterre a donc créé une banque semi-privée pour ses propres besoins. Cette banque serait vouée à recevoir des

privilèges royaux en échange de bons et loyaux services au gouvernement. L'ambition avouée de la Banque d'Angleterre était bien de financer l'État, selon le modèle de la Banque d'Amsterdam.

Une souscription publique a été lancée pour financer le capital nécessaire à la création de la Banque d'Angleterre. Une vente d'actions contre des pièces de monnaie du public constituait le capital. Le roi Guillaume et la reine Marie ont souscrit au capital comme de nombreux particuliers. Le succès de la souscription étonna les observateurs. Malgré les risques, les banques rapportaient gros. Il s'agissait après tout d'une banque presque comme une autre avec son coffre-fort, ses guichets, ses clients, ses possibilités d'ouvrir des comptes de dépôt ou de crédit. De plus, l'État était derrière cette banque-ci, ce qui rassurait peut-être certains. Enfin, le boom spéculatif concernait déjà quantité de compagnies privées de toute activité, dont les actions étaient cotées ou non en Bourse.

La Banque d'Angleterre nouvellement créée octroyait à l'État un prêt d'un nouveau type : un emprunt perpétuel. Le Trésor ne payait que les intérêts sans rembourser le montant de l'emprunt. Cet emprunt perpétuel permettait de ne pas écraser les gens avec une lourde taxation pour rembourser le prêt. Pour couvrir les intérêts du prêt, de nouvelles taxes sur le tonnage des bateaux et sur les alcools approvisionnaient le Trésor. La Banque a pu accorder un prêt perpétuel en pièces de monnaie au Trésor public à partir de son capital obtenu par la souscription. La Banque d'Angleterre était une société à actions. Un capital en actions d'une société n'est jamais à rembourser tant que la société continue ses activités. Une action détenue par un particulier peut juste être revendue à un autre particulier confiant dans les dividendes à venir de l'action. En cas de besoin de liquidités, si l'action était cotée dans une Bourse d'actions, comme celle de Londres, il suffisait de s'accorder sur le prix de la cession de l'action avec les candidats acheteurs de la Bourse.

Avantage aux billets de la Banque d'Angleterre

La Banque d'Angleterre acceptait les dépôts en pièces et octroyait des crédits en compte éventuellement retirés en ses propres billets. Elles émettaient des billets de banque convertibles en pièces à ses guichets, comme ses consœurs. Certains ont perçu la Banque d'Angleterre comme une concurrence intolérable aux banques privées. Des clients mécontents de cette atteinte aux libertés individuelles tentèrent d'accuser la Banque d'Angleterre à la faillite par des retraits concertés des dépôts de pièces à la Banque. Les rumeurs de manque de pièces en dépôts ont parfois déstabilisé la Banque. Vers 1696, le cours en Bourse de l'action de la Banque chuta fortement dans l'embarras de craintes et de rumeurs.

Pour affermir la Banque d'Angleterre, des avantages ont été accordés à ses billets. Désormais, la peine de mort pour contrefaçon était applicable pour les billets de la Banque d'Angleterre autant que pour les pièces du Trésor. Dès 1722, la Banque s'est également constitué un fond de réserve en pièces d'or qui garantissait sa solvabilité. Un monopole d'émission de billets lui a même été concédé, mais il a longuement été contourné.

Avec le temps, la popularité des billets de la Banque d'Angleterre supplantait celle des billets des banques privées. Les clients des banques privées les acceptaient même à la place des retraits en pièces d'or. Dès lors, les banques privées avaient elles-mêmes un compte à la Banque d'Angleterre. Pour les banques privées, la couverture des dépôts de pièces d'or et des billets émis par elles-mêmes se constituait en partie de billets de la Banque d'Angleterre. Au fil des décades, la convertibilité-or des banques privées cédait du terrain à la convertibilité-billets-émis-par-la-Banque-d'Angleterre. Pour les banques privées, la couverture des dépôts et des billets émis se comptait en billets de livre sterling de la Banque d'Angleterre plutôt qu'en pièces d'or ou d'argent en livre sterling de l'Hôtel de la Monnaie, donc du Trésor.

De plus en plus, des clients réclamaient des billets de la Banque d'Angleterre à la place des billets des banques privées.

Dès lors, les émissions des billets des banques privées tendaient à disparaître. Ce n'est qu'en 1844 que la Banque d'Angleterre s'est arrogé le droit d'émission des billets de banque au détriment des banques nouvellement fondées. Alors, le nombre des anciennes banques privées conservant le droit d'émission de billets est allé en s'amenuisant. C'est en 1921 que le dernier droit d'émission de billets d'une banque privée anglaise est retiré lors d'une fusion de banques.

La Banque d'Angleterre sous contrôle

La Banque d'Angleterre continuait d'assurer la convertibilité-or de ses propres billets. Les émissions de billets de la Banque étaient sous le contrôle du public, par les demandes de conversion-or des billets, autant que du Parlement. Les vraies mines restaient nécessaires pour fournir l'or et l'argent afin d'assurer la convertibilité des billets de la Banque d'Angleterre. Cependant, les demandes de conversions étaient éparées par l'absence de succursales de la banque d'Angleterre hors de Londres. La quantité d'or retirée aux lointains guichets de la Banque d'Angleterre était donc réduite. Seules les banques privées étaient présentes en province. Le système monétaire était « à étages ». Il se composait de billets de banques privées convertibles en billets de la banque d'Angleterre, eux-mêmes convertibles en pièces d'or. Ce système repoussait encore un peu la menace de déflation liée à la seule monnaie en pièces d'or.

La Banque d'Angleterre ne pouvait se métamorphoser en mine de billets de papier pour alimenter le Trésor public, comme le faisaient les Hôtels de la Monnaie en pièces d'or ou d'argent. La Banque d'Angleterre n'était pas autorisée à prêter ses billets de banque au Trésor sans l'aval du Parlement. En tout cas, il y avait eu des promesses incantatoires de la Banque d'Angleterre de limiter ces prêts au Trésor. Ces vœux pieux ont été plus d'une fois oubliés, malgré les tensions suscitées par ces pratiques.

Stabilisation des banques privées

Au XVIII^e siècle, des règlements ont été instaurés pour supprimer les émissions incontrôlées des billets par les banques. Les demandes de conversion en pièces des petits billets de quelques shillings étaient rares, et les banques avaient tendance à multiplier imprudemment les prêts en ces billets. Dès lors, un montant minimal des billets a été instauré à une livre en Écosse. En Angleterre, un montant minimal de cinq livres a été appliqué aux billets de la Banque d'Angleterre, sans concerner les billets des banques privées. Également, la mention « payable à vue » devenait incontournable et mettait un terme à la « clause de délai » de convertibilité-or ou argent des billets. Ce remboursement à terme des billets contre des pièces avait favorisé les abus et les surémissions de billets. Certaines banques écoutaient alors les sirènes des gains rapides sur des crédits beaucoup trop risqués. Hormis ces quelques restrictions, les autres pratiques étaient tolérées et parfois légalement confirmées pour les paiements et les contrats.

La Banque d'Angleterre était aussi le dernier prêteur pour les banques privées en difficulté. Sous certaines conditions, elle accordait des prêts en ses propres billets qui seront toujours acceptés en cas de panique aux guichets d'une banque privée. Plusieurs contraintes devaient être respectées pour octroyer ces prêts. La première était la couverture-or des billets de la Banque d'Angleterre. La deuxième était le sérieux de la banque privée menacée par la faillite. Une banque privée litigieuse se voyait refuser un prêt en billets. Ainsi, la Banque d'Angleterre surveillait la bonne santé de ses clients, dont les banques privées. Dorénavant, le rôle de la Banque d'Angleterre incluait la stabilisation du système bancaire.

L'État était redevable de ce service aux banques privées sérieuses. Une loi corsetait les banques privées contrairement à la Banque d'Angleterre. Après 1720, les nouvelles banques privées obéissaient aux règlements sur les compagnies à actions. Les banques privées étaient bridées dans leur levée de capital. De fait, l'émission d'actions de ce capital avait été limitée à six actionnaires. Le capital était donc rationné pour

démarrer et assurer les activités de la compagnie. Quelques années plus tôt, l'émission d'actions avait été étroitement réglementée après une expérience traumatisante de « bulle spéculative ». L'État souhaitait éviter un plongeon groupé de milliers d'actionnaires d'une même compagnie. Un tel mouvement de panique était susceptible de se propager à l'ensemble de l'économie. En effet, en 1720, le cours en Bourse de l'action de la « South Sea Company » avait grimpé à des sommets excessifs avant de se dégonfler bruyamment suite aux rumeurs de déboires de la « Company ». La chute du cours de l'action en Bourse avait ruiné de nombreux investisseurs. Cette loi sur la restriction du nombre d'actionnaires n'a été assouplie qu'en 1826 pour les banques de la région de Londres, et finalement levée qu'en 1865 en province.

COÏNCIDENCE : LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE ET LA MONNAIE

Les travaux récents des historiens ont étudié les quantités monétaires créées par les banques. Les résultats ont montré l'aspect fondamental des banques pour assurer le financement de la Révolution industrielle. Celle-ci n'aurait pas eu lieu sans la Révolution financière en Grande-Bretagne.

Déjà au XVIII^e siècle, certains penseurs analysaient clairement la situation. Ce siècle, moins belliqueux et imprégné des Lumières, ne justifiait plus une accumulation d'or pour parer aux hostilités. Les abus et privilèges du mercantilisme, comme les monopoles injustifiés ou l'accumulation bornée d'or, étaient attaqués. Les biens commençaient à être perçus comme la seule vraie richesse, plus que les illusoire pièces d'or et d'argent. Au début de la Révolution industrielle, Hume, comme Berkeley, remarquait la vraie richesse des commodités, telles les denrées et les victuailles, plus profitables que la fausse richesse uniquement symbolique de

l'immangeable monnaie d'or et d'argent. Hume analysait aussi que la quantité de monnaie en circulation devait être en rapport avec la quantité de biens.

Ensuite, Quesnay et les physiocrates ont professé en faveur d'une politique libérée des abus du mercantilisme. Quesnay était médecin et fasciné par la circulation sanguine et le pouvoir de guérison de la nature. De là, il raisonnait pour aboutir à un « ordre naturel », opposé au mercantilisme dirigiste. Quesnay est surtout considéré comme l'instigateur des écoles de pensées économiques et plus seulement philologiques. Enfin, Adam Smith était plus convaincant à présenter les institutions mercantilistes comme un moyen de préserver les privilèges des nantis. Il fallait laisser le marché déterminer librement les prix et les salaires plutôt que les monopoles d'État légataires des économies de redistribution de l'Antiquité. La concurrence, appelée « la main invisible » par Smith, ordonnera le « marché libre ». Adam Smith analysait déjà l'accumulation d'un capital comme nécessaire pour accroître une concurrence capable de dynamiser la productivité. L'État ne devait pas, selon le modèle mercantiliste, s'accaparer ou rechercher l'accumulation des pièces d'or et d'argent. Par là même, il empêchait la constitution d'un capital, et il bloquait la création de la vraie richesse dans le pays. Smith analysait que les banques pouvaient aider à sortir de l'impasse de l'accumulation de capital en seules pièces de monnaie. De la monnaie, il a abordé son aspect scriptural et en a conseillé l'usage sous forme de papier à la place des pièces d'or et d'argent.

Par contre au *xxi*^e siècle, trop d'historiens peu férus d'économie inspirent de fausses explications quant aux origines de la Révolution industrielle. Tordons le cou à ces croyances populaires. La Grande-Bretagne n'a pas financé sa Révolution industrielle avec l'or et l'argent extirpés aux prix d'atroces souffrances à d'autres continents. Au contraire, c'est la carence de monnaie d'or et d'argent qui incita Anglais et Écossais à rechercher de nouvelles techniques monétaires pour accélérer l'activité économique. D'ailleurs, la source de la Révolution

industrielle ne peut pas se trouver dans l'exploitation des richesses des colonies. Jusqu'à la moitié du *xviii*^e siècle, l'Angleterre n'avait que ses colonies d'Amérique du Nord qui s'émancipèrent par après pour une question d'impôts et pour constituer les USA. L'Angleterre ne reçut le Canada et la plupart des comptoirs d'Inde de la France qu'en 1763, après la guerre des Sept Ans, quand la Révolution industrielle était déjà amorcée. C'est surtout au *xix*^e siècle que la Grande-Bretagne a colonisé l'Inde avant les autres pays du Commonwealth, après bien des attermolements face au coût des conquêtes, même avec la force de son industrie et de sa Royal Navy.

Une dernière constatation, mais pas la moindre : la Grande-Bretagne a déjoué la malédiction de la chute de l'Empire romain. Selon l'exemple de l'industrialisation britannique financée par de nouvelles techniques monétaires, nous comprenons enfin comment Rome aurait pu franchir le cap de l'ère industrielle, au lieu de sombrer dans la décadence. Le crédit et les billets ont libéré les forces vives du peuple britannique du carcan de la déflation des pièces d'or et d'argent. Par contre, Rome passa des menaces de déflation aux accès de fièvre de l'inflation, car Rome dépensa plus qu'elle investit la monnaie multipliée au seul profit des empereurs et de leur gouvernement. Rome avait brillé d'un développement comparable au *xvii*^e ou au *xviii*^e siècle, avant de s'éteindre dans les ténèbres du Moyen Âge. Treize siècles après la chute de Rome, la Grande-Bretagne de l'Enlightenment, des nouvelles machines, des investissements financés par la création monétaire aux mains des particuliers via leurs banques, et donc de la Révolution industrielle, s'apprêtait à franchir à plein régime le cap du *xix*^e siècle. Tandis qu'au-delà de la Manche, les autres grandes nations occidentales tardaient à développer leur système monétaire non sans avoir essayé.

INDEX ALPHABÉTIQUE

- balance commerciale 271
- balance des paiements 311
- Banking School 207
- banque 68
- Banque Centrale 217
- Banque Mondiale 260
- BCE 311
- bénéfice par action 143
- bien intermédiaire 47
- billet de banque 143, 271
- billets de crédit 174
- billon 78
- bimétallique 58
- bons de caisse 207
- Bons du Trésor 132, 207
- Bourses 143
- Bretton Woods 260

- capital 143
- changeur-essayeur 68
- City 217
- clearing 68
- commerce 47
- compensation 68
- convertibilité 153
- convertibles 78
- core inflation 322
- courbe de Laffer 301
- cours de l'action 143
- cours forcé 271
- cours légal 78
- couverture 68
- crédit 68
- crises de retrait 153

- croissance 291
- Currency School 207
- cycles de Juglar 207
- cycles de Kondratieff 207
- cycles économiques 207, 332

- déficit commercial 271
- déflation 121
- demande 37
- denier 111
- désinflation 301
- devise faible 281
- devise forte 281
- dividende 143
- dollarisation 311
- DTS 311
- dumping 217

- économie 37
- économie de l'offre 301
- économie de marché 37
- ECU 311
- effet d'éviction 301
- épargne 68
- escompter 132
- étalon-or 196
- eurodollars 311

- Fed 228
- Federal Reserve Bank 228
- fermage 132
- flottant 271
- FMI 260
- fordisme 249

Forex 281
 franc 196
 frappe 47
 frappe libre 143

Grande Dépression 217
 greenbacks 217
 guinée 153

Hôtel de la Monnaie 58
 hyperinflation 238

inflation 88, 238
 inflation de base 322

keynésien 238
 krach 207

laisser-faire 153
 lettre de change 132
 libre-échange 217
 livre sterling 153
 livres tournois 174
 loi de Gresham 99

marché 37
 mercantiliste 143
 mondialisation 301
 monétariste 291
 monnaie 37, 47
 monnaie fiduciaire 153
 monnaie marchandise 47
 monnaie scripturale 68

National Banks 228
 négociants 37
 néolibéralisme 301
 NYSE 238

obligations 132, 207
 offre 37
 Open Market 207

papier-monnaie 174, 271
 parités de pouvoir d'achat 271
 pennies 111
 pétrodollars 291
 PIB 291
 pièces de monnaie 47
 pierre de touche 68
 PNB 291
 population active 207
 prêt 68
 prix 47

ratio bimétallique 58
 reaganomie 301
 réserves minimales 228
 réserves obligatoires 228

seigneurage 111
 serpent monétaire 311
 shilling 153
 SME 311
 SMI 260
 sociétés par actions 143
 souverain 196
 spread 301
 stagflation 291
 sterling 153

taux d'escompte 132, 207
 taux directeur 301
 thésaurisation 68
 traders 281
 trébuchet 68, 121
 Trente Glorieuses 271
 troc 37
 troy 153
 TVA 291

unions monétaires 217
 usure 78

virements 68

BIBLIOGRAPHIE

- Aftalion Florin & Poncet Patrice, *Le Monétarisme*, PUF, Paris, 1981
- Andreau Jean, *Banque et affaires dans le monde romain*, Seuil, Paris, 2001
- Archibald Marion & others, *Money — A History*, Williams Jonathan & British Museum Press, London, 1997
- Banque Nationale de Belgique, L'Escarcelle de Charles Quint : Monnaies et Finances au xv^e siècle* (pour Expo juin 2000), BNB, Bruxelles, 2000
- Bezbakh Pierre, *Inflation et désinflation*, Éditions La Découverte, Paris, 1986
- Bourguinat Henri, *Finance internationale*, PUF, Paris, 1992
- Brana, Sophie et Cazals, Michel, *La Monnaie*, Dunod, Paris, 1997
- Brémond Janine & Gélédan Alain, *Dictionnaire des Théories et Mécanismes Economiques*, Hatier, Paris, 1984
- Crouzet François, *La Grande Inflation — La Monnaie en France de Louis XIV à Napoléon*, Fayard, Paris, 1993
- Dallenne Pierre, *Des Trente Glorieuses à la Nouvelle Économie*, Ellipses, Paris, 2000
- Davis Glyn, *A History of Money*, University of Wales Press, Cardiff, 1994
- Demoulin Bruno & Kupper Jean-Louis, *Histoire de la principauté de Liège*, Privat, Toulouse, 2002
- Duncan-Jones Richard, *Money and Government in the Roman Empire*, Cambridge University Press, Cambridge, 1994
- Farnetti Richard, *L'Économie britannique de 1873 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 1994
- Finley Moses I., *L'économie antique*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1975
- Friedman Milton, *La Monnaie et ses Pièges*, Dunod, Paris, 1993
- Gelpi R.-M. & Julien-Labruyère F., *Histoire du crédit à la consommation*, La Découverte, Paris, 1994
- Généreux Jacques, *Introduction à la politique économique*, Seuil, Paris, 1993
- Généreux Jacques, *Introduction à l'économie*, Seuil, Paris, 1992

- Gobert Théodore, *Liège à travers les âges — Les rues de Liège*, Tomes I & II, Culture et Civilisation, Bruxelles, 1975
- Grou Pierre, *Monnaie et crise économique*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1977
- Harsin Paul, *La Révolution Liégeoise de 1789*, La Renaissance du Livre, Bruxelles, 1954
- Harsin Paul, *Les doctrines monétaires et financière en France du xvi^e au xviii^e siècle*, Félix Alcan, Paris, 1928
- Henaux Fernand, *L'Histoire Monétaire du Pays de Liège*, Desoer, Liège, 1863
- Keynes John, *Essai sur la monnaie et l'économie*, Petite Bibliothèque Payot, Paris, 1931
- Koch-Picard C., *Économie — Les bases à connaître pour mieux comprendre*, Dunod, Paris, 1989
- Lebrun Pierre, *Essai sur la Révolution Industrielle en Belgique 1770-1847*, Académie Royale de Belgique, Bruxelles, 1979
- Levy-Garboua Vivien & Maarek Gérard, *La dette — le boom — la crise*, Atlas Economica, Paris, 1985
- Marain Frederik, *Du franc à l'euro*, Lannoo, Belgique, 1999
- Morrisson Christian et Cécile & Barrandon Jean-Noël, *Or du Brésil, Monnaie et Croissance en France au xviii^e siècle*, CNRS Éditions, Paris, 1999
- Mundell Robert, *Reconsideration of the 20th century*, www.robertmundell.org., 1999
- Mundell Robert, *The International Monetary System in the 21st Century*, www.robertmundell.net, 1997
- Nicolet-Pierre Hélène, *Numismatique grecque*, Armand Colin, Paris, 2002
- Olszak Norbert, *Histoire des banques centrales*, PUF, Paris, 1998
- Panckoucke C. J., *L'Art du Monnayage — extraits de l'Encyclopédie Méthodique*, Préau des Livres, Liège, 1788
- Ramage Andrew & Craddock Paul, *King Croesus' Gold*, British Museum Press, London, 2000
- Rivoire Jean, *Histoire de la monnaie*, PUF, Paris, 1985
- Rivoire Jean, *Histoire de la banque*, PUF, Paris, 1984
- Sargent Thomas & Velde François, *The Big Problem of Small Change*, Princeton University Press, Princeton & Oxford, 2002
- Serrure R., *La Monnaie en Belgique*, Bibliothèque Gilon, Belgique, 1900
- Stewart Michael, *Keynes*, Seuil, Paris, 1969
- Wilmots André, *Hjalmar Schacht*, Le Cri, Bruxelles, 2001
- Wolff Jacques, *Histoire Économique de l'Europe 1000-2000*, Economica, Paris, 1995

TABLE DES MATIÈRES

Prologue	7
Avant-propos	12
Tableau synoptique	13

DU TROC JUSQU'AUX PIÈCES DE MONNAIE
ET AUX BANQUES DANS L'ANTIQUITÉ

Économie de redistribution à l'aube de l'Histoire au iv^e millénaire av. J.-C.	27
Économie de redistribution aux prémices de l'Histoire	27
Codes et références dès le iii ^e millénaire av. J.-C.	28
L'or et l'argent, références de valeurs	
dès la deuxième moitié du iii ^e millénaire av. J.-C.	29
Besoins de prêts	30
L'autre référence de la valeur de l'argent-métal ou du grain	31
Troc et marchés parallèlement à la redistribution au iii^e millénaire av. J.-C.	33
Production spécialisée et échangée	33
Production troquée au marché local	34
Troc entre contrées hors économie de redistribution	34
La valeur des échanges aussi selon négociations et marchandages	35
De l'échange contre un « bien intermédiaire » jusqu'au commerce en monnaie	37
Échanges contre des « biens intermédiaires » dès le néolithique	37
Pour référencer et compter en mémorisant les prix	38
Pour postposer la dépense en épargnant les surplus	40
Du « bien intermédiaire » jusqu'à la monnaie	41

Préalable au choix de la monnaie	42
Lingots d'or ou d'argent, monnaies appréciées dès le II ^e millénaire av. J.-C.	43
Lente évolution de l'économie de redistribution vers l'économie de marché dans l'Antiquité	44
Pièces de monnaie dès le VII^e siècle av. J.-C.	45
De minuscules lingots frappés d'un sceau royal	45
Profit sur ces pièces de monnaie	47
Pièces d'argent en Grèce dès le VII ^e siècle av. J.-C.	48
Pièce d'argent au poids en Méditerranée	49
Le bimétallisme en pièces d'or et d'argent dès le VI ^e siècle av. J.-C.	49
Système monétaire bimétallique en Perse au VI ^e siècle av. J.-C.	51
Pièces de monnaie au poids dès le V^e siècle av. J.-C.	52
Usage attesté des pièces dans toutes les classes sociales grecques au V ^e siècle av. J.-C.	52
Le financement des États toujours plus axé sur les pièces de monnaie	53
Pièces grecques standardisées en forme et en poids dès le V ^e siècle av. J.-C.	54
Pièces bimétalliques dans l'Empire macédonien	55
République de Rome	56
Les changeurs-essayeurs et les pièces variées de l'Antiquité	58
Nécessité des changeurs-essayeurs	58
Pièces d'or inspectées	60
Pièces d'argent suspectées	61
Naissance de la banque dans l'Antiquité	62
La monnaie en sécurité dans les banques	62
Évolution de la banque dans l'Antiquité	62
Les prêts et les crédits consécutifs aux dépôts en banque	64
Les pratiques bancaires circonscrites au commerce	65
L'Antiquité sans monnaie « créée » par les banques	66
Les banques inaccessibles pour le monde non commerçant	67
Coïncidence : Les pièces de monnaie, nerf de la guerre ou de la paix ?	69

L'EMPIRE ROMAIN ET LES PIÈCES DE MONNAIE MULTIPLIÉES

Inquiétudes financières dans l'Empire au I^{er} siècle apr. J.-C.	71
De la monétisation de l'or et de l'argent jusqu'au manque récurrent de pièces	71
Accumulations des crédits	72
Crises financières occasionnelles	73
Nouveaux expédients aux crises de trésorerie dès le I^{er} siècle apr. J.-C.	74
Réforme fiscale sous Auguste	74
La frappe de pièces de billon dès Auguste	75
Multiplication des pièces par dévaluation dès Néron	77
L'inflation perceptible dès le I^{er} siècle apr. J.-C.	80
La hausse des prix conséquence de la multiplication des pièces	80
La hausse généralisée, continue et prolongée des prix, ou l'inflation	81
Inflation des prix dans l'Empire	82
Hausses ponctuelles des prix	83
La clé de l'inflation : excès de dépenses et manque d'investissements par l'État romain	85
Mécontents et profiteurs de cette inflation des prix dès le I^{er} siècle apr. J.-C.	86
Perte pour les uns	86
Gain pour les autres	87
Gain temporaire pour l'État	88
Déclin économique du I^{er} siècle jusqu'au début du III^e siècle apr. J.-C.	89
La démagogie financée par la fiscalité et la multiplication des pièces de monnaie	89
Le travail dévalorisé aussi par l'inflation	90
Multiplication retenue des pièces et inflation modérée jusqu'au III ^e siècle	91
La crise du III^e siècle apr. J.-C.	92
Le déclin économique accentué au début du III ^e siècle apr. J.-C.	92
La « crise du III ^e siècle »	93
Apogée de la multiplication des pièces vers 260	93

Décollage de l'inflation après 260	94	Déclin économique dès le xiv^e siècle	
Crise monétaire et bancaire vers 265	95	jusqu'à la déflation des prix au xv^e siècle	118
Le sauvetage militaire de l'Empire financé par... la surmultiplication des pièces	96	La défaillance de l'appoint d'argent occultée par les fléaux du xiv ^e siècle	118
Fiasco de la résorption de l'inflation		La déflation, reflet du manque de pièces	119
à la fin du iii^e siècle apr. J.-C.	97	Le commerce gêné par la « famine des métaux »	121
Échec de la réforme monétaire pour mater l'inflation	97	Plus de tolérance envers les intérêts sur les prêts	122
Échec de « l'édit des prix » pour geler l'inflation	98	La déflation contournée par les commerçants italiens	
L'inflation contournée pour redresser		aux xiv^e et xv^e siècles	123
l'Empire au iv^e siècle apr. J.-C.	99	Réapparition des banques	123
Réforme fiscale de Dioclétien	99	Une nouveauté : la lettre de change	124
Retour partiel de la circulation des pièces d'or ou d'argent sous Constantin	99	La lettre de change source de crédits et de prêts	125
Coïncidence : L'Empire romain a aussi chuté		La lettre de change parfois escomptée	126
sur des obstacles monétaires	101	Intrusion des banquiers dans les sphères	
MANQUE RÉCURRENT DE PIÈCES DE MONNAIE		du pouvoir aux xiv^e et xv^e siècles	126
DU MOYEN ÂGE À LA RENAISSANCE		États, Église et emprunts aux banques	126
Retour de la circulation des pièces en Occident		Emprunts et banques publics	127
du vii^e au xii^e siècles	105	Déflation esquivée au xvi^e siècle, et embellie économique	128
Sans pièces de monnaie ni banques		Les pièces de billon réintroduites	128
depuis la chute de Rome	105	Nouvelles sources d'or et argent et embellie économique	129
Le retour des paiements en pièces de monnaie		Déflation écartée, et inflation très relative	130
dès le vii ^e siècle	105	L'inflation limitée par le mercantilisme au xvi^e siècle	132
Les pièces variées de la féodalité du x ^e au xii ^e siècle	109	L'accumulation autorisée avec la Renaissance	132
Les pièces de monnaie transmutes au xiii^e siècle	109	Mise en place de politiques mercantilistes	133
Des nouvelles pièces d'argent et d'or		Coïncidence : Évolutions contrastées avec ou sans banques	134
diffusées par le commerce	109	DU BILLET DE BANQUE À LA RÉVOLUTION	
Bimétallisme et ratio or-argent modifiable	111	INDUSTRIELLE EN GRANDE-BRETAGNE	
Les changeurs-essayeurs toujours plus vigilants	112	La rareté du numéraire à nouveau	
Vers des pièces de qualité et un seigneurage modéré		préoccupante au xvii^e siècle	137
sous l'emprise du change	113	L'Europe en déflation de 1650 à 1730	137
Unification progressive des systèmes monétaires royaux	115	Récession et déflation moindres	
Dévaluations endiguées	116	en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas	138
		Nouvelles techniques financières	139
		Apparition du billet de banque en Angleterre au xvii^e siècle	142
		Naissance des banques anglaises	142

Apparition du billet de banque	143	Tentative avortée de monnaie amendée à Liège en 1783	174
Banques et prêts en billets sous surveillance		L'économie liégeoise rattrapée par la déflation vers 1780	174
de la convertibilité en pièces d'or et d'argent	145	Mesures proposées pour encadrer un système monétaire	
Premières crises de retrait aux guichets des banques	146	parallèle lié au nettoyage	176
La convertibilité des billets restreinte		Le marché parallèle des « tâches de nettoyage »	
aux seules pièces d'or par le « Great Recoinage »	147	sélectionnées selon trois principes	177
Unifications annexes des pièces de monnaie	149	Première « tâche de nettoyage »	178
		Arguments pour étayer le système parallèle	179
Multiplication des crédits et		Une année d'application du système parallèle	
Révolution industrielle au XVIII^e siècle	150	de 1783 à 1784	181
Prêts avec garants en Écosse	150	Tentatives d'extension du système parallèle,	
Début du capitalisme industriel		et abandon soudain	182
et financement de la Révolution industrielle	151		
Multiplication de la monnaie sans inflation	153	L'effondrement des assignats de	
Le volume des pièces de monnaie dépassé		la Révolution française vers 1795	183
par le volume de monnaie scripturale	155	Création du billet de l'assignat en 1789	183
		Inflation et crise économique	185
La Banque d'Angleterre et ses billets au XVIII^e siècle	156	Liquidation des assignats	186
La Banque d'Angleterre créée pour financer l'État	156		
Avantage aux billets de la Banque d'Angleterre	158	Succès variés du billet de banque vers la fin du XVIII^e siècle	187
La Banque d'Angleterre sous contrôle	159	Timides émissions de billets	
Stabilisation des banques privées	160	en Europe continentale sans Révolution industrielle	187
		Les « country banks » de Grande-Bretagne,	
Coïncidence : La Révolution industrielle et la monnaie	161	et la croissance industrielle autosoutenue	189
		Succès de l'inconvertibilité temporaire	
		du billet de la Banque d'Angleterre	190
ÉCHECS ET SUCCÈS DIVERS DES BILLETS		Coïncidence : Échecs monétaires	
DE PAPIER AU XVIII^e SIÈCLE		et aléas des Couronnes de France et d'Angleterre	192
Le billet de banque discrédité en France vers 1720	165		
Le système de John Law	165	LE BILLET DE BANQUE, L'ÉTALON-OR	
Émission désordonnée des billets		ET LES CYCLES ÉCONOMIQUES AU XIX^e SIÈCLE	
et spéculation sur les actions	167	Brève dépression économique en Grande-Bretagne vers 1820	195
Effondrement du système de Law	169	La naissance de l'étalon-or	
Séquelles de l'échec de l'usage du billet de banque	170	pour les billets de la Banque d'Angleterre	195
		Déflation organisée	196
L'échec du premier papier-monnaie vers 1780 aux USA	171		
Les émissions de billets de crédit	171	Cycles économiques remarquables après 1820	198
Les « continentals » de la Révolution américaine	172	Une société agricole en mutation	
Vers l'inflation	172	vers un monde industriel	198
Liquidation des billets de crédit		Hausses économiques avec embauche,	
et séquelles de l'échec des « continentals »	173	et baisses avec recrudescence du chômage	198

Baisses amplifiées par les krachs boursiers et les crises de retrait en banque	199	Retour à la convertibilité-or des billets de la plupart des Banques Centrales après 1918	226
Crises économiques à répétition et début de la contestation	200	La livre sterling de la Banque d'Angleterre fourvoyée dans les parités d'avant-guerre	228
Cycles remarquables, mais incompris	201	L'hyperinflation en Allemagne vers 1922-1923	229
Débats incomplets au XIX ^e siècle	202	Une politique monétaire inflationniste pendant la guerre	229
Objectif des autorités : assurer la convertibilité-or	203	Dérapage vers l'hyperinflation en 1922-1923	231
Influence monétaire postérieurement confirmée	206	Résorption remarquable de l'hyperinflation	231
Propagation de la Révolution industrielle après 1830	207	Retour à une relative convertibilité-or pour les nouveaux reichsmarks	232
Billets de banque et conversion bimétallique entre 1830 et 1870	207	Le violent krach boursier de Wall Street de 1929	233
Cadences variées sur le continent européen entre 1830 et 1870	209	La spéculation boursière de Wall Street favorisée par la Fed dans les années 1920	233
L'étalon-or et la « Grande Dépression » dès 1873	210	Le krach de Wall Street d'octobre 1929	234
Les problèmes du bimétallisme	210	Les mauvais réflexes monétaires de la Fed et la crise économique mondiale	235
Du bimétallisme vers le modèle anglais de l'étalon-or	211	Les théories de Keynes vers 1930	237
Saut groupé vers l'étalon-or dans les années 1870	212	La contestation keynésienne du système monétaire	237
Taux de changes fixes des billets par l'étalon-or	214	Les émissions de billets des Banques Centrales libérées de l'étranglement de l'étalon-or	237
Déflation et « Grande Dépression » entre 1873 et 1896	215	Le volume de crédits des banques privées toujours contrôlé	238
Après l'avancée du libre-échange, le retour du protectionnisme dès 1873	216	Le crédit pour redémarrer l'activité économique	238
Chamboulement de l'ordre économique mondial à la fin du XIX^e siècle	218	L'impulsion étatique en appui	239
L'industrie de Grande-Bretagne rattrapée par les industries du continent européen	218	Abandon partiel de la convertibilité-or à partir de 1931	240
Reprise accompagnée de spasmes après 1896	219	Vers un nouveau système monétaire international autour du dollar dans les années 1930	240
Les USA, première économie au monde au début du XX ^e siècle	220	Pâle reprise économique sans impulsion étatique « keynésienne » avant la guerre	242
La Fed des USA créée en 1913	221	Application plus large des théories keynésiennes aux USA dès 1932	243
Coincidence : L'instabilité de la fin XIX^e siècle et le retour du nationalisme	223	Le dollar-billet de la Fed dévalué par rapport à l'or et sans plus de convertibilité-or	243
DOLLARS, BILLETS DE BANQUE ET KEYNES ENTRE 1914 ET 1971		La Fed sous contrôle plus démocratique	244
Les années 1920 dans la lignée du XIX^e siècle pour la plupart des pays	225	Taux d'intérêt bas	245
La pièce d'or remplacée par le billet pendant la guerre de 1914-1918	225	Le volume de crédits des banques privées toujours sous surveillance	245
		Le New Deal et l'endettement timide de l'État US après 1932	246

**INFLATION ET DÉFLATION
DÉFINITIVEMENT DOMPTÉES ?**

Sans inflation, ni déflation au ^{xxi} siècle ?	313
Le krach boursier de 1987 vite surmonté	313
Un deuxième creux économique dès 2001	314
Un retour rapide de la croissance	
grâce à la « reaganomie » ?	315
En contrôlant l'inflation	317
Et les taux de change	317
Limites de la « reaganomie » pour les pays européens	320
Ou la déflation ?	321
Le retour des cycles ?	323
Les marchés parallèles et leurs monnaies à l'ombre des crises économiques	324
Des monnaies parallèles pour des marchés parallèles, et le cas de l'Argentine	324
Le marché noir coincé par la monnaie	326
Un nouveau marché parallèle avec sa monnaie contre la déflation ?	328
Le système parallèle de Comhaire	
applicable au ^{xxi} siècle ?	328
Actualisation du système de Comhaire	329
Transactions en éco-monnaie hors taxes	330
Éco-monnaie distincte des paiements	
de l'économie au noir	332
Efficace à l'usage	333
Illusoire ou réaliste ?	334
Coincidence à espérer : La déflation repoussée et la croissance de retour	335
Index Alphabétique	339
Bibliographie	341
Table des Matières	343

Achévé d'imprimer en mai 2005
sur les presses des Nouvelles Imprimeries Havaux
à Nivelles (Belgique).